

هكذا في الوطن

L'Italie
a voté
dans le calme

LIRE PAGES 4 ET 5.

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 Dr. ; Tunisie, 100 m. ;
Allemagne, 1 DM ; Autriche, 10 sch. ; Belgique,
11 fr. ; Canada, 5 C\$; Danemark, 3 kr. ;
Espagne, 20 pes. ; Grande-Bretagne, 20 p. ; Grèce,
18 dr. ; Iran, 40 rials ; Italie, 200 L. ; Liban, 125 p. ;
Luxembourg, 11 fr. ; Norvège, 3,75 kr. ; Pays-Bas,
1 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 2,25 kr. ;
Suisse, 1 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 20

5, RUE DES ÉCLAIRCIS
75477 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6207-03 Paris
Téléc. Paris n° 630872
Tél. : 246-72-23

De nouvelles violences en Afrique du Sud

Conjonction dangereuse

L'ordre qui avait été rétabli en Afrique du Sud, sur instruction personnelle du premier ministre, « à tout prix et par tous les moyens », a été à nouveau troublé par une flambée de violence. Avant de quitter son pays, comme il l'avait prévu, pour assister à une conférence des diplomates sud-africains et rencontrer en Bavière M. Kissinger, le chef du gouvernement de Pretoria avait pourtant voulu prouver que sa police et son armée pouvaient venir rapidement à bout d'un déferlement de fureur noire.

La plus grande vague d'émeutes qui ait jamais balayé la République Sud-Africaine, cette « explosion de frustration, de violence et de désespoir », selon l'évêque anglican de Johannesburg, marque, en effet, par son ampleur et surtout du fait de la conjonction internationale dans laquelle elle s'inscrit, une date plus importante que le massacre de Sharpeville il y a seize ans. A l'époque, dans un pays où l'arrogance du pouvoir blanc se fondait sur des certitudes inébranlables et des frontières intangibles, une révolte de gueux supportant mal la brimade des « pass » à exister à tout propos ne prêtait pas à conséquence.

En 1976, il n'y a plus guère que les tenants aveugles de l'apartheid pour attribuer, comme vient de le faire le ministre des affaires bantoues, les émeutes de Soweto à un « malentendu ». Il n'y a plus que leurs policiers pour avoir l'impudence d'expliquer que les manifestants, pris de boisson, se sont entre-tués.

Le « consensus unanime » du Conseil de sécurité de l'ONU pour condamner vigoureusement l'apartheid, la réprobation française venant rappeler qu'il ne faut pas confondre la morale et les affaires, — traduit l'isolement total du régime. En Afrique du Sud, l'opposition, et les Blancs incités, qui sont nombreux, surtout dans les milieux intellectuels, s'en alarment de plus en plus.

Le « lever de rideau » de Soweto mettra dans une position bien difficile M. Vorster quand il tentera, mercredi, de justifier sa politique et d'en défendre les chances de succès devant M. Kissinger. Le secrétaire d'Etat américain — depuis son discours de Lanoka, le 27 avril — tente de gagner du terrain auprès des États africains et de l'O.U.A. Il entendait convaincre son interlocuteur sud-africain de se passer son sort du naufrage trop prévisible de l'allié rhodésien et de la faillite du protectorat sud-africain. Les Américains sont hantés par Pretoria faire tomber, enfin, en renonçant aux aspects les plus choquants de l'apartheid, la tension raciale, afin que les réfugiés blancs, qui commencent à quitter Salisbury et Windhoek, puissent trouver chez eux un havre de grâce. Or, ce scénario d'une « dédramatisation » en Afrique australe est désormais compromis.

Ce n'est pas au moment où M. Carter est en passe d'être élu par les voix des Noirs, que l'idéologie de petits blancs des « verkrampies » (crispés) du parti nationaliste du premier ministre, peut trouver à Washington des oreilles complaisantes. Maintenant que les Soviétiques et leurs amis Cubains ont réussi en Angola, après le soutien malencontreux des perdants par Pékin, à se poser en seuls sauveurs de l'Afrique, on voit mal les États-Unis soutenir sans conditions un « pouvoir pale » discrédité et affaibli.

Même si la pratique quotidienne de l'apartheid sud-africain est odieuse, ce n'est pas l'indignation de l'opinion internationale qui alarme l'Afrique du Sud. C'est la convergence, pour la première fois dans son histoire, de la menace étrangère et de la rébellion intérieure.

Cessez-le-feu au Liban

Les Syriens amorcent un repli

Un accord de cessez-le-feu a été conclu entre la Syrie et le commandement central palestinien-progressiste au Liban dans la nuit du dimanche 20 au lundi 21 juin. Les deux parties ne donnent pas la même version des conditions de l'accord, mais celui-ci est entré en vigueur lundi matin, les forces pro-syriennes qui assélaient l'aéroport de Beyrouth et la ville de Saïda ayant commencé à se retirer. Elles seraient remplacées par une force de paix « arabe », dont l'avant-garde, composée de soldats syriens et libanais, était attendue lundi.

Dans le communiqué franco-syrien publié le 19 juin, à l'issue de la visite à Paris de M. Assad, celui-ci s'était engagé à retirer ses troupes du Liban dès que l'ordre serait rétabli et que les conditions seraient réunies pour un règlement politique. Il avait également donné son accord à la tenue d'une « table ronde » de réconciliation entre les représentants des diverses composantes du peuple libanais.

M. Kissinger a déclaré lundi matin, après son entretien avec M. Giscard d'Estaing, qu'il était favorable à la réunion de cette « table ronde » à Paris.

L'accord du cessez-le-feu intervenu au Liban dans la nuit du dimanche 20 juin au lundi 21, a été négocié entre la Syrie et le Commandement central des forces palestino-progressistes, grâce aux bons offices du premier ministre libanais, le commandant Jalloud, qui s'était entretenu avec le président Assad dimanche après-midi. A la lumière des indications fournies par le commandant Jalloud, le commandement central, palestino-progressiste, selon Wafa, a pris les décisions suivantes :

- 1) Retrait des forces syriennes se trouvant à l'aéroport de Beyrouth des unités de la force de paix arabe ;
- 2) Réouverture de l'aéroport international de Beyrouth au trafic civil sous le contrôle de la Saïda, du commandement central, palestino-progressiste, de la section libanaise du parti Baas de l'organisation nassérienne ainsi que du chef d'état-major de l'armée de libération palestinienne, le général Badreddine, détenteur par le parti et les partisans de Kamal Joumblatt (leader de la gauche libanaise) ;
- 3) Réstitution des permanences de la Saïda et du Front national libanais (pro-Syrie) ;
- 4) Engagement des diverses sections de la résistance palestinienne à cesser les combats entre elles ;
- 5) Réduction de la présence des éléments armés à Beyrouth ;
- 6) Autorisation aux hommes politiques libanais de reprendre leurs domiciles et de reprendre leurs activités sans aucune pression.

(Lire la suite page 2.)

La majorité s'emploie à refaire son unité

En prélude au dernier épisode du long et difficile débat sur les plus-values (le vote final, en première lecture, doit intervenir au Palais-Bourbon mardi soir 22 juin), les diverses composantes de la majorité présidentielle multiplient les efforts pour dissiper les malentendus et l'animosité des dernières semaines.

Les perspectives de rapprochement entre les « giscardiens » et les réformateurs du C.D.S. (Centre des démocrates sociaux), qui étaient, pour une bonne part, à l'origine de la « fronde » U.D.R., sont évoquées avec beaucoup de prudence. MM. Lecanuet et Dominati rivalisant d'amenité pour expliquer qu'il ne s'agit nullement de monter une « machine de guerre » contre les gaullistes.

Ces derniers multiplient les appels à la raison et à la cohésion, le premier ministre n'étant pas le seul à estimer qu'il est grand temps de mettre fin à des querelles stériles et stupides. Ce changement d'attitude s'explique par les récentes déclarations télévisées du chef de l'Etat autour duquel et derrière lequel MM. Chirac et Guéna invitent à relancer l'union.

Des divergences n'en subsistent pas moins, et l'on note, par exemple, que M. Chirac évoque l'action d'une « opposition intelligente et structurée », et rend hommage à la « compétence » de M. Mitterrand, tandis que M. Guéna dénonce des « craquements » au sein de cette même opposition, attaquée avec la plus grande vigueur par M. Dominati (« l'opposition est l'essence du communisme »).

Le gouvernement ne dissimule pas, d'autre part, l'inquiétude que lui causent l'inflation et la hausse des prix qui ont été respectivement évoquées samedi et dimanche par le ministre de l'économie et des finances et par le premier ministre. Saut redressement pendant les mois d'été, ces deux difficultés risquent fort de relancer la mauvaise humeur et la tension parlementaires lorsque les assemblées se réuniront à l'automne pour examiner le projet de budget 1977. — R. B.

(Lire page 36 l'article d'ALAIN VERNHEULES.)

L'indispensable union

par NORBERT SÉGARD (*)

Le débat ouvert entre la majorité et l'opposition dépasse les divergences de vues sur des intentions de programmes ou sur la vie de nos institutions ; il pose un choix de société.

Lorsque les enjeux d'une confrontation atteignent une telle netteté, chaque camp doit se retrouver sur l'essentiel de ce qui motive ou inspire son combat.

(*) Secrétaire d'Etat aux P.T.T., ancien député.

M. Giscard d'Estaing voudrait établir avec Londres des relations « semblables » à celles existant avec Bonn

Pour la première fois depuis 1960, Londres accueille officiellement, du 22 au 25 juin, un président de la République française. Depuis le référendum sur le maintien de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne, il y a un an et l'arrivée au pouvoir de M. Callaghan, en avril dernier, quelque chose s'est changé. L'optimisme est perceptible dans les milieux d'affaires, les organisations syndicales et les cercles gouvernementaux, laissant espérer que le Royaume-Uni arrive peut-être au bout du long tunnel qu'il traverse depuis quinze ans.

Dans une interview que la B.B.C. diffuse ce lundi soir 21 juin, M. Giscard d'Estaing déclare : « Je voudrais que nos relations avec la Grande-Bretagne soient maintenant semblables aux relations que nous avons avec les Allemands ». Le président de la République souhaite voir s'organiser entre les deux pays des consultations fréquentes et régulières à tous les niveaux, sans pour autant signer un traité comme celui de 1963 avec l'Allemagne.

Éclaircies dans le ciel britannique

I. — LE CONSENSUS RETROUVÉ

Londres. — Quoi qu'il arrive, l'été 1976 restera dans les annales du Royaume-Uni : depuis deux siècles on n'avait pas vu pareille sécheresse et la Tamise n'avait jamais été aussi basse.

Sur les pelouses aristocratiques de Regency Park et sur celles, plus prolétaires, de Hyde Park, les Londoniens, en tenue de

plage, arborent des coups de soleil dignes de la Costa Brava. Les mini-jupes, démodées, ont fait place à des décolletés fondoyants. Au bord de la Tamise, les élégantes terrasses de béton du nouveau Théâtre national sont transformées en solarium. Dans les rues austères de la City, la veste se porte négligemment jetée sur l'épaule, et les balcons du grand quartier neuf du Barbican sont transformés en jardins suspendus par des géraniums devenus fous. On a vu, en pleine Oxford Street, un matin à 9 heures, un gentleman attendre dignement l'ouverture d'un grand magasin vêtu de son seul short et de sandales à lanières.

Canicule ou pas, un léger vent d'optimisme paraît s'être levé de l'autre côté de la Manche. Une brise prudente, comme hésitante. Le surprenant est 1976 serait-il aussi le début de la guérison de l'homme malade de l'Europe ?

Dans la cathédrale gothico-baroque qui abrite la Banque d'Angleterre, une fois traversée l'enfilade de couloirs dallés de mosaïques aux motifs héraldiques derrière un huisserie en laque trébouche, un responsable nous confirme, dans un murmure, que l'expansion est bien là. Les exportations, facilitées par la baisse de la livre, progressent à un taux

qui pourrait, cette année, dépasser de 20 % celui de l'année dernière. Les prix de détail baissent régulièrement et l'épargne reste importante. Diagnostic : la balance des paiements, stimulée par les exportations de pétrole de la mer du Nord, va commencer lentement à se redresser. Tout cela n'aura, cependant, qu'un effet limité sur le chômage qui va continuer à progresser, mais plus lentement, et sur le cours de la livre dont on peut seulement espérer qu'il va, enfin, se stabiliser.

(Lire la suite page 6.)

AU JOUR LE JOUR

AVEC DES FLEURS

En affirmant que l'opposition était conduite avec beaucoup d'intelligence par M. François Mitterrand, M. Jacques Chirac évoquait-il une rose au leader socialiste ou bien déposait-il un petit cactus sur la table de nuit de M. Giscard d'Estaing afin de lui rappeler que rien ne ferait plus de bien à la majorité qu'un bon coordonnateur ?

C'est possible. Mais il est aussi possible que le premier ministre ait enfin décidé d'adopter le ton de la détermination de préférence aux délicatesses musclées auxquelles nous étions accoutumés.

Il était alors normal, dans les circonstances actuelles, que M. Jacques Chirac ait choisi d'inaugurer ses premiers sourires en se montrant plus satisfait de ses adversaires de l'opposition que de ses amis de la majorité, qu'il se soit MM. Poniatowski et Lecanuet trouvant que c'est le bouquet.

BERNARD CHAPIUS.

(Lire la suite page 6.)

KAGEL A ZURICH

Une fable sonore

Dernière création de Kogel, reprise à Zurich pour le Festival de juin, « Bestiarium », on l'imagine facilement, met en scène des animaux.

Parmi eux le compositeur a choisi les plus pitoyables, ceux, parfaitement dérisoires, qu'on peut dégonfler quand on veut et piler en quatre au fond d'un sac de paille... Face aux ours en peluche coûteux et encombrants, ces « gonflables » — leur nom ressemble à un sobriquet — ne présentent que des avantages : dans un petit sachet et pour un prix modique, on peut se

procurer une girafe transportable, un hippopotame réplique au sourire lubrique, un crocodile pleurnichard ou un éléphant rose. « Bestiarium » en réunit une trentaine de toutes les tailles, et c'est sans doute cela qui a incité les adultes à venir avec leurs enfants retrouver la magie du spectacle de marionnettes ; peut-être aussi était-ce un alibi, une façon de garder ses distances : entre l'homme et l'animal on place un médiateur...

GÉRARD CONDE.

(Lire la suite page 25.)



EUROPE

AVANT LA PROCLAMATION DES RÉSULTATS

Le scrutin a eu lieu dans le calme

De notre correspondant

Rome. — Les Italiens ont voté dans le calme pendant toute la journée du 20 juin et la matinée du 21. Quelques rares incidents ont néanmoins incité le ministère de l'Intérieur à être vigilant. De son côté, le parti communiste a lancé un appel à ses militants pour qu'ils résistent aux provocations et qu'ils restent calmes. Tous les sièges du P.C. ont été gardés.

A l'issue de la journée de dimanche, on enregistre une participation au vote de 76,3 %, légèrement inférieure à celle des élections législatives de 1972. Les 90 % devraient normalement être atteints ou dépassés, comme à chaque scrutin. Les abstentionnistes de conviction sont représentés par quelques groupements féministes et anarchistes numéri-

quement insignifiants. En fait, si l'Italie ne comptait pas cinq millions d'émigrés, elle enregistrerait une participation encore plus forte. Un demi-million de travailleurs vivant à l'étranger — c'est un record — sont rentrés cette fois pour voter, notamment d'Allemagne fédérale où les autorités leur ont permis de voyager gratuitement par le train.

Les premiers résultats des élections seront publiés en fin d'après-midi du 21 juin. On devrait connaître successivement ceux du Sénat et de la Chambre, tandis que la composition du conseil régional de Sicile et des autres régions à statut spécial (dont ceux de Rome et de Gênes) ne sera révélée que le 22 juin avec les chiffres globaux.

AVEC DEUX FORMULES DIFFÉRENTES

Un système très complexe

Visant à réduire au mieux les situations inéquitables, le système électoral mélange la proportionnelle et le scrutin de liste. Deux formules différentes sont appliquées, l'une pour la Chambre des députés, l'autre pour le Sénat.

● POUR LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Dans toutes les circonscriptions, sauf le Val d'Aoste où est prévue une circonscription unique, le scrutin se fonde sur la répartition proportionnelle des sièges entre listes concurrentes et récupération des voix restantes dans un collège national unique.

La première opération est le calcul du « quotient électoral corrigé ». On divise le nombre des sièges valablement exprimés par le nombre des listes par le nombre des électeurs. Chaque liste obtient autant de sièges que le « quotient électoral » est contenu de fois dans les votes qu'elle a obtenus. Les sièges qui ne sont pas attribués après cette répartition sont affectés au collège national unique.

C'est au sein de ce collège que sont additionnées toutes les voix recueillies par les listes qui ont obtenu au moins un siège dans une circonscription et trois cent mille suffrages dans l'ensemble du territoire national.

Le total des voix résiduelles est divisé par le nombre de sièges qui restent à pourvoir, on obtient ainsi le « quotient national ». Chaque des listes en présence se voit alors affecter autant de sièges que ses voix résiduelles comprennent de fois le quotient national.

Les sièges restant après cette seconde répartition sont attribués aux listes qui, dans la division par le quotient national, ont eu les meilleurs restes.

Le choix des élus dans les listes de chaque circonscription résulte du total des votes de préférence obtenus par chaque candidat, dans toutes les sections. Chaque électeur a le droit d'exprimer jusqu'à trois votes de préférence s'il y a quatre députés ou moins à élire dans la circonscription; quatre votes de préférence, s'il y en a seize et plus.

Les sièges du collège national unique sont attribués aux circonscriptions prises isolément, selon l'échelle décroissante des votes résiduels exprimés en pourcentage du quotient électoral de la circonscription. On multiplie par cent le montant des votes résiduels et l'on divise le produit par le quotient de la circonscription.

● POUR LE SENAT.

Chaque région est répartie en collèges uninominaux établis par décret présidentiel des 6 et 23 février 1968, et par la loi du 14 février 1963 par le Frioul-Vénétie-Julienne. Le nombre des sièges est toujours inférieur à celui des sièges qui reviennent à la région, en raison de l'augmentation du nombre des sénateurs élus, sauf pour le Val d'Aoste, le Frioul-Vénétie-Julienne et la Molise.

Les candidats se présentent à titre individuel jusqu'à un maximum de trois collèges. Ils doivent ensuite se réunir en « groupe » pour participer à la répartition des sièges. Les candidats qui se présentent dans plusieurs collèges peuvent se réunir avec lui-même.

Si dans un collège, un candidat

obtient 65 % des suffrages valides, il est proclamé élu et les suffrages de tous les autres candidats du collège sont exclus du transfert à l'échelon régional.

Les sièges non attribués en fonction de ce quorum sont affectés au niveau régional. On calcule alors le « quotient électoral de groupe » en additionnant les suffrages obtenus par chaque liste candidate (déduction faite des voix des collèges déjà pourvus par le quorum). On divise alors chaque « quotient électoral » par 1, 2, 3... jusqu'à concurrence du nombre des sièges à pourvoir et l'on détermine ainsi les quotients les plus élevés en nombre égal aux sièges à attribuer.

A l'intérieur de chaque groupe, on calcule alors le « quotient individuel », qui représente le pourcentage des suffrages de chaque candidat par rapport au total des suffrages exprimés. Les sièges sont alors attribués aux groupes en fonction des quotients les plus élevés. A l'intérieur des groupes, le siège est attribué au candidat qui a le chiffre individuel le plus élevé. Ainsi un candidat A qui aura obtenu 50 000 voix dans un collège où ont voté 100 000 électeurs ne sera pas élu, tandis que le candidat B, qui aura obtenu 45 000 voix dans un collège où ont voté 80 000 électeurs (chiffre individuel de A : 50 % ; de B : 56,25 %).

Le Val d'Aoste est considéré comme un collège électoral unique. Est proclamé élu le candidat qui a obtenu le maximum de voix.

LA COMPOSITION DU CORPS ÉLECTORAL

Les élections anticipées des 20 et 21 juin (jusqu'à 14 heures) concernent la Chambre et le Sénat. Mais, simultanément, les Siciliens élisent une nouvelle assemblée régionale; les élections municipales ont lieu dans cent trente et une communes, dont Rome et Gênes, et des élections provinciales dans les provinces de Rome et Foggia.

Les résultats complets sont attendus dans la matinée du 22 juin.

Le corps électoral appelé aux urnes se compose au 31 décembre 1975 de 46 571 483 personnes, dont 19 365 968 hommes et 27 205 515 femmes, pour la Chambre des députés. Pour le Sénat (pour lequel on ne vote qu'à vingt-cinq ans), le total des électeurs est de 35 149 432.

En 1972, il y avait 37 049 633 électeurs à la Chambre et 33 736 233 au Sénat. Les gains respectifs sont donc de 3 221 849 dans le premier cas et de 1 413 200 dans le second.

Le nombre de jeunes électeurs (en 1972, de vingt et un à vingt-cinq ans, et en 1976, de dix-huit à vingt-cinq ans) est passé de 3 221 200 à 3 722 016.

Le taux de participation se situe constamment entre 80 et 95 %. Par conséquent, 1 % des suffrages valables représente environ 400 000 voix.

L'agence soviétique Novosti dément avoir diffusé un document sur M. Berlinguer

De notre correspondant

Rome. — Le quotidien milanais *Il Giornale nuovo* (centre-droit) publie les extraits d'un étrange document qu'il affirme avoir en sa possession. Il s'agit d'une analyse de la politique internationale, attribuée à l'agence soviétique Novosti, qui tendrait à démontrer que le Kremlin comprend et approuve la « ligne Berlinguer ». Loin d'être soupçonné d'hérésie, le parti communiste italien serait, au contraire, loué pour sa cohérence et son habileté.

« Depuis la fin de la guerre d'Hitler, affirme le document, c'est la première fois que le P.C.I. peut espérer développer ses suffrages au point de pouvoir introduire ses propres dirigeants dans les positions gouvernementales les plus élevées et commencer ainsi l'irrésistible démo-

lition du capitalisme monopoliste italien jusqu'au succès définitif du socialisme dans ce pays stratégiquement important ».

Dans cette tâche, le parti de M. Berlinguer se heurterait non seulement aux « agents réactionnaires », aux forces impérialistes étrangères et aux « résistances féodales de l'Eglise », mais aussi aux « opportunistes de gauche », qui reprochent à son programme d'être réformiste. Le document soviétique citerait alors — pour y répondre — trois critiques généralement faites au P.C.I. : il contredirait le marxisme-léninisme en visant une conquête du pouvoir par les urnes ; il s'opposerait formellement au parti frère soviétique ; il

aurait abandonné les principes de l'internationalisme pour une orientation nationaliste et opportuniste. Selon l'agence Novosti, citée par *Il Giornale*, le programme du parti communiste italien « se fonde inconsciemment sur l'analyse de la situation italienne », laquelle permettrait « une prise du pouvoir pacifique, y compris la voie électorale ». Citant Lénine, pour qui « la conquête du pouvoir politique par la prolétariat peut advenir sous deux formes : pacifique ou non pacifique », le document soviétique constaterait que le P.C.I. « a choisi la première voie, celle qui est la plus conforme aux principes et les plus applicables dans la lutte pour le pouvoir ». En consolidant leur progrès pour favoriser « l'Etat des travailleurs », les communistes italiens « se trouveront en condition de rendre laire à tous leur tactique de politique interne, de sorte que, à la fin, se briseront une fois pour toutes les dernières résistances du capitalisme monopoliste italien et de sa politique étrangère, et l'Italie pourra quitter l'alignement économique-militaire antisoviétique ». Autrement dit, contrairement à ses affirmations, M. Berlinguer viserait à faire sortir son pays de l'OTAN et du bloc occidental.

Evocant la fin tragique d'Allende, Novosti écrit : « L'expérience chilienne a démontré la nécessité première de soustraire à l'ennemi de classe les moyens d'information de masse et de propagande. » Et de se déclarer « parfaitement convaincu que le P.C.I. a tiré les enseignements de la situation chilienne ». En particulier, les Soviétiques seraient convaincus que le P.C.I. « ne permettra pas à la bourgeoisie de conserver les structures (actuelles) de l'armée, de la police et des mass médias, qui, dans leur désespoir, s'engageraient contre les intérêts de la classe travailliste ». Inutile de préciser que M. Berlinguer s'est vu depuis dépeindre comme « le montrant le contraire à ses con-

ROYBERT SOLÉ

De nouvelles données numériques et sociologiques

Plusieurs données numériques ou sociologiques nouvelles jouent un rôle non négligeable dans le scrutin des 20 et 21 juin.

1) L'application, pour la première fois, du vote à dix-huit ans pour la Chambre des députés (et non pour le Sénat) peut entraîner deux majorités différentes. 572 010 électeurs, âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, ne voteront que pour élire un député. Leur majorité se portera-t-elle surtout vers les partis de gauche, comme on peut le supposer ? Les « diverses gauches » seraient alors majoritaires à la Chambre et minoritaires au Sénat.

2) Cette préférence des jeunes pour la gauche est-elle en mesure de favoriser le bloc « démocrate prolétarien », qui se situe à la gauche du P.C.I. ? En 1972, cette tendance avait recueilli près d'un million de voix, que leur dispersion entre plusieurs petits partis avait rendu insuffisante pour obtenir, dans une circonscription ou moins, le « quotient électoral » nécessaire pour bénéficier de la répartition des restes au plan national. La « démocratie prolétarienne » peut espérer cette fois obtenir ce « quotient » et donc faire élire quelques députés.

3) La répartition des sièges a été modifiée sur les bases du recensement de 1971. En raison des déplacements de population intervenus depuis douze ans, les régions méridionales ont perdu douze députés et six sénateurs, le nord a gagné dix députés et trois sénateurs, le centre deux députés et trois sénateurs.

L'évolution politique habituelle des immigrés du sud au nord incite à penser que ce transfert de sièges bénéficiera aux partis de gauche au détriment de la démocratie chrétienne.

4) L'aspiration générale au « changement » va-t-elle inciter les électeurs à manifester, individuellement, leurs « préférences » lorsqu'ils marquent

d'une croix sur leurs bulletins, comme ils en ont la possibilité, quatre noms de candidats ? Le mécanisme n'a, jusqu'à présent, que peu fonctionné indépendamment des orientations données par les partis. Il peut en être autrement cette fois-ci. Le phénomène n'aurait que peu d'ampleur sur le plan national. Mais, à l'échelle des circonscriptions, il peut fournir une indication sur les réactions hostiles à certaines personnalités.

5) L'appréciation des résultats devra tenir compte, cette fois, de deux références notablement différentes :

Les élections régionales de mai 1975 ont vu le P.C.I. atteindre 33,5 % et la D.C. 35 %.

Les élections législatives de mai 1972, où le P.C.I. avait obtenu 28 % des suffrages et la D.C. 38 %.

Si, par exemple, le P.C.I. obtenait cette fois-ci 31 % des voix, cela représenterait un gain de trois points par rapport à 1972, mais une perte de deux points par rapport à 1975.

En outre, la seule comparaison admissible porte sur les législatives de 1972, d'autant qu'en mai 1975, les cinq régions à statut spécial n'ont pas voté. Or la Sicile, entre autres, aurait sensiblement renversé le pourcentage de la D.C. Mais en réalité, c'est le résultat des régionales qui a déclenché la crise politique conclue par les élections anticipées. Celles-ci sont destinées à vérifier la tendance exprimée en 1975. Si justes que soient, en théorie et en droit, les discussions sur la différence radicale entre les scrutins de 1972 et de 1976 (il s'agit, cette fois, de choisir des administrateurs régionaux, provinciaux ou municipaux), c'est à la signification politique de ces choix que s'attachent les Italiens.

JACQUES NOBECOURT.

« 5 kopeks »

L'agence Novosti fait savoir à propos de ce « document » :

« Un faux a été manipulé en Italie. Il s'agit d'une brochure concernant Enrico Berlinguer, secrétaire général du P.C.I. L'aspect extérieur de la brochure est tel qu'il donne l'impression d'avoir été écrit par l'agence de presse Novosti. Pour être plus convaincant, on a même écrit la préface : 5 kopeks. Le titre traduit une idée juste : Enrico Berlinguer, un combattant pour la paix et la démocratie. Ce titre a pour tâche de donner la plus grande authenticité à la brochure. D'encourager à la lire ceux qui sympathisent avec les communistes. »

« Pourquoi ce faux ? Le 20 juin, l'Italie est allée aux urnes élire son Parlement. On a distribué des tracts et des efforts des forces de droite extérieures à l'Italie ne sont en mesure maintenant de faire échec au succès des communistes italiens. Elles ont mis tout en œuvre, mais en vain. Elles ont même fait appel au mensonge, bien que jusqu'à elles enveloppaient le mensonge dans leur propre emballage. »

« Qui sont les auteurs de ce faux ? Ce sont les mêmes mains qui ont tendu la hache à Pinochet. Ces mêmes faussificateurs « anonymes » spécialisés dans la subversion idéologique n'ont cessé de se manifester. L'agence Novosti pour la première fois... »

« Que celui qui désire connaître le véritable auteur de cette falsification, dont le but est de déorienter l'opinion italienne, de jeter une ombre sur les relations entre le P.C.U.S. et le P.C.I., se pose la question suivante : « A qui cela profite-t-il ? » Chercher une réponse aidera à apercevoir les lon-

gues oreilles que les auteurs de ce faux anticommuniste se sont efforcés de cacher derrière le nom prestigieux de l'agence soviétique d'information et d'édition de tracts, qui n'a pu voter que deux fois : la « L'Unità », organe du P.C. italien, s'était déjà élevée dans son numéro du 14 juin contre la mise en circulation d'une telle brochure, qualifiée de faux, et qui avait été utilisée par le « Giornale » et le « Popolo ». Quel que l'on puisse penser de ses démentis, l'on ne peut que s'interroger sur l'intérêt que les dirigeants de Moscou auraient eu à saboter à ce point les chances de M. Berlinguer en diffusant à la veille du scrutin un document dont l'entière raison à ses détracteurs. En outre, il n'y avait aucune raison d'attribuer au tel document à l'agence Novosti, dont la spécialité est la diffusion de tracts de propagande pour le grand public, nullement des analyses confidentielles sur les intentions « stratégiques » des dirigeants soviétiques. Si un faux devait être fabriqué, il eût été plus rationnel de l'attribuer à M. Ponomarev, secrétaire du P.C.U.S. pour les relations avec les « partis frères », dont le nom a d'ailleurs été déjà utilisé l'an dernier pour une tentative analogue à propos du Portugal. »

« M. G. Kouznetsov, journaliste soviétique, s'est vu refuser le visa d'entrée en Italie où il devait « couvrir » les élections. Son hebdomadaire, *Za Roubefom*, ayant affirmé que d'autres journalistes avaient obtenu le même sort, l'ambassade d'Italie a refusé que seul le visa demandé par M. Krasovskiy, chef de la section des observations politiques de l'agence Tass, était en attente. (A.F.P.). »

Des dirigeants du « printemps de Prague » expriment leur soutien au P.C.I.

Plusieurs personnalités tchécoslovaques engagées dans le mouvement du « printemps de Prague » de 1968, ont fait parvenir une lettre de soutien au parti communiste italien. Parmi les signataires, on relève les noms de M. Hajek, ancien ministre des affaires étrangères, Mme Smrkovskiy, veuve de l'ancien adjoint de M. Dubcek, et M. Sibilan, qui fut élu vice-président du P.C. au quatorzième congrès, M. Jaromir Litera, ancien secrétaire du parti pour la ville de Prague.

L'absence du nom de M. Dubcek parmi les signataires s'explique, semble-t-il, par le fait que cette initiative n'a été prise qu'à Prague et dans de très brefs délais, qui n'ont pas permis de joindre l'ancien secrétaire du parti communiste tchécoslovaque.

Ce message déclare en particulier : « Dans ses documents, son programme et sa politique concrète, le P.C.I. poursuit avec cohérence la liquidation des méthodes et des formes de gouvernement dérivées du stalinisme, par le mouvement communiste et ouvrier depuis 1956. Il aspire, en

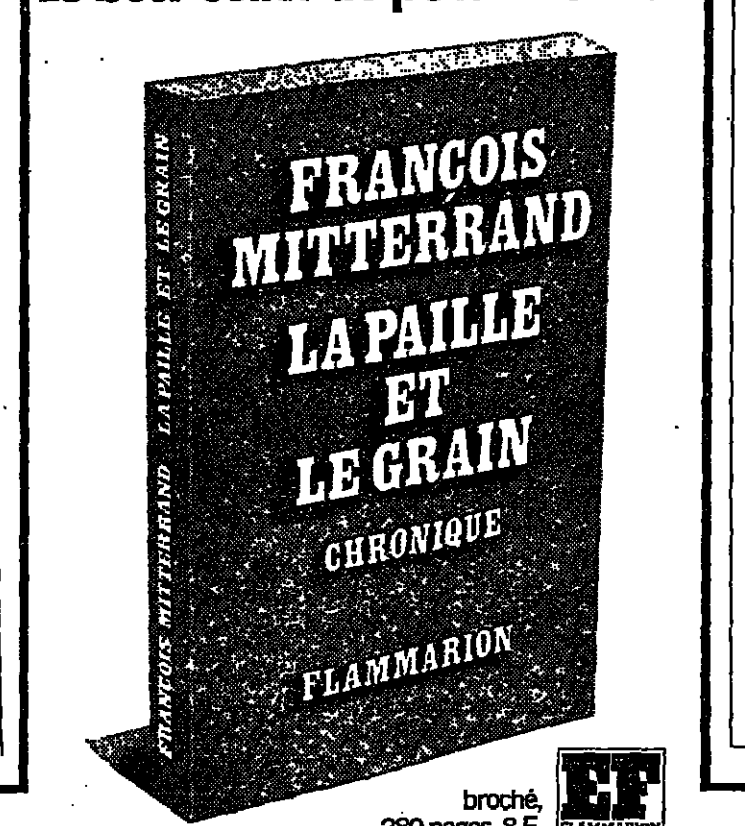
outre, à instaurer une liaison active entre les objectifs de transformation sociale de la société, et des formes et méthodes de gouvernement qui s'inspirent d'une démocratie authentique. »

« Votre position, poursuit la lettre, constitue une composante importante de l'effort qui s'accomplit de toutes parts pour relancer et faire progresser la cause du socialisme dans les pays occidentaux de l'Europe. Elle est aussi un appui aux efforts de tous ceux qui, à l'intérieur des pays socialistes, sont convaincus par un progrès ultérieur de la société socialiste est la condition pour dépasser les déformations existantes. »

Le document conclut en rappelant les mesures de répression qui ont frappé en Tchécoslovaquie les « socialistes cohérents » avec leurs convictions de 1968, et qui veulent « poursuivre la lutte pour la réalisation d'une société socialiste sans inégalités, privilèges et injustices ».

Des extraits de ce texte, sans mention des signataires, sont publiés par *L'Unità* du 18 juin.

L'événement littéraire de 1975 Le best-seller de poche de 1976



broché, 280 pages, 8 F.

EF

LA PAILLE ET LE GRAIN. 8 F

FRANÇOIS MITTERRAND

ES ÉLECTIONS

Une longue trajectoire

Le scrutin a eu lieu dans le calme. Les Italiens ont voté dans le calme pendant toute la journée du 20 juin et la matinée du 21. Quelques rares incidents ont néanmoins incité le ministère de l'Intérieur à être vigilant. De son côté, le parti communiste a lancé un appel à ses militants pour qu'ils résistent aux provocations et qu'ils restent calmes. Tous les sièges du P.C. ont été gardés.

A l'issue de la journée de dimanche, on enregistre une participation au vote de 76,3 %, légèrement inférieure à celle des élections législatives de 1972. Les 90 % devraient normalement être atteints ou dépassés, comme à chaque scrutin. Les abstentionnistes de conviction sont représentés par quelques groupements féministes et anarchistes numériquement insignifiants. En fait, si l'Italie ne comptait pas cinq millions d'émigrés, elle enregistrerait une participation encore plus forte. Un demi-million de travailleurs vivant à l'étranger — c'est un record — sont rentrés cette fois pour voter, notamment d'Allemagne fédérale où les autorités leur ont permis de voyager gratuitement par le train.

Les premiers résultats des élections seront publiés en fin d'après-midi du 21 juin. On devrait connaître successivement ceux du Sénat et de la Chambre, tandis que la composition du conseil régional de Sicile et des autres régions à statut spécial (dont ceux de Rome et de Gênes) ne sera révélée que le 22 juin avec les chiffres globaux.

Le choix des élus dans les listes de chaque circonscription résulte du total des votes de préférence obtenus par chaque candidat, dans toutes les sections. Chaque électeur a le droit d'exprimer jusqu'à trois votes de préférence s'il y a quatre députés ou moins à élire dans la circonscription; quatre votes de préférence, s'il y en a seize et plus.

Les sièges du collège national unique sont attribués aux circonscriptions prises isolément, selon l'échelle décroissante des votes résiduels exprimés en pourcentage du quotient électoral de la circonscription. On multiplie par cent le montant des votes résiduels et l'on divise le produit par le quotient de la circonscription.

Chaque région est répartie en collèges uninominaux établis par décret présidentiel des 6 et 23 février 1968, et par la loi du 14 février 1963 par le Frioul-Vénétie-Julienne. Le nombre des sièges est toujours inférieur à celui des sièges qui reviennent à la région, en raison de l'augmentation du nombre des sénateurs élus, sauf pour le Val d'Aoste, le Frioul-Vénétie-Julienne et la Molise.

Les candidats se présentent à titre individuel jusqu'à un maximum de trois collèges. Ils doivent ensuite se réunir en « groupe » pour participer à la répartition des sièges. Les candidats qui se présentent dans plusieurs collèges peuvent se réunir avec lui-même.

Si dans un collège, un candidat

Des dirigeants du « printemps de Prague » expriment leur soutien au P.C.I.

Plusieurs personnalités tchécoslovaques engagées dans le mouvement du « printemps de Prague » de 1968, ont fait parvenir une lettre de soutien au parti communiste italien. Parmi les signataires, on relève les noms de M. Hajek, ancien ministre des affaires étrangères, Mme Smrkovskiy, veuve de l'ancien adjoint de M. Dubcek, et M. Sibilan, qui fut élu vice-président du P.C. au quatorzième congrès, M. Jaromir Litera, ancien secrétaire du parti pour la ville de Prague.

L'absence du nom de M. Dubcek parmi les signataires s'explique, semble-t-il, par le fait que cette initiative n'a été prise qu'à Prague et dans de très brefs délais, qui n'ont pas permis de joindre l'ancien secrétaire du parti communiste tchécoslovaque.

Ce message déclare en particulier : « Dans ses documents, son programme et sa politique concrète, le P.C.I. poursuit avec cohérence la liquidation des méthodes et des formes de gouvernement dérivées du stalinisme, par le mouvement communiste et ouvrier depuis 1956. Il aspire, en

outre, à instaurer une liaison active entre les objectifs de transformation sociale de la société, et des formes et méthodes de gouvernement qui s'inspirent d'une démocratie authentique. »

« Votre position, poursuit la lettre, constitue une composante importante de l'effort qui s'accomplit de toutes parts pour relancer et faire progresser la cause du socialisme dans les pays occidentaux de l'Europe. Elle est aussi un appui aux efforts de tous ceux qui, à l'intérieur des pays socialistes, sont convaincus par un progrès ultérieur de la société socialiste est la condition pour dépasser les déformations existantes. »

Le document conclut en rappelant les mesures de répression qui ont frappé en Tchécoslovaquie les « socialistes cohérents » avec leurs convictions de 1968, et qui veulent « poursuivre la lutte pour la réalisation d'une société socialiste sans inégalités, privilèges et injustices ».

Des extraits de ce texte, sans mention des signataires, sont publiés par *L'Unità* du 18 juin.

Offrir à la clientèle du Moyen-Orient une certaine forme d'hospitalité

Elle est composée de cadres moyen-orientaux imprégnés de culture occidentale; leur accueil sera totalitaire, leurs conseils seront toujours judicieux. Cette équipe formée dans l'environnement bancaire Moyen-Orient.

سكنا من الامم

L'ANTI-CLUB

groupes de 15 personnes
prix de découverte 100 000 F

AFGHANISTAN

des steppes 20) 3.900 F
des vallées fleuves 18) 4.600 F
du centre 22) 4.970 F
des plaines millénaires
20) 3.420 F

ALLIANCE

Parijs 1900 Paris
125 76 25

PANORAZUR

RESIDENCES DE PLEIN AIR

COTE D'AZUR / CANNES / NICE
PROMERIQUE PLEIN SUD

électrique
chauffage et piscine
Climatisation

CHIFFRES NON REVISABLES - VENTE EN LIGNE

VRAISON FIN 1977

5, Av. du...
BAS GRASSE

AMÉRIQUES

LOIN DES CAPITALLES :

Corumba entre le zébu et le manganèse

CHERCHONS l'étrange, l'exotique : il n'y en a pas. A 400 kilomètres plus au nord, Culaba affirme être le centre géographique de l'Amérique latine. Ici, à Corumba, on se sent en province. Hors les caravanes qui promènent les visiteurs et le vendeur de poisson qui suspend sa marchandise sur l'épaule, en belvédère, Corumba n'a rien qui étonne, qui détonne par rapport au reste du Brésil. Ses cinémas sont « pornos », comme partout ailleurs (aujourd'hui, la femme avant et après l'amour). Son commerce est « turo ». Il y a, dans la rue principale, des maisons palestiniennes, Jérusalem, Natche, Sahib, voire Ahmed Hassan El Cheikh, qui en disent long sur les émigrations d'entre les deux guerres. Turo, ou libanais ? Le Brésil appelle « turo » l'oriental qui débute, « syrien » celui qui a réussi, et « libanais » le commerçant enrichi. C'est le pays de l'euphémisme racial, qui dit du noir qu'il est « foncé » et du mulâtre qu'il est « brun ».

Il ne faudrait pas dire au maire, pourtant, que sa ville n'a rien d'original. A la frontière de la Bolivie, en position stratégique sur le Paraguay, n'est-elle pas « zone de sécurité nationale » ? On sait ce que ces mots ont de magique dans le Brésil d'aujourd'hui. Même les stations thermiques intéressent la « sécurité » du pays. A ce titre, le maire ne peut être un élu. Il est nommé par Brasília.

ENTRE les banderoles nationales qui tapissent ses armoiries (« Brésil, aime-le ou laisse-le », « Brésil, compte avec Corumba ! »), le maire, M. Aurélio Soffia, énumère les autres titres de gloire de Corumba. « Avec deux millions huit cent mille têtes de bétail, c'est la municipalité qui possède le plus grand cheptel bovin du monde ! » Un coup d'œil vers une montagne toute proche, Urucum, perdue dans ses nuées : « Nous avons, en outre, le plus grand gisement de manganèse du monde ! » Un temps d'arrêt : « Le plus grand, après les Soviétiques ! » Rien de plus normal, quand on est loin de Dieu et de ses saints, que de pousser quelque peu l'hyperbole. Or Corumba est loin de tout : pas de routes asphaltées (pas encore), un train qui chemine avec lenteur, l'avion, bien sûr, et le Paraguay sinistre, qui mène en trois jours à Culaba. A 2000 km de Rio, dans les brousses du Mato-Grosso, voilà bien la quintessence du « turo » provincial, avec ses clochets endormis, son fleuve paresseux — même quand il déborde —, ses rues sans fioritures où chacun va, pour le plaisir et le badigeon, au plus pressé.

Mais la grandeur échappe à de telles contingences. Sur le mur d'une cathédrale, quelques vers peints par un peintre corumbien à une « étoile oubliée par Dieu sur la Terre ». Si le quotidien local, *O Momento*, fait penser aux débuts de l'imprimé et consacre cinq de ses six pages à la publicité, il publie néanmoins en page 2, en anecdotique, une section poétique alimentée par l'inspiration du cru, et par François Coppée. Avec ses poèmes salués et ses teintes de miel on de cendres, Corumba semble à peine sortie de l'indianité, mais elle organise des jeux floraux où le passé est chanté en alexandrins. Sous sa nonchalance pesante, elle cache de lourdes mélancolies. Elle se console mal de n'être plus le port qui ouvrait le sertão au reste du monde.

Car, il y a un demi-siècle, le Paraguay était la grande autoroute de ces confins brésiliens. Pour aller à Rio, le plus court chemin (il durait des mois) consistait à descendre le fleuve jusqu'à Buenos-Aires pour remonter ensuite l'Atlantique. Corumba était le point de passage obligé entre les deux, les herbes du Pantanal (un marécage grand comme une demi-France) et les fumets civilisés d'outre-récan.

Historien de sa ville, M. Licio Gomes de Souza se souvient avec tendresse, presque avec un clin d'œil : « Nous faisons du commerce avec Liverpool, Le Havre et Hambourg. L'Allemagne avait ouvert un consulat chez nous. » Même l'opéra avait poussé une pointe sur ces rives inestables de jacarés — modestes crocodiles.

Aujourd'hui, le port exhale toutes les odeurs du délaissement : quelques bateaux rustiques qui servent à un maigre cabotage et d'anciennes maisons d'import-export livrées aux squatters. Il faut aller quelques kilomètres plus loin pour trouver les boîtes, les grands bateaux plats qui sautent le bétail au moment des crues, ou bien le transport vers les abattoirs. La compagnie de navigation survive à peine du fret, « en amont et aval », mais non des passagers. L'éti-Strauss ne pourrait plus friser sur le service de « garçonniers » dispensés autrefois à « leurs excellences les voyageurs » par les vapeurs qui descendaient jusqu'à Porto-Esperança.

CORUMBA est la porte de la Bolivie, mais elle partage surtout ses souvenirs avec le Paraguay. Les Paraguayens l'ont occupée en effet pendant deux ans il y a environ un siècle : petite vengeance assurée tardivement. Normalement, le fleuve Paraguay aurait dû faire frontière entre les possessions de Lisbonne et celles de Madrid. Mais — premier symptôme de l'« impérialisme » brésilien ? — les Portugais du dix-huitième siècle profitèrent d'une distraction espagnole et s'installèrent de l'autre côté, sur la rive ouest, où ils construisirent une série de forts militaires. Corumba n'a d'abord été qu'un fortin chèrement défendu contre la violence et les Indiens. Elle possédait toujours une flottille de guerre, mais celle-ci ne sert plus qu'à des manœuvres de « fraternisation ». Depuis qu'elle a été touchée — un bref instant — par l'histoire, elle n'a pas eu beaucoup d'occasions de s'épanouir. Seule l'arrivée du chemin de fer, en 1932, a secoué son ennui tropical.

Pourtant, les fièvres ne lui manquent pas. Par exemple, celle qui lui apporte le trafic de cocaïne. La feuille de coca que les Indiens de l'Altiplano bolivien mâchent pour oublier leur tristesse et leur faim subit, à mesure qu'elle descend vers l'Orient, plusieurs métamorphoses. C'est sous la forme de cocaïne-base qu'elle franchit la frontière : des dizaines de kilomètres de forêt incontrôlables où les passeurs s'en donnent à cœur joie. Les livraisons se font à Corumba, ainsi que le raffinage. Le Pantanal offre son impunité à l'éther qui sert à cristalliser la poudre, et qui trahirait le trafiquant s'il était usé en pleine agglomération. La police a déjà découvert un laboratoire et assure avoir démantelé un réseau dirigé par un Bolivien. Mais tout le monde soupçonne que le trafic continue. « Peut-être », reconnaît le commissaire chargé de la représen-

sation, mais nous l'ignorons. Ce que nous ne connaissons pas n'existe pas. » Jolie formule ! Le commissaire en a d'autres. Dans une allusion pleine de tact à la « fermeté » bien connue de la police brésilienne, il explique comment il entend décourager les amateurs : « Un interrogatoire, chez nous, ce n'est pas une bonne affaire. Les Bolivien commencent à le savoir ! »

La politique pourrait apporter d'autres fièvres. Du moins du côté de l'opposition. Comment s'oppose-t-on à Corumba ? Le premier militant rencontré est le vice-président de la section locale du M.D.B. (Mouvement démocratique brésilien), qui nous déclare : « Le M.D.B. ne doit pas parler. » La deuxième fait office de « despachante » (d'intermédiaire) auprès des pouvoirs publics, et il est l'un des conseillers municipaux de l'opposition. Membre refusé de répondre : il craint, lui, que l'interviewer ne lui fasse payer ses déclarations. Une crainte qui en dit long sur les pratiques de la presse locale.

« L'opposition, ici, n'est pas idéologique », dit le vice-gouverneur. Une façon élégante de résumer les choses. Grand *fazendeiro* du Pantanal, homme courtois et de bonne diction, le vice-gouverneur Cassia Leite de Barros précise : « Lorsque le *líder* du M.D.B. fait un discours, il commente toujours par glorifier le gouvernement fédéral. »

Il est vrai que les deux partis créés en 1968 par le régime militaire sont nés, ici comme souvent ailleurs, dans la confusion des genres. Droite et gauche, travaillistes et sociaux-démocrates, populistes et conservateurs se sont réfugiés, presque indistinctement, dans l'une et l'autre formation. Une distinction pourtant, en forme de boutade, et valable pour l'ensemble du pays : « Les corruptus sont allés dans le parti du gouvernement, les subversifs dans celui de l'opposition. »

AVANT 1964, c'était la ville qui faisait les élections, contre la campagne. On gagnait des votes en polémiquant contre la demi-douzaine de grandes familles qui se partageaient les quelque 230 000 kilomètres carrés du Pantanal et qui font du zébu en élevage extensif. L'U.D.N. (Union démocratique nationale) était le parti des éleveurs, c'est-à-dire de l'argent. Elle était régulièrement battue par les formations populistes (parti travailliste et parti social-démocrate), qui dominaient alors la « situation ». La « révolution » a renversé l'ordre des choses. Avec l'U.D.N., elle a amené les éleveurs au pouvoir. Le vice-gouverneur et le maire actuels, *fazendeiros* tous les deux, sont là parce qu'ils ont été nommés. Ils avaient été battus lorsqu'ils s'étaient présentés au suffrage universel. Ce qui ne veut pas dire que le maire soit un mauvais maire. Au contraire. De tous côtés, on lui reconnaît un certain dynamisme social.

Un moulin à blé, une fabrique de ciment, et de longues boutiques hurlantes de musique pop où les vachers achètent leurs hamacs et leurs cravaches : c'est peu, pour faire travailler les 80 000 habitants de Corumba. Bien sûr, il y a, là-haut, le manganèse. Un long filon pris en sandwich entre deux couches de fer. L'U.S. Steel a exploité le minerai jusqu'en 1972, puis l'a abandonné, le jugeant anti-économique. L'Etat a décidé de rouvrir la mine au cours de 1976, pour produire de 50 000 à 100 000 tonnes (c'est peu) en vue du marché intérieur. Personne ne sait au juste le montant de la réserve : si 35 millions de tonnes sont sûres, les estimations vont jusqu'à 100 millions. Mais tout le monde se sent déjà riche de ces cavernes d'Ali-Baba, creusées par les mineurs dans la roche et seulement habitées, depuis trois ans, par les chauves-souris.

CHARLES VANHECKE.

pour la première fois depuis 16 ans...

SOLDES D'ETE

et vente spéciale pendant travaux

Pendant les travaux considérables effectués dans nos magasins, nouveaux locaux de vente, escaliers, aménagements.

PRIX EXCEPTIONNELS SUR DE TRES NOMBREUX TISSUS D'AMEUBLEMENT

VELOURS, IMPRIMES, JACQUARDS, TISSUS-DECORATION, TOILES, DOUPIONS, SATINS, TWEEDS, TISSUS DE STYLE, ETC.

TISSUS "COUTURE"

IMPRIMES, SOIES, JERSEYS, COTONS, DENTELLES, MOUSSELINES, TOILES D'ETE, LAINAGES DE PRINTEMPS, ETC.

RODIN

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Magasin ouvert sans interruption de 9 h 15 à 18 h 45 du lundi au samedi compris.

SC.PO

Préparation d'été et annuelle sur place ou par correspondance

- Examen d'entrée 1^{re} année
- Procédure d'admission 2^e année
- Deuxième session fin d'A.P.

CEPES

Groupement libre de Professeurs
57, rue Charles-Lafitte 92 NEUILLY
722-94-94 et 743-68-19

PARTEZ EN VACANCES

AVEC VOTRE NOUVELLE BERLINE 6 CYL. BMW

BMW:GAP

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

25, R. CARDINET PARIS 17^e 267-31-00

MUSIQUE A LA DEFENSE 76 du 21 au 27 juin

Tous les jours de la semaine à midi :

- Lundi 21** Martial Solal et percussionnistes africains.
- Mardi 22** Récital d'orgue Françoise Rieunier - Cloches anciennes d'Iran d'Alain Kremski - Création Chorégraphique de Katiana Kowalski.
- Mercredi 23** Spectacle de rue par le Théâtre des Noctambules - L'Histoire du Soldat de Stravinsky et Ramuz avec François Malstra.
- Jeudi 24** Création de Théâtre Musical avec l'ensemble de Londres Dream Tiger - Orgue de Barbarie.
- Vendredi 25** Récital de Violon de Jean-Jacques Kantorow - Musiciens et danseurs traditionnels turcs.

Esplanade de la Défense
Bus, RER, Train : Station "La Défense"
Voitures : Porte 4
Parking Leclerc

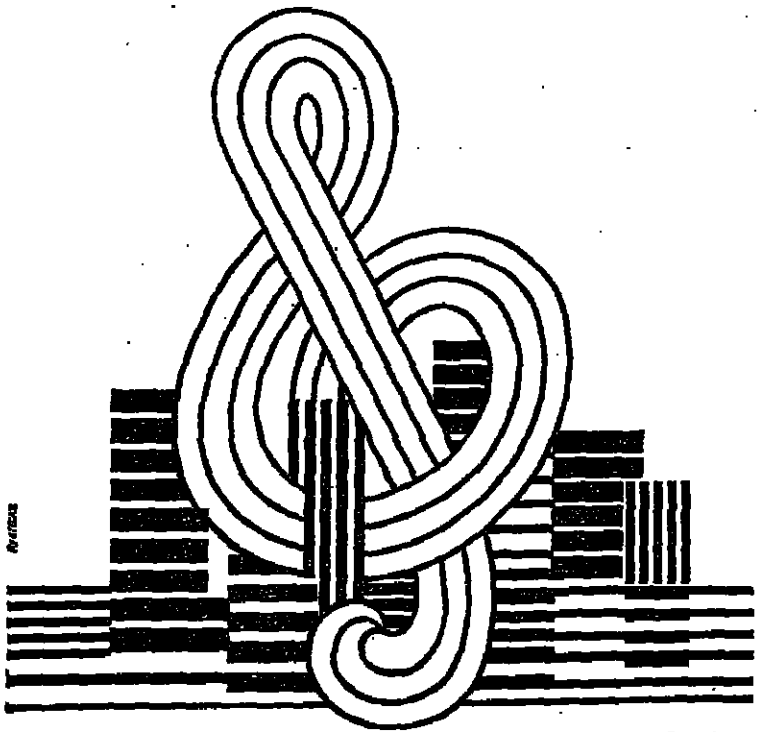
Tous les spectacles sont gratuits
Renseignements : 073.66.53 - 775.83.50
Conception et organisation : ECA2 - 6, rue Chabanais 75002 PARIS

Mercredi 23 : après-midi spécial pour les enfants.

Avec le théâtre des Noctambules - Le groupe argentin du Grand Réveur - Bruno de la Salle.

Pendant tout le week-end :

- Vendredi 25** Concert du Trio d'Anches de Paris (à la Galerie).
- Samedi 26** Goa et Franky - Récital de piano - Pierre-Laurent Aimard - Les Grands Ballets Folkloriques Turcs.
- Samedi 26** Ballet de Katiana Kowalski, avec les cloches anciennes d'Iran d'Alain Kremski.
- Dimanche 27** La Fanfare des Halles - La Compagnie Artistique de Jeanine Fuseller - Les Grands Ballets Folkloriques Turcs - Goa et Franky.



LE CHOIX DU CANDIDAT REAGAN comble en pa...

gouverneur de Californie, le vendredi 18 juin, à la veille de l'investiture du candidat à la présidence, pour un dîner au White House. Reagan a déclaré qu'il soutiendrait la candidature de Bush, mais il ne s'est pas déclaré candidat lui-même.

Jamaïque

LE PREMIER MINISTRE

DE L'ÉTAT D'URGENCE

Le Premier ministre jamaïcain, Sir Donald Sangster, a déclaré l'état d'urgence dans le pays à la suite de la révolte des étudiants à l'université de Kingston.

LA PRÉMIÈRE

L'ASSASSINAT

du Vietnamien, le 14 juin, à Paris, par un jeune homme d'origine vietnamite, a été l'acte de violence le plus grave commis par un ressortissant étranger en France depuis la guerre.

A TRAVERS LE MONDE

Bolivie

Le président bolivien, Víctor Paz Estenssoro, a déclaré l'état d'urgence dans le pays à la suite de la révolte des étudiants à l'université de La Paz.

Chypre

Le scrutin pour désigner le président de l'Assemblée législative de Chypre, le 20 juin, a été marqué par la participation de nombreux candidats de l'opposition.

حکومت اسلامی

ASIE

Chine

Le premier ministre australien a reçu le meilleur accueil à Pékin

Pékin. — La franche hostilité manifestée ces derniers temps, à Canbera comme à Tokyo, par le premier ministre australien à l'égard de l'Union soviétique, l'assure de la meilleure façon que l'Union de la mer du sud n'est pas à Pékin. Le chef du gouvernement chinois, M. Fan Kuo-feng, après avoir lui-même dénoncé dimanche soir les tendances « hégémoniques » de

péché par excès de prudence, car le premier ministre australien a, pour une fois, modéré quelque peu son langage. La détermination qu'il a exprimée de s'opposer à toute tentative de domination par « n'importe quelle grande puissance » pouvait difficilement choquer des oreilles diplomatiques, comme des oreilles soviétiques.

Bangkok (U.P.I., A.P.P.). — Les Américains ont remis, dimanche 20 juin, leurs deux dernières bases militaires, la base aérienne d'Utapao et la station de surveillance électronique de Ramasuan, aux autorités thaïlandaises. Il ne reste plus que six cents « conseillers » militaires américains en Thaïlande. Leur nombre sera réduit à deux cent soixante-dix le 20 juillet. Pendant la guerre du Vietnam, les effectifs américains atteignirent jusqu'à cinquante mille hommes.

fa la suite d'un accord avec Bangkok, les États-Unis étaient convenus d'évacuer, avant le 20 juillet 1976, leurs dernières bases en Thaïlande. La grande base aérienne d'Utapao, à 100 kilomètres au nord-est de Bangkok, abrita, de 1966 à 1973, les B-52 qui allaient bombardier le Vietnam. Elle ne serait plus, depuis 1975, que d'escalpe pour les avions de transport. Les États-Unis surveillent les mouvements de la flotte soviétique dans l'océan Indien. Esmaran, à 560 kilomètres au nord-est de Bangkok, est une base de surveillance utilisée par la C.I.A. pour contrôler les communications et les mouvements de troupes en Indonésie, jusqu'à la frontière de la Thaïlande.

« la superpuissance qui pealodine le plus bruyamment la détente », n'a pas manqué d'exprimer à son hôte la vive approbation de la Chine sur le terrain. « Récemment, au 11-11, les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni ont condamné publiquement les actions expansionnistes de cette superpuissance ; nous exprimons notre ferme soutien à cet égard. »

Aussi bien, l'une des caractéristiques de la politique extérieure chinoise est-elle de se découvrir sans complexe des alliés parmi les personnalités étrangères les plus conservatrices, dès lors qu'il s'agit de condamner Moscou.

L'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, M. Gromyko, a déclaré :

Sur le plan bilatéral, M. Fraser a souligné dimanche que les « *démarches pratiques* » de relations « *réalistes* » entre la Chine et l'Australie devaient apparaître clairement dans le domaine commercial.

ALAIN JACOB.

(1) L'ANZUS est le traité signé en 1951, aux termes duquel l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis ont convenu d'agir en commun en cas de dangers. L'ASIAN (Association des nations du Sud-Est asiatique) comprend l'Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et la Thaïlande.

(1) L'ANZUS est le traité signé en 1951, aux termes duquel l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les Etats-Unis sont convenus « d'agir en commun en cas de dangers ».

L'ASEAN (Association des nations du Sud-Est asiatique) comprend l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines, Singapour et la Thaïlande.

Kington (A.F.P.). — L'état d'urgence a été décrété le samedi 10 juin à la Jamaïque, le premier ministre, le général Sir Alexander Bustamante, affirmant que les forces de sécurité avaient la preuve de complots destinés à aggraver encore l'escalade de la violence et de la terreur dans le pays depuis plusieurs mois.

Cette décision intervient quelques jours après l'assassinat, de l'ancien ministre des Affaires étrangères, l'ambassadeur du Pérou à la Jamaïque, M. Fernando Rodriguez Oliva, par un individu inconnu qui, d'après les premières informations, semble-t-il, le can-

di

des points dans les autres conventions notamment dans les Etats de l'Ouest (Montana, Nouveau-Mexique, Arizona, etc.). Le Congrès américain peut seulement espérer gagner dans le Minnesota et le Connecticut. Du coup, l'avance du président se réduirait à une trentaine de mandats.

Dans ces conditions, les deux concurrents sont obligés de rallier à leur cause les grands électeurs souverainement délégués, déjà élus ou désignés, mais qui se déclarent « non engagés » et dont l'alignement ne se révélera qu'au moment du scrutin de la convention nationale de

Les affrontements politiques ont fait depuis une quinzaine de mois quelque cent morts, dont dix-huit policiers.

● **Un gala de solidarité** aux Haïti a lieu ce mardi 21 juin 1976 à la Mutualité, à 20 heures. Le KOPADAS (Comité des organisations pour l'aide aux populations haïtiennes en Europe) est le principal organisateur de cette soirée, où se produiront la chanteuse haïtienne Toto, le chanteur américain Jean Truphan et deux groupes chiliens, Truphan et Aucan. Billets et Informations à Norman Béchune, 706, boulevard Saint-Michel, 75006 Paris, et au KOPADAS, 18 rue des Arts, Paris. Vers. 75006 Paris.

A TRAVERS LE MONDE

Vietnam

● CENT DOUZE PERSONNES ont été arrêtées en Bolivie ces derniers jours, pour des motifs politiques. La liste en a été divulguée le 19 juin par le ministre de l'intérieur, qui les accuse de « menées subversives ». Autant, en dépit de l'état de siège, la grève des mineurs, déclenchée le 14 juin dernier, se poursuit. Par cette action, les protestataires entendent obtenir des hausses de salaires de 120 % ; le gouvernement leur offre 30 % — la libération de dirigeants syndicaux arrêtés, le retrait des troupes de tous les districts miniers et la restitution des terres de culture aux habitants appartenant aux mineurs et qui sont actuellement contrôlés par l'armée. — (A.F.P.)

● LA PREMIERE SESSION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE du Vietnam unifié s'ouvrira, jeudi 24 juin, à Hanoi. D'autre part, des entretiens préparatoires vont avoir lieu prochainement entre le Nord et le Sud en vue de la formation d'un front national unique. — (A.F.P., Reuters.)

Zambie

● APRES QUE LA RHODESIE ait annoncé qu'elle renoncera à « droit de suite » et poursuivra les guérilleros rhodésiens jusqu'en Zambie, M. Elijah Mudenda, secrétaire général du Parti de l'union nationale pour l'indépendance, a déclaré, lors d'un discours prononcé au son

● LA PREMIERE SESSION DE L'ASSEMBLEE NATIONALE du Vietnam unifié s'ouvrira, jeudi 24 juin, à Hanoi. D'autre part, des entretiens préparatoires vont avoir lieu prochainement entre le Nord et le Sud en vue de la formation d'un front national unique. — (A.F.P., Reuter.)

APRES QUE LA RHODESIE
est annoncée qu'elle userait du
« droit de suite » et poursuivait
les guérilleros rhodésiens
jusqu'en Zambie, M. Siljahn
étudiant, secrétaire du
Parti de l'union nationale pour
l'indépendance, parti unique
zambien, a annoncé que son
pays « déclarerait la guerre à
la Rhodesie ». Les étudiants
rhodésiens pénétraient « sur
une quelconque parcelle du
territoire zambien ». Environ
deux cents étudiants ont, d'au-
tre part, manifesté le 20 et le
20 juin devant l'ambassade
de France en lançant des pierres
et brisant les vitres pour pro-
tester contre la livraison de
centaines de missiles nucléaires à l'Afrique
du Sud.

LE SCRUTIN pour désigner un président et une assemblée législative de l'Etat fédéral proclamé par le parti nationaliste dans la partie septentrionale de Chypre, s'est déroulé dimanche 30 juin. Selon les premiers résultats connus, M. Rauf Denktaş, leader de la communauté turque de l'île, s'est assuré une très confortable majorité à l'élection présidentielle. D'autre part, le parti de l'Union nationale dirigé de M. Denktaş a obtenu largement en tête, lundi matin, aux élections pour l'Assemblée nationale. — (A.F.P., 10/7/74)

DEPART DES CUBAINS

Première de toute la presse mondiale, le 15 mars, Afrique annonçait l'événement: "Parce qu'Afrique" est une véritable revue africaine, entièrement faite en Afrique. Pour en bien parler, c'est mieux. Pens. BP 1826 Dakar.

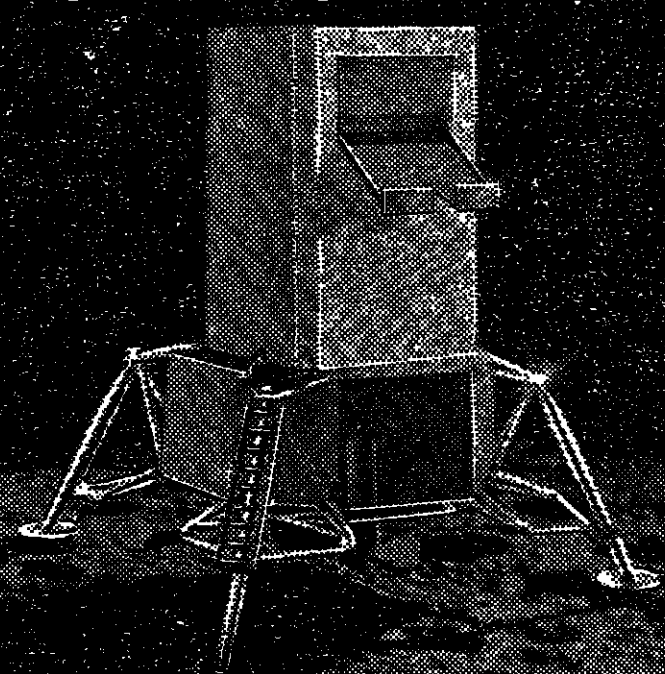
EUROCENTRES
Fondation sans but lucratif.

LONDON BOURNE MOUTH BRIGHTON CAMBRIDGE

DUBLIN EDINBURGH TORQUAY OXFORD

13 M, passage Dauphine 75006 Paris
Tél. 325.81.40

**Il est rare
que l'on réponde bien aux besoins d'un marché
quand on y débarque.**



Chez Agfa-Gevaert, cela fait vingt-cinq ans que nous étudions, fabriquons et commercialisons des photocopieurs en Europe. Et toute la créativité de notre Service Recherche est employée à optimiser l'adaptabilité de nos photocopieurs aux besoins des entreprises européennes. C'est pour cela que nous pouvons vous présenter une gamme d'appareils bien conçus.

Pas de gadgets inutiles, car ceux-ci diminueraient la fiabilité et compliqueraient le mode d'emploi. Une capacité réaliste parce qu'un photocopieur est d'autant plus rentable qu'il est employé à plein. (Le X20, par exemple,

Et nos vingt-cinq ans d'expérience du marché européen nous permettent d'offrir en plus l'assurance d'un service après-vente sans faille car le réseau d'Agia-Geaert est aujourd'hui l'un des plus denses (en France, 33 agences et 400 spécialistes à votre service).

La prochaine fois que se posera pour vous un problème de copies, consultez-nous.

Agia-Geaert DEE BP 301 - 92506 Rueil-Malmaison - Cedex.
Téléphone: 967.81.44.

Photocopieurs Agfa-Gevaert. L'alternative européenne.

-10%
La 2^e semaine...
moins de F pour
vos stages!

ENGLISH
Une semaine avec hébergement
à partir de 285 F.-

LONDON
BOURNEMOUTH
BRIGHTON
CAMBRIDGE

DUBLIN
EDINBURGH
TORQUAY
OXFORD

EUROCENTRES
Fondation, 1 an et 2 ans.

13 M, passage Dauphine 75006 Paris
Tél. : 325.81.14

POLITIQUE

LES RAPPORTS AU SEIN DE LA MAJORITÉ

M. Chirac va pratiquer une coordination plus souple

Alors qu'il ne l'avait pas fait depuis bien longtemps, M. Jacques Chirac a convoqué pour le mardi 22 juin une réunion commune des trois groupes de la majorité à l'Assemblée nationale. Le soir même, il traitera de « la liberté » au cours d'un meeting organisé par l'U.D.R. - Jeunes à la porte Maillot, où quelques cinq mille militants sont attendus. Le lendemain soir, sur Antenne 2, il répondra aux questions de plusieurs journalistes.

Quelques jours après l'interview télévisée de M. Giscard d'Estaing, des occasions s'offrent ainsi à M. Chirac de préciser les rôles qu'il peut jouer et le sens des missions qu'il doit remplir, à la lumière des propos tenus par le chef de l'Etat le 16 juin.

C'est le « mardi noir » 15 juin que les initiatives de deux responsables U.D.R. MM. Claude Labbé, président du groupe parlementaire, et Yves Guéna, secrétaire général du mouvement, étaient venues troubler les conventions ou les conventions sans cesse depuis dix-huit ans au sein des institutions.

Aujourd'hui, la tension politique qui régnait dans la majorité s'est volatilisée comme par enchantement. Ce n'est, désormais, que protestations de cohésion, de solidarité, de fidélité, de loyauté et même de bonne camaraderie de la part des gaullistes, des centristes comme de l'extrême droite des républicains indépendants comme M. Dominati, au point que le rappel par M. Jacques Duhamel, ancien président du Centre Démocratique et Progressif, de la position politique dont l'U.D.R. aurait été la cible de la part du garde des sceaux paraît aujourd'hui incongru.

De l'analyse des déclarations du chef de l'Etat à laquelle on procède à l'Hotel Matignon et dans d'autres ministères, on déduit que le rôle de M. Jacques Chirac n'est pas sensiblement modifié. Le premier ministre serait plutôt — en cette période d'examen — soumis à une session de rattrapage, invité à bachelier pendant l'été et l'automne et averti que le cadre de ses connaissances sera élargi de façon plus continue. S'il n'a, certes, pas été louangé avec beaucoup de chaleur, il n'a cependant en rien été dévalorisé. Le rôle qu'il jouait en cause, c'est son activité qui devra se manifester avec plus d'efficacité dans deux domaines : envers l'U.D.R. et envers la majorité.

Le chef de l'Etat a bien pris soin de distinguer entre l'U.D.R. dont il a vanté la discipline à l'égard du gouvernement et de la majorité, et le tel ou tel leader du Parlement. S'il a dit qu'il y a-t-il une certaine contradiction entre les propos et le comportement du président de la République, si celui-ci se refuse à répondre à telle indication de parti, qu'il aurait pesé sur un remaniement du gouvernement, M. Claude Labbé, ainsi qu'il l'a fait jeudi 17 juin devant le bureau exécutif de l'U.D.R., peut entretenir que, selon ses vœux, il n'y aura pas de changement ministériel en juillet.

L'incertitude du président du groupe U.D.R. et de son secrétaire général du mouvement vont contraindre M. Chirac à affirmer dans les faits son autorité sur l'U.D.R. tout en se gardant bien d'en paraître le chef. Sa renouveau qui ont été faites discrètement mais fermement la semaine dernière aux deux leaders imprudentes ont été vite suivies de la proclamation de la solidarité majoritaire et d'allégeance plus marquée au président de la République, mais le premier ministre devra surtout veiller à empêcher la création de tendances au sein de l'U.D.R. Certaines personnalités gaullistes entendent, en effet, sous couvert d'orthodoxie, que le chef de l'Etat a une vigilance à y voir. D'autres, redoutant un échec de la majorité aux élections municipales de mars 1977, ou, selon elles, l'U.D.R. serait opposant moins menacé que ses alliés — préféreraient provoquer une dissolution de l'Assemblée nationale avant cette échéance.

La session parlementaire de l'automne 1976 pourrait offrir un terrain favorable à cette fronde avec le budget — notamment militaire — la réforme de l'entreprise, la sécurité sociale, la politique familiale, etc. La plupart des élus U.D.R. sont cependant convaincus maintenant que le chef de l'Etat ne prononcera pas une dissolution qui lui serait imposée par une fraction de

gaullistes. Outre qu'il se priverait pendant l'année suivante du droit de dissoudre de nouveau (selon la Constitution), l'échec éventuel de la majorité serait porté à son déclin personnel, tandis qu'il en traiterait différemment à l'échéance normale de la législature.

On est en resserrant ainsi les « boutons » à l'U.D.R. M. Chirac devra assumer sa charge de « coordonnateur de la majorité ». Si l'expression a été répétée, la mise en œuvre n'a pas été exprimée par M. Giscard d'Estaing au cours de son interview. L'erreur du chef de l'Etat a peut-être été d'institutionnaliser, le 25 mars dernier, la fonction de coordonnateur, ce qui devait en rendre les échecs plus visibles.

Lorsque, depuis l'Hotel Matignon, Georges Pompidou coordonnait, entre 1962 et 1968, il avait en aussi des déboires avec le chef des républicains indépendants de l'époque. On se console aujourd'hui des omissions de M. Giscard d'Estaing en se convainquant qu'il était inutile de redire ce qui allait de soi. Mais on relève que le président recourt au gouvernement, donc à son chef, la mission d'assurer la cohésion de l'action gouvernementale et de l'action parlementaire et de « mettre en œuvre la politique d'ensemble », de même qu'il a parlé de « la majorité actuelle conduite par le président de la République et le gouvernement ».

M. Jacques Chirac va maintenant s'efforcer de jouer son rôle de coordonnateur avec plus de souplesse, et il ne manquera pas, à la première occasion, d'affirmer qu'il ne s'agit pas de créer un nouveau, d'entregent les formations politiques, d'exercer sur elles un quelconque caporalisme, mais d'assurer simplement l'harmonie de leurs tactiques. Cette action devra être menée dans deux domaines : celui de la propagande en faveur des réalisations du gouvernement, celui de la préparation de l'élection, à propos desquelles il sera rappelé avec force que l'adversaire unique est l'opposition, à l'exception d'un certain flottement des investitures des candidats. Bien qu'il ait estimé qu'il n'appartient pas à la majorité d'engager des débats politiques, il a reconnu ainsi un rôle important. Il ne devra pas, au moment des élections, se comporter comme un ensemble de partis politiques ; elle devra pas faire des choix dictés par les préférences de partis. Il faudra, au contraire, qu'elle cherche naturellement ceux qui soutiennent cette action (de l'U.D.R. ou de quelques députés qu'ils soient) et qu'elle leur donne l'impulsion, la force, la confiance, la représentation auprès du public. Il a déclaré également : « Il y a ceux qui facilitent, qui soutiennent cette politique ; il y a ceux qui la combattent, et je les juge, je les observe, les uns et les autres, en fonction de leur attitude, mais pas du tout en fonction de la qualification des partis ».

Par ces propos, M. Giscard confirme en quelque sorte ses conceptions : ceux qui devront déléguer les investitures ; le critère qui doit être retenu est celui de l'approbation de la politique de réforme investitures qui seront accordées par le comité de liaison de la majorité qui préside le premier ministre — ainsi qu'il s'était passé pour les élections législatives de 1973 lorsque Georges Pompidou, depuis l'Elysée, arbitrait discrètement, mais efficacement, l'octroi du label de l'Union des républicains de gauche aux candidats de la majorité. Seul le degré d'intervention de M. Giscard d'Estaing permettra de mesurer si se dégageant des candidats et se consacrant à la majorité du président ou pour le président. Dans ce dernier cas, le rôle des partis, qui selon la Constitution, « concourent à l'exercice du pouvoir », sera renforcé ; dans le premier cas, par son engagement direct, M. Giscard d'Estaing accompagnerait la carrière présidentielle du régime à moins qu'un dosage des deux systèmes ne réalise précisément cette conception « présidentielle » esquissée par le chef de l'Etat.

ANDRÉ PASSERON.

M. Servan-Schreiber : la stratégie présidentielle est prudente et sage

M. Jean - Jacques Servan-Schreiber, ancien ministre, écrit dans son éditorial de l'Express (daté du 21 juin) : « Il est important que le président de la République ait confirmé qu'un changement de gouvernement n'était pas pour le mois prochain. (...) »

« La réforme de la société française n'a guère progressé depuis deux ans. La première épreuve sérieuse était le projet, longuement médiatisé, soigneusement préparé, vigoureusement préfacé par le président lui-même, d'une réforme fiscale. Elle n'a pas pu aboutir de manière convaincante. »

« Il va donc falloir prendre un nouvel élan. Or, on ne peut mettre en œuvre une nouvelle politique, seule justification d'un nouveau gouvernement, sans une ample et mutuelle réflexion préalable. La prochaine manche sera décisive. »

« La stratégie présidentielle, seule justification d'un nouveau gouvernement, sans une ample et mutuelle réflexion préalable. La prochaine manche sera décisive. »

Le premier ministre : une opposition intelligente

Prenant la parole à Felletin (Creuse), dimanche 20 juin, devant des militants de la majorité, M. Chirac a notamment déclaré : « Devant une opposition intelligente, structurée, et conduite par un homme de la compétence de M. François Mitterrand, la majorité devrait avoir autre chose à proposer que des querelles stériles et stupides. »

« Les différentes familles qui la composent ont à surmonter leurs petites contradictions, groupées derrière le président de la République qu'elles ont couronné à être, sur un projet de société libérale. »

« Nous gagnerons, f'en suis convaincu, mais à la condition que nous restions unis derrière le président de la République et que nous sachions dominer certaines contradictions internes qui sont d'ailleurs minimes au sein des partis et mouvements qui forment actuellement la majorité. Il nous faut dépasser des querelles stériles et stériles pour nous consacrer sérieusement à l'intérêt général et à la dignité de l'homme. »

« A propos de l'alternance, le premier ministre a assuré : « On a vu plusieurs sociétés libérales se transformer en sociétés collectivistes, mais on n'a jamais vu le contraire. Si on entre dans le système collectiviste, on s'aperçoit que dans tous les pays où il fonctionne, les libertés ont disparu. On constate également que, pour ce qui est du progrès social, il n'avance pas plus rapidement dans ces pays que dans les autres. »

« M. Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la Justice et aux sports, ancien député U.D.R., a déclaré samedi 19 juin à Dom-le-Mesnil (Ardennes) : « Notre fidélité excite toute nostalgie. Il ne s'agit pas de s'attarder sur le passé, c'est un autre principe d'action du gaullisme que de faire face à l'avenir et de le dominer. Forte dans la majorité, l'U.D.R. n'est forte qu'avec la majorité. »

Le secrétaire d'Etat, qui présidait une journée « portes ouvertes » sur l'U.D.R., a invité ses auditeurs à « s'attacher dans le soutien de la République et au gouvernement pour parer au danger collectiviste. »

M. Yves Guéna : les craquements ne sont pas de notre côté

M. Yves Guéna, secrétaire général de l'U.D.R., a évoqué au micro de R.T.L., samedi 19 juin, la proposition d'alliance électorale entre R.I. et centristes faite par M. Lecanuet en disant : « M. Lecanuet vient de dire qu'il n'a aucune intention agressive contre l'U.D.R. C'est très bien. L'offensive est lancée. L'opposition politique qui a secoué la majorité est désormais apaisée. La position de l'U.D.R. est claire : nous sommes dans la majorité, nous sommes donc loyaux envers nos partenaires, envers le premier ministre, qui est des nôtres, et envers le président de la République, que nous avons toujours contribué à faire élire. Mais, dans cette majorité, nous sommes nous-mêmes fidèles au gaullisme et nullement décidés à faire des concessions sur l'ensemble à supporter qu'on nous le demande, c'est-à-dire sur les institutions, la défense et l'indépendance nationale. Nous entendons donc conserver notre propre rang et nous allons entreprendre une opération de sensibilisation et de mobilisation de nos militants en vue des prochaines échéances électorales. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

LA CONVENTION NATIONALE DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

Les giscardiens souhaitent un accord avec les centristes mais entendent ménager les gaullistes

Il était difficile d'évaluer le nombre des militants et sympathisants giscardiens réunis, samedi 19 juin, au Champ-de-Mars, à l'occasion de la convention nationale des républicains indépendants. Le fait est qu'ils étaient nombreux. Les organisateurs « comptèrent » triomphalement vingt mille, puis vingt-cinq mille, puis quarante mille, puis cinquante mille. La réalité devait se situer quelque peu en deçà, aux alentours de quinze mille vraisemblablement. Douze mille plateaux-repas auraient été servis, selon les responsables, à l'heure du dîner sur place.

Ces chiffres et cette journée constituent en tout cas un succès pour le parti dont est issu M. Giscard d'Estaing. Même en y mettant le prix — et cette convention a dû coûter fort cher, il n'est pas facile de rassembler une telle assistance — une assistance qui rompt assez nettement, par son aspect, avec celle que l'on avait l'habitude de rencontrer jusque-là lors des

réunions giscardiennes.

Elle était manifestement plus riche qu'à l'ordinaire en « Français moyens », en provinciaux sans signes particuliers, et en Parisiens point trop huppés. Il y a eu, quelques semaines, Jacques Dominati avait dû renoncer à un projet de manifestation de soutien au chef de l'Etat qui devait se dérouler dans la rue. La fête de samedi aura peut-être consolé le secrétaire général et renforcé en lui l'espoir de voir naître un jour un mouvement giscardien véritablement populaire.

On n'en est pas encore là, mais les partisans des républicains indépendants au sein de la majorité se gardent sans doute de sous-estimer la masse qui vient après celui de la fête des jeunes giscardiens, en octobre dernier. La Fédération nationale des R.I. commence à ne plus être seulement un parti de cadres, et cela comptera dans les futures négociations électorales.

Comme on s'y attendait, M. Dominati

a donné une réponse positive aux propositions d'alliance lancées par M. Lecanuet, le 25 mai, à Rennes. Toutefois, le secrétaire général des républicains indépendants s'est employé — tout comme le président du C.D.S. l'avait fait jeudi dernier — à rassurer les gaullistes quant aux conséquences de ce rapprochement. L'heure n'est pas à la guérilla contre l'U.D.R. ; M. Chirac et ses amis ont pris fort mal les projets d'entente de leurs partenaires : ceux-ci se défendent maintenant d'avoir voulu monter une machine de guerre et protestent de leur loyauté unitaire.

On s'appliquera donc, dans les prochains mois, à ne pas parler de l'accord R.I.-C.D.S., quitte à étudier discrètement tout de même les implications d'un tel rapprochement et aussi à explorer quelques prolongements éventuels du côté des radicaux et de ceux que l'on nomme les « socialistes hors programme commun ».

NOEL-JEAN BERGEROUX.

M. DOMINATI : nous sommes prêts à nous rapprocher de M. Lecanuet.

M. Jacques Dominati, après avoir estimé que « la France se trouve à l'extrême d'un continent totalitaire » et après avoir examiné les conditions de survie de la liberté, a répondu à M. Jean Lecanuet, président du Centre des démocrates sociaux, qui avait proposé le 22 mai, à Rennes, un accord entre son parti, les républicains indépendants et les réformateurs.

Il a déclaré : « La condition de la liberté, c'est aussi l'union des forces libérales qui ont en commun les mêmes sources, le même idéal de justice et de progrès social — et c'est pourquoi nous avons été sensibles à l'appel lancé à Rennes par Jean Lecanuet au nom des démocrates sociaux. Nous sommes prêts à nous rapprocher de lui et de tous ceux qui — radicaux et démocrates sociaux — ont choisi la voie réformatrice. »

Le secrétaire général des républicains indépendants a ajouté : « Cette force libérale ne peut en aucun cas se constituer en opposition à ceux de nos amis de la majorité, qui sont une donnée permanente de notre vie politique. (...) La tyrannie n'est pas loin lorsque la démocratie laisse croire et se dévouer en son sein l'anarchie (...) lorsque les démocrates se déchirent mutuellement. Non, il ne peut y avoir aujourd'hui affrontement entre nous tant que l'équilibre de notre démocratie libérale entre l'anarchie et la tyrannie. »

M. Dominati a pris ensuite position en faveur du régionalisme, « une protestation contre le déracinement progressif », et a souligné : « Il faut mettre fin au temps du mépris et au temps des mépris. Reconstruire les communautés régionales naturelles, substituer une politique de l'enracinement à une politique de gigantisme, adapter l'administration française à la compréhension de la diversité

française. (...) Ainsi s'épanouira la société libérale qui permet aux citoyens d'exercer librement leurs responsabilités à l'encontre de la société bureaucratique qui transforme les citoyens en clients, le droit à la différence en devoir de dépendance, le pouvoir de choisir en soumission du pouvoir. »

Enfin, le secrétaire général a attaqué vivement l'opposition, déclarant notamment : « Si les communistes remplacent la fausseté par le mensonge, ils nous offrent leurs drapereaux rouges dans leurs armoires, s'ils condamnent les « crimes de Staline » comme des « accidents de l'histoire » (...) ils sont comparables à ces « socialistes » en pays païens qui composent avec les superstitions locales et acceptent un certain syncrétisme religieux pour se faire accepter. (...) »

« Le communisme libéral est un animal légendaire. Il sert aux complots de la progression stalinienne à décliner toute responsabilité devant les conséquences de leurs attitudes. (...) L'illusion de certains libéraux de gauche et de nos socialistes est de croire qu'il existe un autre communisme que celui qui a existé dans les Etats soviétiques. L'oppression est l'essence du communisme. »

M. Dominati a conclu : « Nous ne laisserons pas le péril totalitaire s'installer dans notre pays, que ce soit le masque de la franchise dont il se fabrique. Nous sommes de vieux ennemis qui avons donné dans la liberté humaine. Jamais nous n'en reviendrons. »

« M. Pierre Abelin, vice-président du Centre des démocrates sociaux, a déclaré samedi 19 juin à Chambéry : « Trois améliorations sont possibles dans le fonctionnement des institutions françaises : que le Parlement joue pleinement son rôle de législateur et de contrôleur du gouvernement, que les pouvoirs locaux et régionaux bénéficient d'une décentralisation plus affirmée et qu'une forte dose de proportionnalité soit introduite dans le mode d'élection des députés. »

L'indispensable

Le lendemain, à Langres (Haute-Marne), M. Guéna a déclaré : « Il est temps de tourner le page des fausses querelles pour se mobiliser face aux conflits du programme commun. Les socialistes sont depuis les élections nationales dans le creux de la vague comme le provient les résultats des récentes élections partielles. Ils ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une position commune pour les élections municipales : les illusions du congrès de Dijon se dissipent pour laisser apparaître de sordides querelles entre communistes et socialistes et à l'intérieur du parti communiste. Les craquements sont dans l'opposition, et non dans la majorité. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

« M. Alexandre Sangnier, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à Bagnoles-de-l'Orne : « C'est être loyal que de dire au président de la République : nous vous reconnaissons le droit de faire la politique que vous voulez, mais pas n'importe quoi avec nous. »

POLITIQUE

AJORITÉ

M. Yves Guéna : les craquements ne sont pas de notre côté

Yves Guéna, secrétaire d'Etat, a été élu à la présidence de la commission d'analyse des lois. Il est le premier à avoir été élu à ce poste. Yves Guéna, secrétaire d'Etat, a été élu à la présidence de la commission d'analyse des lois. Il est le premier à avoir été élu à ce poste. Yves Guéna, secrétaire d'Etat, a été élu à la présidence de la commission d'analyse des lois. Il est le premier à avoir été élu à ce poste.

PUBLICAINS INDÉPENDANTS

Accord avec les centristes et les gaullistes

Les élections qu'on appelle "les élections de la République" ont été marquées par un accord entre les centristes et les gaullistes. Les élections qu'on appelle "les élections de la République" ont été marquées par un accord entre les centristes et les gaullistes. Les élections qu'on appelle "les élections de la République" ont été marquées par un accord entre les centristes et les gaullistes.

ROMAN : sous sommiers

Les romans de M. Dumas ont été publiés sous sommiers. Les romans de M. Dumas ont été publiés sous sommiers. Les romans de M. Dumas ont été publiés sous sommiers. Les romans de M. Dumas ont été publiés sous sommiers.

L'indispensable union majoritaire

(Suite de la première page.)

Il reste que le parti communiste apparaît aujourd'hui moins guidé à travers la prestation de ses dirigeants, et parfois plus décontracté dans ses prises de position et son langage. Ses membres appliquent avec l'enthousiasme des néophytes des règles de publicité et de marketing politique bien connues. Qui oserait croire, au-delà des apparences auxquelles on veut donner la force d'une évidence, que le P.C. ait réellement changé ? Il demeure, avec sa volonté d'édification d'un autre ordre économique et social, bureaucratique à l'excès, collectiviste par principe, opprimant par logique. Et c'est sur cette inquiétante perspective d'une autre société que son appareil parvient encore à mobiliser un militantisme généralisé, voire à dériver la volonté de changement d'hommes et de femmes auxquels la persistance de réalités injustes dans notre société n'a pas encore permis un épanouissement complet de leurs potentialités.

Depuis un demi-siècle, l'alternative communiste avait été, dans notre pays, un phénomène non dénué d'importance, mais malgré tout peu probable. Un consensus s'était établi entre toutes les formations et tous les partis politiques attachés à la liberté et aux formes de notre

démocratie pour garder le débat public dans des limites et laisser l'accès au pouvoir à des hommes qui ne remettraient en cause ni l'existence de la liberté ni la pérennité de la démocratie.

Par choix tactique, avec l'imprudence de l'apprenti sorcier, le parti socialiste a rompu récemment ce pacte tacite. Des lors qu'il rend envisageable la présence de dirigeants communistes aux postes clés de l'Etat, il rend possible l'alternative d'une société collectiviste que la détermination du P.C. et sa fidélité à l'idéologie qu'il professe auront fait d'imposer aux ultimes vérités démocratiques du P.S.

Cette rupture du P.S. avec la tradition de sagesse et d'attachement à la liberté de la social-démocratie est aujourd'hui la raison fondamentale d'une bipolarisation de notre vie politique, que ses dirigeants dénoncent, mais que, en fait, ils viennent de consolider. Beaucoup de socialistes le savent, d'ailleurs, et s'en inquiètent. Il leur semble, sans justesse, que leurs leaders ont renoncé, de fait et par une hâtive volonté de conquête du pouvoir, à ce qui avait été la finalité de leur courant de pensée : la réforme de la société dans la liberté.

L'iniquité de ces sincères militants socialistes est tout à fait justifiée. Jour après jour, en effet, le parti communiste amène le parti socialiste à une pratique plus intrinsèque de la vie publique. Il veille, de façon ombreuse, à ce que les socialistes du programme commun ne renouent pas avec le réformisme préconisé par la social-démocratie. Il s'efforce d'isoler le P.S. à tous les niveaux — y compris celui de nos communes — dans les alliances resserrées qui découlent inévitablement de la présence d'éléments politiques intolérants.

Bref, le parti communiste contrôle et, pour partie, inspire l'action de l'union de la gauche. Et comme il pratique la politique avec efficacité, son influence d'aujourd'hui ne peut être mue que par sa volonté de servir ses objectifs de toujours.

La majorité doit avoir une exacte conscience de cette situation et de l'hypothèque qu'elle fait peser sur la vie politique et sur le devenir de notre pays. Un tel rapport de forces lui fait reprocher de tout ce qui peut apparaître en son sein dissensions ou divergences. Il lui pose un défi : trouver la dynamique d'une large et vivante union.

Or le moteur de cette dynamique existe. C'est l'idée qu'au-delà des héritages de pensée qui différencient chacun de ses courants la majorité présidentielle, par la conjonction de ses tendances, représente la synthèse des valeurs essentielles de notre culture politique et démocratique. Parce qu'il en est ainsi, chaque homme public, chaque militant, chaque citoyen, qui refuse le choix dangereux auquel l'union de la gauche, peut trouver dans cette majorité des raisons fondamentales de nourrir son engagement.

Dans la tradition gaulliste, d'abord, il puisera cette volonté indomptable qui rend, chaque citoyen individuellement et la nation collectivement, capables d'affronter leur destin. Il y

puiera aussi le refus de déterminisme historique, érigé en dogme par les marxistes mais qui ne saurait prévaloir contre la volonté humaine de forcer l'événement. Il y puisera enfin le discernement qui fait accepter et maîtriser les changements auxquels l'histoire nous confronte. Dans un florilège de faits et d'actes qui vont de juin 1940 à la libération du territoire, de la décolonisation au grand parti de la France industrielle et de la société de participation, existe un acquis auquel il faut en permanence se référer pour corriger, à l'exemple de Charles de Gaulle, le plus haut niveau où s'élèvent ses responsabilités.

Dans la tradition libérale, il reprendra le pari confiant sur le progrès continu de la société et la capacité d'imagination des personnes à surmonter chaque obstacle qui se présente à elles. C'est là une valeur essentielle. Car si dans une société il n'y a pas confrontation des valeurs et possibilité de donner aux meilleurs le rôle d'impulsion sociale qui leur revient, il ne peut y avoir de nivellement que par le bas, d'ordre que collectiviste, de droit qu'oppressif, et de valeurs qu'imposées. La liberté est, chose fragile, nous ne pouvons pas, que les soient les apaisements que nous donnent les socialistes de l'union de la gauche et les tranquillisants que nous administrent les communistes, ne pas nous montrer intransigeants sur son devenir et sur son maintien.

Dans la tradition démocrate-chrétienne, il recueillera ce grand souffle de justice dont la vigueur est à même d'inspirer une législation toujours plus équitable pour les hommes. Cette tradition de justice est le complément de celle de la liberté. Elle évite à cette dernière de se dévoyer dans la licence ou le désordre. Depuis Lacroix nous savons qu'en face du pauvre et du riche, c'est la liberté sans frein qui opprime et la loi qui libère. Dans cet héritage démocrate-chrétien, il découvrira encore la volonté d'innover le tissu social de corps intermédiaires, afin que l'épanouissement de l'homme se prolonge dans ses possibilités à conquérir et à se sentir davantage solidaire de son environnement. C'est le message personneliste et communaliste d'Emmanuel Mounier dont l'actualité se confirme chaque jour. Il lui restera dans cette ligne à participer demain à l'achèvement de la construction européenne, car la conviction s'imposera à lui d'introduire toujours la démocratie là où s'instaure un nouveau corps, dans le pouvoir, et qui cessera d'être, dans le pouvoir économique, déjà précédé la démocratie politique ?

Dans la tradition radicale enfin, il dégage le beau message de la tolérance et de respect de l'esprit humain. Il y reprendra cette confiance qui amène à ne jamais redouter le débat d'idées et même à accepter qu'un tissu social et culturel vivant puisse entretenir et garantir en lui, pour éviter de se stériliser et de se figer, les éléments de sa propre contestation. Il en adoptera cette sagesse qui se refuse à enfermer l'homme dans des dogmes trop absolus et cette sérénité qui permet de discerner, au-delà du tumulte des opinions contradictoires, les cheminements du progrès et de la raison.

Depuis 1974, la majorité est un

croquis où se réalise la fusion de ces patrimoines. Aujourd'hui, l'heure paraît venue d'y ajouter cet héritage d'aspirations que la social-démocratie incarnait hier, mais que les socialistes de l'union de la gauche, victimes de leur alliance avec le parti communiste, ne peuvent plus assumer.

Pour moi, homme du Nord, élu d'une région où la prospérité industrielle ne s'est pas toujours construite dans le passé sur la justice sociale, je suis quelque rêveur de progrès et de réformes dans la liberté, l'ordre et la paix civile, la social-démocratie recouvrant, malgré ses erreurs et ses échecs. La vie publique autorise à être impitoyable avec les hommes politiques qui viennent à faillir dans leur mission, mais elle impose de respecter l'espoir qui, un temps, a pu les porter. La défaillance coupable des socialistes de l'union de la gauche sur les conditions de la liberté fait de la majorité présidentielle l'héritière d'une œuvre restée en jachère : et elle lui enjoint de répondre plus encore qu'hier aux aspirations du monde des travailleurs.

Il y a quelques décennies encore la durée de la vie humaine était bien courte par rapport à la longévité des structures de société. La valeur d'une idée, d'un objet, d'un organisme était souvent fonction de sa durée.

L'éducation des hommes, par bien des aspects, consistait à enseigner les règles intangibles nécessaires pour « entrer dans la carrière » quand les aînés n'y seraient plus. On ne pouvait songer à modifier ces structures que par un combat conduisant souvent à de brutales révolutions.

L'accélération des connaissances humaines et des applications concrètes de ces connaissances bouleversent cet état de choses. Au cours de sa vie, l'homme peut connaître de rapides évolutions d'idées, de modes de vie ou de structures de sociétés. Le phénomène d'obsolescence atteint non seulement les objets mais la vie humaine elle-même, du moins dans ses aspects non fondamentaux. La notion de valeur s'enrichit aujourd'hui de celle d'adaptabilité. La stabilité résulte du mouvement, et la réforme continue, est la synthèse actuelle de la dialectique d'hier du traditionnel et du révolutionnaire.

S'il est vrai que le présent est comme un fleuve qui, par ses affluents et par lui-même draine le passé et irrigue l'avenir, la société libérale avancée de l'union majoritaire est une parfaite réponse aux besoins de notre temps, et, en parfaite adaptation à ceux-ci, à l'interminable quête de bonheur de l'homme. Il y a, dans la majorité présidentielle, un ensemble de courants de pensée qui lui permet d'appréhender une telle ambition.

Hier chacun de ces courants a écrit une page de notre histoire. Aujourd'hui, la convergence de leur dynamisme construira cette société de liberté et de progrès que le président Giscard d'Estaing propose, au nom du respect de l'homme, comme objectif à notre engagement et comme raison d'être à notre action.

NORBERT SEGARD.

Libres opinions

L'OPPOSITION ET L'ÉLYSÉE

par EMMANUEL BERL (*)

Le président de la République pose sans cesse la question des rapports entre le gouvernement et l'opposition. Il se retire aux pays étrangers pour s'étonner des durées de MM. Mitterrand et Marchais envers lui. Cela finit par causer en moi une certaine irritation. Je ne peux croire que M. Giscard d'Estaing ignore la différence entre le manière dont le pouvoir traite l'opposition en France et la façon dont elle est traitée dans les pays voisins.

En Angleterre, le chef de l'opposition est considéré comme un personnage important de l'Etat. Il est payé par le souverain tout comme le premier ministre. Il est le premier ministre de demain et son concurrent en exercice se regarde lui-même comme le chef de l'opposition d'hier. Aux Etats-Unis, républicains et démocrates ne doutent pas qu'ils alternent au pouvoir. Si les démocrates ne l'emportent pas en novembre, chacun pense qu'ils l'emporteront quatre ans plus tard. En Allemagne aussi l'alternance est posée en principe.

On ne peut vraiment pas dire qu'elle l'ait été chez nous par la V^e République. Il a tout le temps été acquis que, pour le pouvoir, la victoire de l'opposition signifiait le chaos, la ruine, le malheur. M. Chirac dit à M. Marchais qu'il n'est pas « crédible », c'est-à-dire plus simplement qu'il le considère comme un menteur. Peut-on alors s'étonner que ledit M. Marchais n'éprouve pas un besoin impérieux de déjeuner à l'hôtel Matignon ?

Quand le président de la République répète sans cesse à M. Mitterrand : « Vous représentez une société différente de la nôtre, une société dont je ne veux à aucun prix », il a beau insister sur sa volonté de changement, l'étu de la majorité a quand même signifié d'abord la continuité des structures françaises pour les électeurs qui lui donnent leurs voix.

Je trouve même beaucoup de patience, de politesse et de bonne volonté chez M. Mitterrand pour ne pas relever davantage des erreurs aussi flagrantes et des propos si ambigus. C'est sans doute que M. Mitterrand est un homme heureux chez qui le désir de potentiellement ne prend jamais beaucoup de force. Je comprends cette satisfaction que cache sa modestie, mais que l'histoire me rappelle. J'ai connu Léon Blum : depuis 1920, il n'a pas cessé de souffrir de la scission de Tours, comme un mutilé du membre qui lui manque et qu'on lui a coupé. Jaurès lui avait fait promettre de maintenir l'unité du parti. Le souvenir de Jaurès n'était jamais absent de sa pensée et le fait de n'avoir pu tenir sa promesse envers lui rendait Léon Blum profondément malheureux.

La tentative de conciliation en 1958 porta tout de suite ses fruits amers. Les communistes pratiquèrent la discipline du Front populaire sans se rapprocher d'un pouce des socialistes, qu'ils avaient abandonnés. La rivalité des deux partis n'a ensuite fait que croître sous la direction de Guy Mollet.

M. Mitterrand peut regarder les photographies de Léon Blum et de Jaurès et se dire : « Je suis parvenu à rapprocher ce que Jaurès n'admettait pas qui pût être rompu et ce que Blum n'était point parvenu à accommoder. » Tous deux lui auraient profondément gré de faire cesser la division des travailleurs, qui s'est révélée tellement funeste aux organisations syndicales. Je peux témoigner que celles-ci suscitaient plus d'espoir en 1912 qu'elles ne font aujourd'hui.

Mon professeur de philosophie, qui n'était même pas socialiste, pensait que les syndicats étaient le vivier où se récoltaient les élites futures. Il m'en avertissait, et Léon Blum m'a plusieurs fois exprimé sa tristesse devant le spectacle des rivalités et des antagonismes à l'intérieur des usines et de toutes les organisations ouvrières. C'était même la conséquence de la scission qui lui causait le plus de chagrin. On ne peut pas penser à M. Mitterrand sans tenir compte de la victoire remportée par lui dans un domaine que ses devanciers les plus glorieux avaient enseigné à regarder comme essentiel. Il a le droit de se regarder comme le digne successeur de Jaurès, et peut-être ce sentiment n'est-il pas moins flatteur pour lui que les 40 % de suffrages qu'il a rassemblés aux dernières élections présidentielles et que l'espoir légitime qu'il est en droit de nourrir pour les élections prochaines.

De là, je pense, cette sérénité, cette tendance à l'ironie, ce calme qui caractérisent le chef de l'opposition. Il mérite cette maîtrise de soi que donnent non seulement l'âge et l'expérience, mais surtout l'habitude de le goût des idées générales et des auteurs grecs. Plus âgé que lui de quelque vingt ans, j'éprouve naturellement quelque peine à suivre M. Giscard d'Estaing quand il lui reproche de n'être plus assez jeune. A mon âge, on aime la jeunesse plus qu'on ne le faisait quand on en était moins éloigné, mais il me semble que celle de M. Mitterrand est restée intacte et que le plupart des jeunes que je peux rencontrer se sentent aussi proche d'eux que ses cadets de l'Elysée et de l'hôtel Matignon.

(*) Escrivain et journaliste.

PRESSE ACTUALITÉ

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs. DANS LE NUMÉRO DE JUIN

LE GROUPE

EUROPE N° 1

Son histoire, ses filiales, ses actions.

L'EST RÉPUBLICAIN

DIMANCHE

Comment fonctionne un quotidien du 7^e jour.

LE ROMAN PHOTO

Ses procédés de narration.

FRANÇOIS-RÉGIS

HUTIN

Directeur général d'Ouest-France - parle de son journal.

MICHEL DRUCKER

S'explique sur son métier à la T.V. et à R.T.L.

PRESSE ACTUALITÉ

est introuvable en kiosque. Exclutivement vendu par abonnement.

ENVOYEZ 7 F (timbre ou chèque, C.C.P. 16-68 Paris) à Presse Actualité, 5, rue Bayard, 75008 Paris, en spécifiant : numéro de juin.

(PUBLICITE)

MOUVEMENT POUR LA LIBERTÉ DU COMMERCE

Des pressions de plus en plus vives émanant d'organismes officiels de certains pays sont exercées sur les opérateurs économiques œuvrant au plan international pour qu'ils rompent leurs relations ou refusent de nouer des rapports contractuels avec des entreprises françaises inscrites sur des « listes noires » pour des considérations religieuses, raciales ou politiques.

Les clauses de « boycott » auxquelles ces pratiques abusives donnent naissance sont manifestement contraires à l'esprit qui anime l'ordre juridique français et communautaire ; elles s'avèrent de surcroît préjudiciables aux intérêts de l'économie française et au développement harmonieux du commerce international.

C'est dans ce contexte que le souhait a été exprimé par des théoriciens et des praticiens du Droit et de l'Economie de constituer une association qui se propose de défendre la liberté des échanges économiques et de combattre à cette fin toutes discriminations de nature à l'entraver.

Ont déjà adhéré à l'initiative de créer l'Association « Mouvement pour la Liberté du Commerce » :

Raymond Aron, professeur au Collège de France ; Jacques Attali, économiste ; Robert Badinter, professeur de Droit à l'Université de Paris I ; François Bernard, maître des Requêtes au Conseil d'Etat ; Jean-Louis Bismuth, professeur de Droit à l'Université de Reims ; Maurice de Botton, banquier ; Maurice Bourges-Maurouy, ancien Président du Conseil ; Léon Boulbrien, membre du Conseil Economique et Social ; Henri Caillaud, sénateur, ancien ministre ; Dionisie Cistour, ancien ministre ; Alfred Coste Floret, ancien procureur au procès de Nuremberg ; Pierre Delaunay, président de la Chambre de Commerce France-Frucht-Orient ; Louis Devaux, administrateur de sociétés, ancien Président du CFCP ; Maurice Faure, député, ancien ministre ; Salomon Friedla, journaliste ; Christian Gavalda, professeur de Droit à l'Université de Paris I ; Pierre Giraud, sénateur ; Jean Harmand, professeur de Droit à l'Université de Paris II ; Paul Jacob, ancien bâtonnier, Faculté de Droit, Directeur des Hautes Etudes Européennes de Strasbourg ; Théo Klein, avocat ; Edward Knoll, avocat ; Robert Kovar, professeur à la Faculté de Strasbourg ; Pierre Krieg, député ; David Lambert, avocat à la Cour ; Yves Legendre, de la Ligue des Droits de l'Homme ; Max Lejeune, député, ancien ministre ; Raymond Landon, avocat général honoraire près la Cour de Cassation ; Henri Mazaudat, professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris ; William Mimonat, conseiller au Commerce extérieur ; Jean Pierre-Block, président de la LICIA ; Samuel Pizar, avocat international ; Emile Roche, président honoraire du Conseil Economique et Social ; Maurice Rolland, président honoraire de la Cour de Cassation ; Serge Rosenberg, président de la Société de gestion hôtelière de Bourgogne ; Joseph Rouche, avocat ; David Rudin, professeur de Droit aux Universités de Paris ; Jacques Sousselle, député ; Pierre Uri, membre du Conseil Economique et Social ; Prosper Weil, professeur de Droit à l'Université de Paris II ; Maurice Weinberg, secrétaire général de la LICIA.

L'Assemblée constitutive de l'Association « Mouvement pour la Liberté du Commerce » se tiendra, sous la présidence de M. Emile Roche, président honoraire du Conseil Economique et Social, le mercredi 23 juin à 17 h 30 au Palais des Congrès - Porte Maillot (seule 35, 3^e ét.).

Le Comité fondateur 30, rue La Boétie, 75008 PARIS

PIANOS ORGUES CLAVECINS Plus de 15 marqués - 300 modèles exposés

piano center 242.26.30

autrement

Après les récents dossiers, n° 3 (Finis, la Famille ?) et n° 4 (Guerre pour normaliser) — qui viennent d'être réédités — voici un numéro... « différent » axé sur des expériences concrètes, inédites, dans le domaine culturel et social.

Innovations sociales

N° 5

« Des cas : un bouillonnement d'expérimentations, à la base »

Un débat : avec J. Attali, F. Guattari, P.H. Chénabart de Launay, E. Morin, S. Mironovitch.

Venez uniquement au kiosque (25 F) ou par abonnement (France : 90 F - Etranger : 110 FF) 120 Bd. St. Germain - Paris 75006

APPARTEMENTS - MAISONS - USINES - BUREAUX

CONTRE LE VOL cette menace permanente

le nouveau radar hyperfréquences DI 50 d'ALARME 2000

une supériorité technologique sans concurrence

- sirène d'alarme intégrée
- portable, léger, peu encombrant
- fonctionne sur piles (autonomie 2 ans) sans branchement ni installation
- dissimulable, indécodable, il traverse placards, meubles et cloisons
- rayon de protection réglable de 2 à 30 mètres

ECONOMIQUE ET FIABLE LE DI 50 EST A L'AVANT-GARDE DE LA TECHNIQUE MONDIALE

POUR VOTRE SÉCURITÉ : VOUS DEVEZ EN SAVOIR PLUS

remplir et retourner ce bon à : ALARME 2000 Dépt. 280 8, rue Guidin 75016 PARIS

Je désire sans engagement de ma part plus amples informations sur la DI 50.

NOM _____

PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

VILLE _____

POLITIQUE

La gauche socialiste se préoccupe de l'environnement international dans lequel elle devrait gouverner

La gauche poursuit un lent travail de réflexion et de prise de conscience au fur et à mesure qu'elle se sent le pouvoir est à sa portée et qu'en conséquence elle prend mieux conscience des difficultés qu'elle aurait à surmonter en cas de victoire.

Au cours du week-end, deux mouvements socialistes, le CERES (minorité du P.S.) et Démocratie et Université, ainsi qu'un mouvement gaulliste se situant dans la gauche, le Front progressiste, ont cherché à analyser l'environnement international dans lequel se développerait une expérience de gauche. Leurs regards se sont surtout portés vers la zone méditerranéenne où tous espèrent trouver des alliés pour leur tentative de transition au socialisme.

Ces recherches parallèles ne débouchent cependant pas sur des conclusions similaires. C'est ainsi, par exemple, que le Front progressiste estime que le maintien de la France dans l'alliance atlantique fait jouer au pays un rôle contraire à sa tradition et à ses intérêts, alors que le CERES envisage une position plus

nuancée en estimant que la gauche devrait négocier son maintien dans l'alliance avec les Etats-Unis et la République fédérale d'Allemagne et en liaison avec l'U.R.S.S. Il espère en dégageant ce qu'il appelle un « compromis géographique » qui devrait permettre à la France d'obtenir la « neutralité » de ses voisins et de ses alliés devant sa tentative de passage au socialisme.

Or, pour Démocratie et Université, ce « compromis géographique » relève surtout d'un mauvais jeu de mots avec le « compromis historique », cher aux communistes italiens, et n'offre pas de perspectives claires. Ce mouvement préférerait revenir à l'esprit de Latché, c'est-à-dire au rassemblement des P.S. de l'Europe du Sud, que M. François Mitterrand avait patronné dans sa propriété des Landes en mai 1975. Depuis, le premier secrétaire du P.S., ayant mesuré les limites d'un tel rassemblement, semble bien avoir abandonné l'espoir de s'appuyer durablement sur le sud du continent.

THIERRY PISTIER.

Le CERES s'efforce de décaler les bases d'un « compromis géographique »

Le dixième colloque annuel du Centre d'études de recherches et d'éducation socialistes (CERES), qui a réuni samedi 19 et dimanche 20 juin à Suresnes, a été consacré à la notion de « compromis géographique ». Cette formule, lancée par le Lidyne Mouchane (le Monde du 19 juin), signifie que la gauche doit s'efforcer d'assurer la transition au socialisme dans l'Europe du Sud, tout en composant avec l'environnement capitaliste hostile. Les participants au colloque se sont donc soucés de prendre la mesure de la réalité (des richesses sur les forces armées des différents pays européens leur ont été fournies) et de décaler les moyens d'élargir la marge de manœuvre de la gauche. Divers rapports sur ces questions ont été publiés dans le numéro 33 de la revue *Reperes* (110 pages).

LE FRONT PROGRESSISTE SOUHAITE UNE « SOLIDARITÉ MEDITERRANÉENNE »

Le Front progressiste (gaullistes d'opposition) a organisé samedi 19 et dimanche 20 juin son quatrième colloque national sur le thème de « la solidarité méditerranéenne ». L'une des commissions, chargée des problèmes de l'alliance atlantique, a souligné que « le maintien de la France dans l'alliance atlantique fait jouer à notre pays un rôle contraire à sa tradition et à ses intérêts nationaux ». C'est pourquoi le Front progressiste considère comme une demande de retrait de la France de l'alliance atlantique.

Dans la motion finale, le colloque estime : « Grâce à sa politique de désengagement, la France a pu échapper à la guerre israélo-arabe de 1967, et à la reconnaissance par la France des droits du peuple palestinien, le général de Gaulle a créé les conditions favorables à un nouveau dialogue avec les pays arabes. Son refus de la domination de bloc, sa recherche d'une politique de non-alignement, l'intérêt de l'Europe du Sud, ont ouvert la voie à cette coopération qui, à bien des égards, peut apparaître comme écartée par la dépendance d'une alternative à la dépendance atlantique, ne serait-ce qu'en raison des faiblesses structurelles et des nouvelles orientations de la C.E.E. en raison aussi d'un regain de l'hégémonie atlantique en raison enfin de la complexité américano-soviétique qui maintient en Méditerranée des forces militaires inacceptables et qui empêchent également le développement d'un socialisme démocratique et non aligné dans le bassin méditerranéen ».

15 F. 5, rue Payenne, 75003 Paris).

Les animateurs du CERES indiquent : « Nous ne mobiliserons une très large fraction de notre peuple autour de la perspective d'une transition au socialisme que si nous démontrons clairement que nous sommes en mesure de maintenir et de développer la nécessaire marge de manœuvre politique et militaire qu'exige une expérience socialiste pour être menée en toute indépendance et telle que notre peuple, dans sa majorité, l'aura voulue. »

« A l'inverse, assurer et élargir cette marge de manœuvre suppose une volonté politique que seule peut avoir une gauche unitaire et forte. »

Dans cette perspective, les membres du CERES se sont interrogés sur les appels en direction des gaullistes lancés par l'un des leurs, M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort. Plusieurs orateurs ont critiqué M. Chevènement pour être mené en toute indépendance et telle que notre peuple, dans sa majorité, l'aura voulue.

Le député de Belfort a répondu qu'il ne mobilisation populaire ne suffit pas à changer les choses et que la gauche doit affronter des hommes particulièrement bien informés et préparés à toutes les éventualités. « Nous partons de ce constat », a-t-il précisé, « pour nous y résoudre mais parce que les choses ne changeront pas en un jour. Pour passer de ce compromis à l'autre, il faut être fort. » Il a ajouté : « L'indépendance nationale par rapport à l'impérialisme a un contenu hautement progressiste et même révolutionnaire. Ceux qui critiquent cette idée ne sont pas, même de bonne foi, les alliés objectifs des partisans de l'atlantisme et du retour à la troisième force qui sont une seule et même chose ? »

M. Chevènement a ensuite répondu à son compatriote de la C.E.E. en raison aussi d'un regain de l'hégémonie atlantique en raison enfin de la complexité américano-soviétique qui maintient en Méditerranée des forces militaires inacceptables et qui empêchent également le développement d'un socialisme démocratique et non aligné dans le bassin méditerranéen ».

Si M. Christian Pierre, premier secrétaire de la fédération de Paris du P.S., a lui aussi insisté

sur la nécessité d'élargir le « front de classes » en y intégrant les gaullistes, il en revanche qualifié le gaullisme « d'idéologie réactionnaire » au service « des monopoles » et de l'impérialisme américain. Selon lui, le thème de l'indépendance nationale « est devenu dérivé vers un nationalisme archaïque ».

M. Didier Mouchane, membre du bureau exécutif du P.S., a expliqué que c'est la division de la gauche qui a permis au gaullisme de récupérer ce « bien du peuple » qu'est l'indépendance nationale. Il a invité ses amis à faire prendre conscience aux masses populaires des « racines de l'illusion gaulliste ». Il a conclu en soulignant que le processus de rupture avec le capitalisme que la gauche veut engager en France « a absolument besoin de paix et de détente ».

Enfin, M. Georges Sarre, membre du bureau exécutif du P.S., a déclaré que le gaullisme « est une idéologie réactionnaire » au service « des monopoles » et de l'impérialisme américain. Selon lui, le thème de l'indépendance nationale « est devenu dérivé vers un nationalisme archaïque ».

« A l'inverse, assurer et élargir cette marge de manœuvre suppose une volonté politique que seule peut avoir une gauche unitaire et forte. »

Dans cette perspective, les membres du CERES se sont interrogés sur les appels en direction des gaullistes lancés par l'un des leurs, M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort. Plusieurs orateurs ont critiqué M. Chevènement pour être mené en toute indépendance et telle que notre peuple, dans sa majorité, l'aura voulue.

Le député de Belfort a répondu qu'il ne mobilisation populaire ne suffit pas à changer les choses et que la gauche doit affronter des hommes particulièrement bien informés et préparés à toutes les éventualités. « Nous partons de ce constat », a-t-il précisé, « pour nous y résoudre mais parce que les choses ne changeront pas en un jour. Pour passer de ce compromis à l'autre, il faut être fort. » Il a ajouté : « L'indépendance nationale par rapport à l'impérialisme a un contenu hautement progressiste et même révolutionnaire. Ceux qui critiquent cette idée ne sont pas, même de bonne foi, les alliés objectifs des partisans de l'atlantisme et du retour à la troisième force qui sont une seule et même chose ? »

Si M. Christian Pierre, premier secrétaire de la fédération de Paris du P.S., a lui aussi insisté

Critiquant un nouveau commentaire de Tass

« L'HUMANITÉ » RAPPELLE L'APPRECIATION DONNÉE PAR LE P.C.F. DE LA POLITIQUE EXTERIEURE FRANÇAISE

Marquant le dixième anniversaire de la visite en U.R.S.S. du général de Gaulle, l'agence soviétique Tass a souligné, dimanche 20 juin dans un long commentaire, la nécessité de garder avec les relations soviéto-françaises leur caractère d'« amitié ».

Dans un commentaire intitulé « aux sources de la détente », l'observateur politique de l'agence, M. Anatole Kravtchouk, estime que « Pour cela il faut utiliser les réserves, et les possibilités inexploitées de développement des liens entre nos deux pays dans tous les domaines (...) On enregistre toujours avec satisfaction, en Union soviétique, les propos des dirigeants français concernant leur volonté de suivre la voie choisie il y a dix ans. La dernière déclaration du président Valéry Giscard d'Estaing, selon laquelle la France a l'intention de persévérer dans la politique de détente et de coopération avec l'Union soviétique qui répond aux intérêts de nos deux peuples, n'est pas passée non plus inaperçue. »

En attendant de ce lundi 21 juin rappelle à ce propos : « Au moment du déroulement du XXV^e congrès du P.C.U.S., qui avait évoqué les relations entre les deux pays, nous avions été amenés à rappeler l'appréciation, donnée par notre propre XXII^e congrès, de la politique extérieure du pouvoir giscardien. »

Cette analyse montrait que la politique internationale de Giscard « s'insère scrupuleusement dans la stratégie mondiale inscrite et conduite par les Etats-Unis. Elle représente bien un « nouvel atlantisme ».

Depuis lors, toute l'évolution des événements, du soutien au gouvernement raté de l'Afrique du Sud jusqu'à la menace d'intervention dans les affaires du Liban, en passant par les déclarations d'indépendance de Giscard d'Estaing aux Etats-Unis, confirme l'appréciation de la politique extérieure du XXII^e congrès du P.C.F. ».

LE P.C.R. (marxiste-léniniste) PRÉPARE UN « MANIFESTE D'ACTION COMMUNISTE »

Le parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) a tenu son deuxième congrès annuel à Paris. La réunion, qui s'est tenue à la fin de la semaine dernière le vendredi 18 juin. Deux cent vingt-six délégués, selon des travaux, de même que plusieurs représentants d'organisations marxistes-léninistes étrangères.

Un bilan des activités du P.C.R. a été dressé. Ce bilan constate « des progrès rapides dans la consolidation et la multiplication des cellules d'entreprises, ainsi que dans la prolifération du parti », et l'amélioration qualitative et quantitative de la publication du *Quotidien du peuple*.

Le P.C.R. a été dressé. Ce bilan constate « des progrès rapides dans la consolidation et la multiplication des cellules d'entreprises, ainsi que dans la prolifération du parti », et l'amélioration qualitative et quantitative de la publication du *Quotidien du peuple*.

L'humanité rouge, quotidien également marxiste-léniniste, proclame que le P.C.R. « n'avait pas défecté, vendredi 18 juin, à l'invitation qui lui avait été adressée par le P.C.F. d'assister à la séance de clôture du congrès du P.C.F. ».

Le P.C.F. hâte entre sa volonté d'apparaître comme le parti de la classe ouvrière et les ambitions de l'Union populaire de France. La notion de front de classes forgée par le parti socialiste répond au contraire à la réalité sociologique de la France d'aujourd'hui. Il contient l'idée de couches sociales qui avancent ensemble de front, sans subordination ni hégémonie, d'une couche ou d'un parti sur l'autre. »

M. Jean Colpin, membre du secrétariat du parti communiste français, a annoncé dimanche 20 juin qu'il venait d'être nommé délégué régional de son parti pour les huit départements de la région Rhône-Alpes. Il était jusqu'à présent chargé de la Lorraine.

M. Alain Juppé, inspecteur des finances, est nommé chargé de mission au cabinet du premier ministre. [Ancien élève de l'Ecole normale supérieure, agrégé des lettres, ancien élève de l'ENA, M. Juppé était adjoint au secrétaire général du comité interministériel pour la promotion de l'emploi. Il a été directeur adjoint, avec M. Jérôme Monod, directeur du cabinet de M. Chirac.]

La préparation des élections municipales à Lille

« Nostradamus » contre « l'apprenti sorcier »

De notre correspondant

Lille — Samedi 19 juin un débat organisé par la section régionale de F.R.3 a ouvert à Lille la campagne pour les municipales. Devant les caméras et les micros, M. Jean-Pol Gagnier, rédacteur en chef de la station, avait réuni, non sans mal, MM. Pierre Mauroy député, président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, maire de Lille, membre du secrétariat national du P.S., Norbert Ségard, secrétaire d'Etat aux P.T.T., U.D.R., « coprésident » de la majorité dans le Nord ; André Diligent, ancien sénateur, vice-président du Centre des démocrates-sociaux, et Gustave Ansart, député, membre du bureau politique du P.C.

Le thème proposé était sans doute volontairement « à guêpe » : Des hommes et des idées pour une région. Il s'agissait en fait du premier affrontement des responsables politiques qui joueront un rôle déterminant dans le combat que se livreront, en 1977, la conquête des maires de la région, à commencer par celle de Lille (le Monde du 19 juin).

Après une passe d'armes entre les représentants de la majorité et ceux de la gauche à propos de la régionalisation, puis des questions de gestion des communes, refus des charges qui incombent à l'Etat et obtention d'une réforme sérieuse des finances locales en réclamant pour les communes une enveloppe globale, celles-ci ont pu se répartir ensuite comme elles l'entendent. Le manifeste réclame aussi une réforme de l'acte social.

Parlant des prochaines élections municipales, M. Robert Fauriol a déclaré : « Nous avons bien l'intention d'être présents au maximum sur le front des élections municipales, mais nous sommes partisans qu'un tiers compte des données locales et que la part de gauche prenne, ici ou là, la dominante selon les cas. » A propos des législatives de 1978, il a ajouté : « Nous travaillons pour faire sortir du rang des candidats afin d'obtenir pour la gauche le maximum d'élus. »

« M. Ali Aref, président du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas a réaffirmé qu'il ne démissionnerait pas. Au contraire, a-t-il déclaré, je vais me rendre à la conférence de l'organisation de l'Union africaine pour assurer l'obtention des Africains (...) une « table ronde » où pourraient s'exprimer toutes les tendances du territoire sur l'avenir de celui-ci. »

La prochaine conférence des ministres des affaires étrangères de l'O.U.A. devrait s'ouvrir jeudi 20 juin à l'île Maurice.

D'autre part, M. Hassan Gouled, président de la ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), accompagné du vice-président, M. Mahmoud, et de plusieurs membres du L.P.A.I. est arrivé dimanche 20 juin à Addis-Abeba pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement éthiopien. — (Reuter, A.F.P.)

Le président de l'œuvre française a appelé de ses vœux « un gouvernement fort, de salut public, pour prendre en main les destinées du pays », et estimé qu'aujourd'hui les votes du salut public passent par l'élimination de M. Giscard d'Estaing. Ce gouvernement doit être immédiatement élu. M. Sidos a dénoncé le traité de Rome et « le retour de la prison une peine véritable ».

Dimanche matin, des délégués de la ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), accompagnés du vice-président, M. Mahmoud, et de plusieurs membres du L.P.A.I. est arrivé dimanche 20 juin à Addis-Abeba pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement éthiopien. — (Reuter, A.F.P.)

Le président de l'œuvre française a appelé de ses vœux « un gouvernement fort, de salut public, pour prendre en main les destinées du pays », et estimé qu'aujourd'hui les votes du salut public passent par l'élimination de M. Giscard d'Estaing. Ce gouvernement doit être immédiatement élu. M. Sidos a dénoncé le traité de Rome et « le retour de la prison une peine véritable ».

Dimanche matin, des délégués de la ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), accompagnés du vice-président, M. Mahmoud, et de plusieurs membres du L.P.A.I. est arrivé dimanche 20 juin à Addis-Abeba pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement éthiopien. — (Reuter, A.F.P.)

Le président de l'œuvre française a appelé de ses vœux « un gouvernement fort, de salut public, pour prendre en main les destinées du pays », et estimé qu'aujourd'hui les votes du salut public passent par l'élimination de M. Giscard d'Estaing. Ce gouvernement doit être immédiatement élu. M. Sidos a dénoncé le traité de Rome et « le retour de la prison une peine véritable ».

Dimanche matin, des délégués de la ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), accompagnés du vice-président, M. Mahmoud, et de plusieurs membres du L.P.A.I. est arrivé dimanche 20 juin à Addis-Abeba pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement éthiopien. — (Reuter, A.F.P.)

LES RADICAUX DE GAUCHE RECLAMENT UN NOUVEAU MODE DE FINANCEMENT DES COMMUNES

(De notre correspondant)

Nantes. — Le Mouvement des radicaux de gauche a tenu, samedi 19 juin, à Nantes, un conseil national auquel ont participé cent quarante délégués des fédérations départementales. Consacrée à la présentation d'un manifeste municipal, cette réunion s'est tenue à huis clos. Au cours d'une conférence de presse, M. Robert Fauriol a donné quelques informations sur ce manifeste.

Autour de trois grands principes (une meilleure information des citoyens, la formation des élus, et la participation des citoyens à la vie municipale), les radicaux de gauche entendent, en matière de gestion des communes, refuser les charges qui incombent à l'Etat et obtenir une réforme sérieuse des finances locales en réclamant pour les communes une enveloppe globale, celles-ci ont pu se répartir ensuite comme elles l'entendent. Le manifeste réclame aussi une réforme de l'acte social.

Parlant des prochaines élections municipales, M. Robert Fauriol a déclaré : « Nous avons bien l'intention d'être présents au maximum sur le front des élections municipales, mais nous sommes partisans qu'un tiers compte des données locales et que la part de gauche prenne, ici ou là, la dominante selon les cas. » A propos des législatives de 1978, il a ajouté : « Nous travaillons pour faire sortir du rang des candidats afin d'obtenir pour la gauche le maximum d'élus. »

« M. Ali Aref, président du conseil de gouvernement du Territoire français des Afars et des Issas a réaffirmé qu'il ne démissionnerait pas. Au contraire, a-t-il déclaré, je vais me rendre à la conférence de l'organisation de l'Union africaine pour assurer l'obtention des Africains (...) une « table ronde » où pourraient s'exprimer toutes les tendances du territoire sur l'avenir de celui-ci. »

La prochaine conférence des ministres des affaires étrangères de l'O.U.A. devrait s'ouvrir jeudi 20 juin à l'île Maurice.

D'autre part, M. Hassan Gouled, président de la ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), accompagné du vice-président, M. Mahmoud, et de plusieurs membres du L.P.A.I. est arrivé dimanche 20 juin à Addis-Abeba pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement éthiopien. — (Reuter, A.F.P.)

Le président de l'œuvre française a appelé de ses vœux « un gouvernement fort, de salut public, pour prendre en main les destinées du pays », et estimé qu'aujourd'hui les votes du salut public passent par l'élimination de M. Giscard d'Estaing. Ce gouvernement doit être immédiatement élu. M. Sidos a dénoncé le traité de Rome et « le retour de la prison une peine véritable ».

Dimanche matin, des délégués de la ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), accompagnés du vice-président, M. Mahmoud, et de plusieurs membres du L.P.A.I. est arrivé dimanche 20 juin à Addis-Abeba pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement éthiopien. — (Reuter, A.F.P.)

Le président de l'œuvre française a appelé de ses vœux « un gouvernement fort, de salut public, pour prendre en main les destinées du pays », et estimé qu'aujourd'hui les votes du salut public passent par l'élimination de M. Giscard d'Estaing. Ce gouvernement doit être immédiatement élu. M. Sidos a dénoncé le traité de Rome et « le retour de la prison une peine véritable ».

Dimanche matin, des délégués de la ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), accompagnés du vice-président, M. Mahmoud, et de plusieurs membres du L.P.A.I. est arrivé dimanche 20 juin à Addis-Abeba pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement éthiopien. — (Reuter, A.F.P.)

Le président de l'œuvre française a appelé de ses vœux « un gouvernement fort, de salut public, pour prendre en main les destinées du pays », et estimé qu'aujourd'hui les votes du salut public passent par l'élimination de M. Giscard d'Estaing. Ce gouvernement doit être immédiatement élu. M. Sidos a dénoncé le traité de Rome et « le retour de la prison une peine véritable ».

Dimanche matin, des délégués de la ligue populaire africaine pour l'indépendance (L.P.A.I.), accompagnés du vice-président, M. Mahmoud, et de plusieurs membres du L.P.A.I. est arrivé dimanche 20 juin à Addis-Abeba pour une visite officielle à l'invitation du gouvernement éthiopien. — (Reuter, A.F.P.)

Démocratie et Université souhaite relancer l'esprit de Latché

Les assemblées nationales du mouvement Démocratie et Université, organisme associé au parti socialiste, qui se sont tenues samedi 19 et dimanche 20 juin à Paris, ont étudié deux thèmes : l'Europe et le front de classes.

L'Europe, pour Démocratie et Université, constitue une « réalité géopolitique » englobant les pays européens de l'Europe du Sud, les pays riverains de la Méditerranée et de l'Afrique du Nord. Les militants socialistes considèrent que, par-delà leurs différences, voire leurs divergences, il existe entre eux une solidarité d'intérêts économiques, une spécificité de mentalités et de coutumes.

M. Lionel Jospin, membre du secrétariat national du P.S., chargé du tiers-monde, a évoqué devant les congressistes ce que pourrait être la politique de la gauche dans cette région du monde, sous réserve d'une concertation avec les autres signataires du programme commun. Il a notamment précisé que, contrairement au pouvoir actuel, la gauche condamnerait dans les faits l'Afrique du Sud, romprait les contrats économiques et cesserait toute livraison d'armes. M. Jospin a également évoqué les rapports Est-Ouest en notant que « la détente a cessé d'être

bien gérée » par l'Union soviétique et les Etats-Unis. En cas d'une nouvelle guerre froide, a-t-il ajouté, « il sera décisif de savoir quel type de relations le parti communiste s'entendrait avec l'Union soviétique ».

M. Gérard Delafont, républicain de Démocratie et Université, a, de son côté, refusé tout à la fois « la vieille idée européenne des années 50, qui est reprise aujourd'hui par les socialistes », le repli sur soi, sur l'Hexagone, qui relève d'une conception frileuse ou chauvine du combat politique, et enfin le « compromis géographique » qui, au-delà du mauvais jeu de mots par rapport au P.C.I. ou des films d'espionnage, ne peut définir une ligne politique claire.

« Il faut, a-t-il ajouté, inventer une forme d'internationalisme qui rompe avec l'eurocentrisme, l'absence de l'atlantisme, et qui prenne en charge le projet du P.S. en passant de l'échelle nationale à l'échelle internationale. » Il a conclu en souhaitant que l'esprit de Latché, celui de la conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud, continue d'inspirer la politique internationale du P.S. En ce qui concerne la notion de « front de classes » (qui fonde

RECYCLAGE
en septembre des
BACHELIERS
A.B.C.D. pour
P.C.E.M. et pharmacie
CEPES
Groupement Libre de Professeurs
57, rue Charles-Lafitte, 92-Neuilly
722-94-94 et 745-09-18

REPERES
LE MENSUEL
DU CERES
Editions Jacques Laffont
Abonnement : 20 F.
5, rue Payenne, 75003 PARIS
Numéro spécial
10^e Colloque du CERES
TRANSITION
AU SOCIALISME
ET INDEPENDANCE
Prix du numéro : 15 F.
En vente dans les kiosques ou au
CERES, 13, boulevard Saint-Martin,
75003 Paris

la classe

La France est à la
VOUS, cadres, commerçants, professions libérales, artisans, professions intellectuelles et Moyennes Entreprises, VOUS REPRÉSENTEZ plus de 50% de la population. VOUS CONSTITUEZ celle qui se prive trop souvent à l'occasion des grandes FORMEZ LES CLASSES MOYENNES

Les grands intérêts dont la vocation est de de leur famille et de l'humanité des égards.

L'inégalité des Français devant le fisc, devant la vie souffrent les classes moyennes

Leur activité, orientation professionnelle, politique du Pays.

Leur avenir aujourd'hui énergie déployée est

NOTA. — Avant de remplir l'attention sur une

سكرا من الاموال

Réunion réservée à la Presse : mardi 22 juin - 11 heures - Palais des Congrès - Salle 50

ÉDUCATION

UN RAPPORT A M. HABY

Cinquante et une propositions pour réconcilier enseignement et culture

Un groupe de réflexion animé par M. Jacques Rigaud, sous-directeur général de l'UNESCO, vient de remettre à M. René Haby, ministre de l'éducation, son rapport sur « La dimension culturelle de l'enseignement ». Ce groupe était composé de MM. Gérard Antoine, ancien recteur, directeur de recherches au C.N.R.S.; Serge Antoine, secrétaire général du haut comité de l'environnement; François Billeloux, écrivain; Robert Latès, conseiller technique de direction; Philippe Moret, inspecteur d'académie; et Philippe Viannay, vice-président du Centre de formation des journalistes.

Définir et inventer le contenu culturel des enseignements n'était pas tâche facile. C'est même, de l'avis du groupe, une notion « ambiguë », « discutable », et « hasardeuse ». Sans doute est-ce la raison pour laquelle

il ne s'y est guère risqué, affirmant seulement que « si la culture est incontestablement autre chose que ce que l'on apprend, elle n'est pas nécessairement ce que l'on oublie ».

Le groupe constate aussi que pour un peuple la « pratique culturelle » est une question de vie ou de mort, et il estime que les jeunes ne sont guère séduits par les diverses formes de la culture. Il fait alors une série de propositions tendant à imprégner tout l'enseignement d'un certain « état d'esprit ». Plusieurs de ces propositions ont déjà été faites, d'autres sont plus originales, mais leur portée — ne serait-ce que par l'aspect décousu des diverses mesures — apparaît limitée. Le rapport affirme, il est vrai, que leur efficacité est liée en partie à la place qui sera reconnue à la culture dans un projet politique global.

« A l'époque héroïque de l'enseignement public gratuit et obligatoire, on a pu croire que l'école était le chemin nécessaire et suffisant pour accéder à la culture (...). Aujourd'hui le problème est singulièrement plus compliqué », dit-il, expliquant notamment le rapport, « loin de se

NOUVELLE GRÈVE AU RECTORAT DE VERSAILLES

Une administration dans le malaise

Les personnels administratifs de l'académie de Versailles sont de nouveau appelés à faire grève, mardi 22 juin, à l'appel des syndicats FEN, C.G.T., C.F.D.T. Ce nouveau débrayage vient après celui du 16 juin et des manifestations devant le ministère de l'éducation et l'Assemblée nationale le lendemain. Ainsi, le « malaise » qui perturbe l'académie de Versailles depuis septembre 1975 — date de l'entrée en fonctions du nouveau recteur, M. Pierre Albarède — a-t-il atteint le centre de décision de la plus importante des académies.

Créée en février 1973 pour décapiter l'hydre parisienne, l'académie de Versailles — quatre départements de la « couronne » (1), un million d'élèves, quarante-trois mille enseignants, six cents établissements secondaires — en est à son troisième recteur. La première académie de France par le nombre est aussi celle dont les problèmes sont les plus « vécus ». Elle n'a d'ailleurs existé que sur le papier, puis est née véritablement de l'abandon très progressif par le rectorat de Paris de ses prérogatives. Ce n'est que depuis la rentrée de septembre 1975 que la quasi-totalité des services se trouvent à Versailles, disséminés dans sept lieux différents.

Autre élément du passif : la rentrée scolaire 1975-1976 s'est faite dans des conditions difficiles, catastrophiques même pour les maîtres-auxiliaires (10 % de corps enseignant de l'académie) (le Monde daté 10, 17 et 18 octobre 1975). Mais, surtout, autour de M. Albarède, recteur depuis septembre autour de ses méthodes et aussi de son « mythe » plus que de sa personne, se sont cristallisés les éléments d'un « malaise », du « climat insupportable » que connaît aujourd'hui le rectorat. L'autoritarisme et l'arbitraire se sont-ils installés à Versailles, il y a dix mois, avec M. Albarède ? Les thèses des deux parties ne sont assurément pas conciliables. Pour M. Albarède, il fallait — avec, il le reconnaît, un personnel numériquement insuffisant et peu encadré — réussir la rentrée, puis assurer l'expédition des affaires courantes, tout en réglant le retard (deux à trois ans pour les dossiers d'enseignants et certaines affaires financières), et en menageant pour l'avenir un nouveau système plus rationnel, la gestion des postes d'enseignants.

« Par un travail qui associe étroitement les divisions du personnel et de la carte scolaire, explique-t-il, j'ai commencé à rassembler sur des fiches d'étudiants, les données qui permettront d'élucider le retour des situations passées. » Pour les représentants du personnel qui ont presque unanimement dans la

grève, y compris des chefs de service, mercredi 16 juin (80 % à 85 % de grévistes, selon les estimations, pour un effectif de quatre cent cinquante personnes), il n'y a, depuis la rentrée, aucun effort de rationalisation. La gestion serait au contraire « anarchique », « velléitaire » et « inconstante », et la principale responsable serait Mme Frustat. Cumulant des fonctions de directeur de cabinet et de chef de la division des personnels, c'est-à-dire un rôle « politique » et un rôle « administratif », Mme Frustat est venue de Rennes, en même temps que M. Albarède. Elle a peu à peu, estime le personnel, privilégié « une inquisition désordonnée et brutale au détriment de la simple administration ».

Un bouc émissaire ?

Mais M. Albarède estime que Mme Frustat, trop accaparée par ses tâches administratives, n'a pas exercé ses fonctions de direction de cabinet. Responsable ou bouc émissaire ? C'est en tout cas sur la fin de la double fonction de Mme Frustat que s'est faite l'unanimité dans la grève, plus encore que sur les autres revendications : augmentation de l'encadrement (satisfaction partielle doit être donnée ces jours-ci à cette demande), cessation des déplacements internes incessants (discrétionnaires selon les intéressés, le plus souvent volontaires selon le recteur).

On en est là. Les assurances données par le recteur sur l'avenir du personnel auxiliaire (60 % des effectifs) n'ont rassuré personne. Les explications « psychologiques » données par M. Albarède et reprises au ministère : « 55 % de personnel féminin, c'est peut-être une proportion excessive et qui explique bien des choses », ne sont pas de nature à apaiser les esprits. Le rectorat de Versailles, loin de correspondre aux rêves de M. Albarède (« une administration qui marcherait suffisamment bien pour être elle-même la défenderesse de tous les personnels », continue de vivre un mélange cauchemardesque de réel et d'imaginaire.

MICHEL KAJMAN.

ANGLAETERRE

3 cas
3 formules

British European Centre
3 cas : 1. Anglais, 2. Français, 3. Espagnol.

3 formules :
1. Cours de langue (Anglais, Français, Espagnol).
2. Cours de culture (Histoire, Géographie, Littérature).
3. Cours de préparation aux examens (Baccalauréat, Diplôme National).

Adresses :
Paris : 10, rue de la Harpe, 75004.
Lyon : 10, rue de la Harpe, 69002.
Marseille : 10, rue de la Harpe, 13001.

Des « écoles du dehors »

Le groupe envisage, d'autre part, des formations nouvelles : « formation par le classement » pour savoir classer une doctrine, une œuvre, une œuvre d'art, une œuvre de science, une œuvre de technique, une œuvre de culture. C'est là, dit-il, une réforme du système d'enseignement, une réforme du système d'enseignement, une réforme du système d'enseignement. C'est là, dit-il, une réforme du système d'enseignement, une réforme du système d'enseignement, une réforme du système d'enseignement.

Les maîtres devraient être recrutés à partir de l'étude de cas concrets (...). En contact avec des personnes engagées dans la vie professionnelle ou sociale. Le rapport suggère d'intégrer à tous les concours de recrutement des professeurs de l'enseignement secondaire une « épreuve de culture orientée vers la connaissance sensible ». Il propose de créer des emplois de professeurs polyvalents d'initiation à l'art, de conseillers artistiques auprès des instituteurs, d'agents de liaison entre l'école et les autres « lieux culturels », de faire appel aussi au contingent, au moment, notamment, du retour en France des coopérants.

Constantin, enfin, qu'il est « très difficile de réformer le système d'enseignement de l'intérieur », il reste clair et qu'il est donc « impossible de le réformer de l'extérieur », le groupe propose de créer des « écoles du dehors », des « entreprises de formation (...) à cheval sur le système et sur l'extérieur ». Les « écoles du dehors » seraient financées par la taxe d'apprentissage, elle aussi réformée.

● M. Guy Pénne, doyen de la faculté de chirurgie dentaire de l'université Paris-VII, a reçu lundi matin 21 juin, au siège de cette faculté, 5, rue Garibaldi, M. Chemtob, ministre de la santé publique d'Israël.

JUSTICE

LE CAFETIER DE LA COURNEUVE MEURTRE D'UN JEUNE HOMME EST RENVOYÉ DEVANT LES ASSISES

La chambre d'accusation de Paris a renvoyé devant les assises de la Seine-Saint-Denis M. Louis Gasp, cafetier à La Courneuve, sous l'accusation de coups ayant entraîné la mort sans intention de la donner.

M. Gasp, patron du café le Harval, où il a tué le 5 mars 1971, de deux balles de pistolet, un jeune homme âgé de dix-sept ans, M. Jean-Pierre Huot. Ce dernier s'était montré très excité, M. Gasp avait voulu l'expulser de son établissement. L'adolescent avait alors brisé des verres, puis avait fait mine d'escalader le comptoir. En même temps, le commerçant s'était emparé de son arme et avait tiré.

Une lettre de M. Daniel Mayer sur l'instruction du dossier des GARI

Nous avons reçu la lettre suivante de M. Daniel Mayer, ancien président de la Ligue des droits de l'homme :

Le Monde daté 22-23 septembre 1974 a informé ses lecteurs de l'ouverture d'une information judiciaire contre un certain nombre d'hommes soupçonnés d'appartenir aux GARI (Groupes d'action révolutionnaire internationaliste) celui-ci se voyait attribuer toute une série d'actes, de la demande du garde des sceaux que le procureur général prie la Cour de sûreté de l'Etat d'avoir saisi du dossier un juge d'instruction, à la destruction d'édifices, de véhicules et d'objets mobiliers faits en relation avec une entreprise consistant à substituer une autorité illégale à l'autorité de l'Etat, détention d'armes et de munitions de guerre et usage de faux documents administratifs, tels étaient quelques-uns des griefs articulés contre les inculpés.

Or voici que, après une instruction qui n'a pas duré moins de dix-huit mois — et qui était cependant facilitée par la reconnaissance par les inculpés de la nature de leur geste, destiné, selon eux, à attirer l'attention de l'opinion sur les crimes du régime franquiste, — le procureur rédige un réquisitoire d'inculpation de la Cour de sûreté. Le juge d'instruction s'y conforme, et un nouveau juge est désigné, celui-là près du tribunal de grande instance de Paris, pour suivre, lui, cette affaire sur le plan de droit commun.

Cette lettre n'a pas pour objet de prendre la défense des accu-

A LA COUR DE CASSATION Le cas des distributeurs de journaux gratuits

La société Hebdo-Press, qui édite et diffuse dans différentes villes de France, et notamment à Dijon, sous le titre Hebdo, édition Dijon, des hebdomadaires contenant quelques informations locales et des annonces publicitaires, devra faire affilier à la Sécurité sociale, en qualité de salariés, les distributeurs qui assurent chaque semaine la diffusion gratuite de cette gazette.

Ainsi vient d'en décider l'assemblée plénière de la Cour de cassation, réunie sous la présidence de M. Marie-Danièle Moncault, premier président, mettant ainsi un point final au différend qui oppose depuis 1969 la société à la Caisse primaire d'assurance-maladie de la Côte-d'Or et à l'URSSAF de la Côte-d'Or.

La commission de première instance du contentieux de la Sécurité sociale de Dijon, saisie par la société Hebdo-Press, avait rendu, le 14 décembre 1970, un jugement disant qu'aucun lien de subordination n'existait entre la société et ses distributeurs non tenus, en conséquence, à l'affiliation à la Sécurité sociale. Ce fut également l'avis de la cour de Dijon qui confirma, le 20 octobre 1971, la décision de première instance en déclarant que les distributeurs étaient liés à la société par un contrat de mandat, les intéressés ayant toute latitude pour organiser leur travail à leur guise, un délai de trois jours leur étant simplement imparti chaque semaine pour effectuer leur distribution sans qu'une contrainte préalable de l'exécution de leur charge soit exercée par l'employeur et avec la faculté de se faire remplacer sans en informer Hebdo-Press.

Sur pourvoi de l'URSSAF et de la Caisse primaire d'assurance-maladie, l'arrêt de la cour de Dijon fut cassé le 31 janvier 1973 par la chambre sociale de la Cour de cassation, la constatation d'une relative liberté dans l'organisation du travail ne suffisant pas, seule, disait-elle, pour exclure l'autorité de l'entreprise sur l'employé et la dépendance de l'employé à l'égard de l'employeur.

Des contrats de louage d'ouvrage

La cour de Besançon devant laquelle le dossier fut renvoyé après cassation ne s'inclina pas devant la décision de la chambre sociale et statua le 20 février 1974 dans le même sens que la cour de Dijon en précisant toutefois qu'à son avis les contrats litigieux n'étaient ni des contrats de travail ni des contrats de mandat, mais des contrats de louage d'ouvrage caractérisés par une totale liberté du distributeur par le caractère forfaitaire de la rémunération ainsi que par l'absence de toute permanence et de toute stabilité dans le travail et même de toute obligation d'assiduité.

C'est cet arrêt de la cour de Besançon qui a été cassé à la cour de cassation, l'assemblée plénière. Celle-ci l'a cassé après avoir entendu le rapport du conseiller Zoussmann, les plaidoiries de M. Feignot dans l'intérêt de la société Hebdo-Press, et les conclusions de M. Orvain, avocat général.

La décision prise par l'assemblée plénière s'inscrit, comme le soulignait l'avocat général, dans le sens de l'évolution constante de la législation et de la jurisprudence depuis 1930, qui tend à assurer aux travailleurs une protection toujours plus efficace.

La haute juridiction a estimé en effet que l'indépendance, dans l'exécution d'un contrat, en raison de sa nature même, n'est pas exclusive du lien de subordination, lorsque s'agit d'un contrat profitable à l'employeur, poursuivi au sein de son organisation selon des directives générales imposées et impliquant une subordination d'employé à l'employeur selon l'article L. 241 du code de la Sécurité sociale.

Deux bulletins falsifiés du Loto national avaient été présentés par un joueur, M. Dab, à la manœuvre marocain, qui espérait percevoir 74,90 francs avec l'un et 34 118,50 francs avec l'autre. Mais le centre de paiement établi à rue Christophe-Columb, 18, contrôlant les deux billets prétendument gagnants par le Centre de traitement informatique de Mousy-le-Vieux et la supercherie fut découverte. Pour escroquerie, M. Dab, 41 ans, jugé en flagrant délit, a été condamné, mercredi 16 juin, à huit mois d'emprisonnement avec sursis et 1 000 francs d'amende selon l'article L. 241 du code de la Sécurité sociale.

INSTITUT PARIS-ESSONNE

Enseignement secondaire privé (mixte) de la Seconde aux Terminales

- bulletin hebdomadaire,
- orientation progressive en cours de seconde,
- période d'adaptation en septembre.

20-26, rue Marie-Stuart 75002 PARIS - Tél. : 233-66-72

(Publié)

Le REGENCY est une école liée à un hôtel situé face à la mer.

- Ouvert toute l'année.
- Pos de limite d'âge.
- Classe de 9 élèves en moyenne, 7 heures d'étude par jour.
- Ecole reconnue par le ministère de l'Education de Grande-Bretagne.
- Examens de Cambridge et Chambre de Commerce de Londres.
- Sauna, piscine couverte, discothèque.

REGENCY, RAMSGATE KENT, G.B.

Tél. THANEY 512-12 ou Mme BOUILLON

4, rue de la Persévérance, 95 EAUBONNE - France

Tél. 959-26-33 en soirée

Centre ISTH Centre AUTEUIL - TOLBIAC

Institut privé des Sciences et Techniques humaines

PRÉPARATIONS INTENSIVES JUILLET-AOÛT 76

Examen d'entrée à :

- 1^{re} A.P. fin d'AP et 2^e année
- Concours d'entrée à :

l'ENA

TAUX CONFIRMÉS DE RÉUSSITE DEPUIS 23 ANS

AUTEUIL 6, Av. Léon-Huguez, 75016 Paris - Tél. 224.10.72

TOLBIAC 83, Av. d'Italie, 75013 Paris - Tél. 586.63.97

(Publié)

COURS DE VACANCES 1976

Du 1^{er} au 30 août

Cours le matin - Sports l'après-midi (natation, tennis, équitation, etc.)

4^e et 5^e terminales - Tous les jours de 9h à 12h - Leçons sup.

Toutes inscriptions (vacances ou années)

COLLEGE PRIVÉ MIXTE DE 36140 LOURDOUX-SAINT-MICHEL

Fondé en 1840 - 400 m. alt. - CENTRE CULTUREL EUROPEEN

Tél. (16-54) 38-35-62

ÉTÉ 1976

Il reste quelques places sur les séjours d'enfants

A MORZINE (Haute-Savoie) ; EN ALLEMAGNE ; EN ANGLETERRE

Téléphones ou rendez-vous d'urgence au :

COMITÉ D'ACCUEIL FONDATION DU MINISTRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

88, bd Saint-Michel, 75006 PARIS - Tél. 326-60-97 et 325-11-61

RÉUNIS EN

les syndicats et les administrateurs opposés à une

C'est avec un grand intérêt que les syndicats et les administrateurs ont suivi les débats du congrès de la Fédération nationale des syndicats de la Haute-Normandie, qui s'est tenu à Alençon, le 18 juin, sous la présidence de M. Jean-Pierre Huot, ancien président de la Fédération nationale des syndicats de la Haute-Normandie.

Le congrès a été marqué par une série de décisions importantes, notamment la création d'un comité de liaison entre les syndicats et les administrateurs, et la mise en place d'un système de médiation pour résoudre les conflits entre les deux parties.

Les syndicats ont également obtenu la reconnaissance de leur rôle dans la gestion des affaires de la Haute-Normandie, et les administrateurs ont accepté de leur laisser une plus grande liberté d'action.

Le congrès a également abordé les questions de la formation des cadres, de la gestion des finances, et de la mise en place d'un système de contrôle interne.

Les syndicats ont insisté sur la nécessité d'une plus grande transparence dans la gestion des affaires de la Haute-Normandie, et les administrateurs ont accepté de leur laisser une plus grande liberté d'action.

Le congrès a été une étape importante dans la mise en place d'un système de médiation entre les syndicats et les administrateurs, et il a permis de clarifier les rôles de chacune des deux parties.

Le congrès a également abordé les questions de la formation des cadres, de la gestion des finances, et de la mise en place d'un système de contrôle interne.

Les syndicats ont insisté sur la nécessité d'une plus grande transparence dans la gestion des affaires de la Haute-Normandie, et les administrateurs ont accepté de leur laisser une plus grande liberté d'action.

Le congrès a été une étape importante dans la mise en place d'un système de médiation entre les syndicats et les administrateurs, et il a permis de clarifier les rôles de chacune des deux parties.

Des femmes-miracles

Les femmes-miracles, ces femmes qui ont su transformer leur vie en une œuvre d'art, ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

Les femmes-miracles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes, et elles ont été célébrées lors d'une manifestation organisée par le Centre de formation des journalistes.

A LA COUR DE CASSATION

des distributeurs de journaux

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire des distributeurs de journaux. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

niel Mayer ier des GARI

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire de niel Mayer. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire de niel Mayer. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

ESSONNE

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire de niel Mayer. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

IC PO

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire de niel Mayer. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

ENA

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire de niel Mayer. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire de niel Mayer. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire de niel Mayer. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

Le tribunal de Cassation a rendu son arrêt dans l'affaire de niel Mayer. Les syndicats ont obtenu gain de cause. Les distributeurs devront verser des indemnités aux journalistes. L'arrêt est une victoire pour les syndicats.

JUSTICE

RÉUNIS EN CONGRÈS A AIX-LES-BAINS

Les syndics et les administrateurs judiciaires ne semblent pas opposés à une réforme de leur profession

Aix-les-Bains. — C'est avec un sentiment de satisfaction que les syndics et administrateurs judiciaires se sont réunis samedi 19 juin, au terme du sixième congrès de leur association nationale, réuni à Aix-les-Bains. Les applaudissements qui ont salué, au cours de la dernière séance de travail, l'intervention de

M. Marcel Fautz, directeur des affaires civiles au ministère de la justice, ont montré que la voie choisie désormais par l'administration pour conduire une réforme du droit de la faillite et de l'administration judiciaire — et simultanément des fonctions qui s'y rattachent — est généralement bien acceptée.

De notre correspondant régional

qualités acquises devront être sanctionnées par un examen professionnel », a souligné M. Fautz. « Des hommes appelés à sauvegarder ce qui peut encore être dans des entreprises moribondes doivent être d'une qualité exceptionnelle ».

Intervenant longuement sur la réforme de la procédure collective, M. Antoine Chevrier a indiqué quels étaient les grands objectifs qu'il souhaitait voir retenus par le ministère de la justice : en premier lieu, une révi-

alors de la notion de cessation de paiements, qui est, selon lui, restrictive, inadéquate aux réalités économiques et aboutit, avec la loi de 1967, à des contradictions ; ensuite, une amélioration de l'intervention judiciaire, qui devrait permettre au tribunal de commerce d'établir un diagnostic plus précoce sur la santé des entreprises et aux débiteurs qu'il faille de ne pas tant redouter le recours judiciaire ; enfin, une réhabilitation de la masse des créanciers par un réaménagement des droits et des obligations de ces derniers et par une information plus complète.

BERNARD ELIE.

FAITS DIVERS

UNE JEUNE FILLE EST DÉCOUVERTE ASSASSINÉE DANS LE BOIS DE BOULOGNE

Le corps d'une jeune fille, entièrement nue et la gorge tranchée, a été découvert, dimanche 20 juin vers 23 heures, par un promeneur, dans un fourré du bois de Boulogne près d'une allée cavalière du Pré-Catelan.

La victime, qui paraît âgée de seize à dix-sept ans, a une taille moyenne et les cheveux blonde. Elle a été tuée d'un coup de couteau ou de rasoir et, selon les premières constatations, elle n'a pas subi d'autres violences. Pour les enquêteurs, le meurtre n'aurait pas été commis dans le bois, le corps de la jeune fille ayant probablement été transporté en voiture à l'entrée de l'allée cavalière et jeté dans le fourré voisin.

Cinq personnes ont été blessées, dont une grièvement, lors de heurts qui ont opposé, ce lundi 21 juin, vers 1 heure du matin, des militants du Parti des jeunes nouvelles et un groupe de jeunes gens, près du métro Châtelet, à Paris (4^e). Les membres

UNE PÉTITION EN FAVEUR DES GENDARMES DE BANDOL ET DE SAINT-CYR-SUR-MER CIRCULE DANS LES DEUX LOCALITÉS

Une pétition en faveur des gendarmes accusés de s'être livrés à des sévices sur des personnes qu'ils avaient interpellées circule depuis jeudi parmi la population de Saint-Cyr-sur-Mer dans le Var (le Monde daté 13-14 et 18 juin 1978).

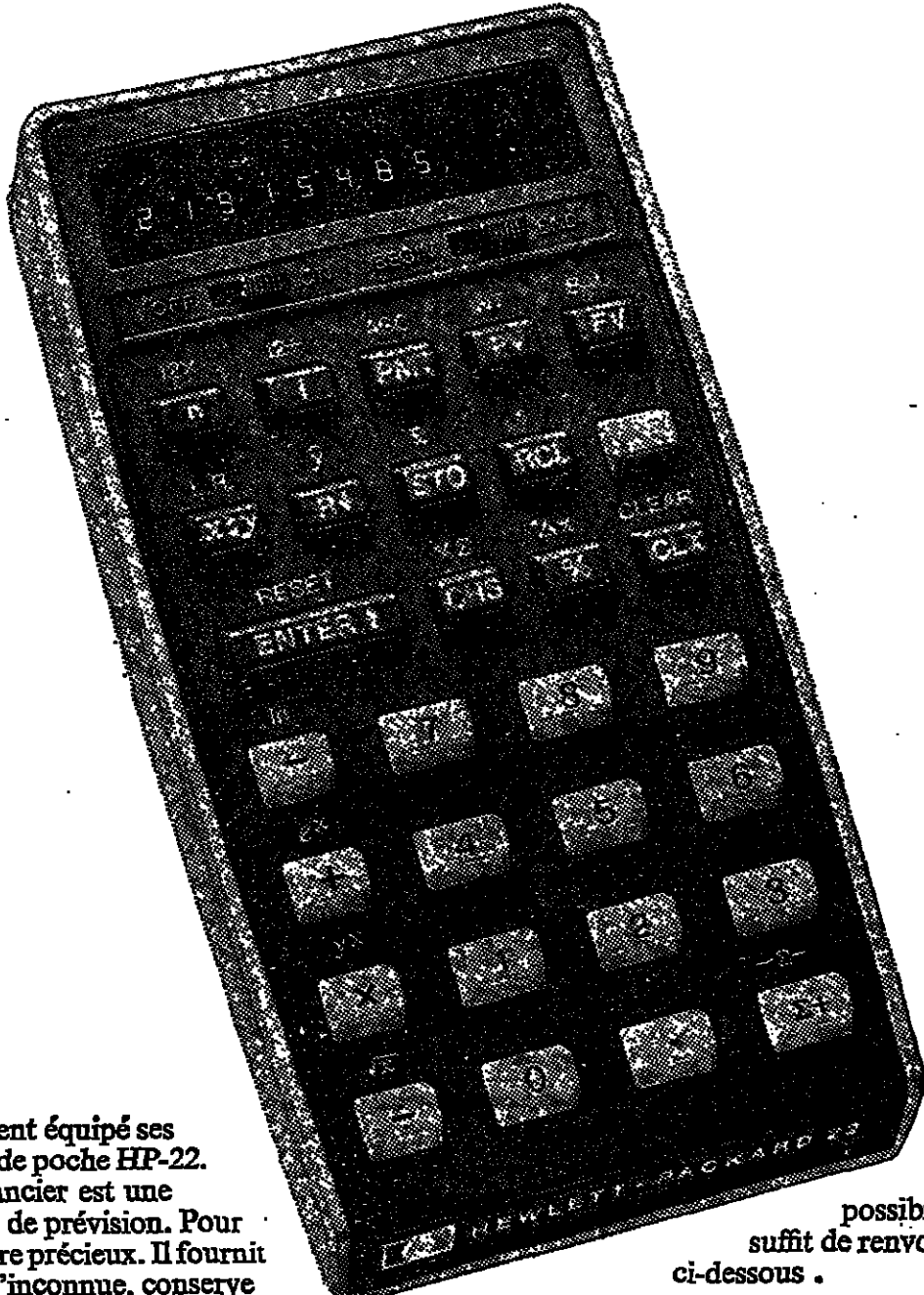
La population de Saint-Cyr a été profondément indignée, indique le texte de la pétition, par la campagne de presse et de télévision accusant de sévices et de brutalités les gendarmes de Saint-Cyr et de Bandol. C'est grâce à l'action courageuse de ces gendarmes qu'une bande de délinquants a pu être arrêtée. La population tout entière se félicite du calme et de

la sécurité retrouvés et affirme sa solidarité avec les membres des deux brigades de Saint-Cyr et de Bandol.

La pétition, qui a déjà recueilli de nombreuses signatures, sera envoyée au préfet de région Provence-Côte d'Azur, au préfet du Var et au procureur de la République de Toulon.

Vespa contre moto : trois morts. — Trois jeunes gens ont trouvé la mort à la suite d'une collision entre une Vespa et une motocyclette, vendredi soir 18 juin, à Six-Fours, dans le Var. D'autre part, le lendemain, deux des trois occupants d'une voiture qui avait dérapé pour une cause inconnue près du château de Vaux-le-Vicomte (Seine-et-Marne), sont morts sur le coup. Le même jour, à Mont-rabé, près de Toulouse, trois personnes ont été tuées dans un accident après que leur voiture se fût écrasée contre un arbre.

Voici l'un des 200 nouveaux auxiliaires de la BNP.



La B.N.P. a récemment équipé ses succursales de calculateurs de poche HP-22. La réussite d'un financier est une question de choix, de suivi, de prévision. Pour lui, le HP-22 est un auxiliaire précieux. Il fournit la solution quelle que soit l'inconnue, conserve toutes les données et les résultats intermédiaires, permettant ainsi l'enchaînement d'un problème à l'autre. Doté de 19 mémoires, le HP-22 résout instantanément tous les problèmes bancaires et financiers :

- actualisation, capitalisation ;
- taux actuariels, prêts personnalisés ;
- bons de caisse (intérêts précomptés ou postcomptés) ;
- établissement des tableaux d'amortissement ;
- statistiques bancaires, etc.

Si vous désirez en savoir plus sur les possibilités du HP-22, il vous suffit de renvoyer le coupon-réponse ci-dessous.

Bon à découper et à adresser à Hewlett-Packard France, Z.I. de Courtabœuf, B.P. n° 70, 91401 Orsay Cedex. Tél : 907 78.25.

Je désire recevoir votre documentation complète concernant le HP-22.

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Tél. _____

HP-22. Le calculateur qui a la confiance des banques.

HEWLETT  PACKARD

dans les entreprises et faire ainsi contrepoirde à la prépondérance du P.S. dans l'union de la gauche sur le terrain régional. Il n'y a qu'un pas que bien des dirigeants patronaux ont franchi.

Faut-il voir dans le récent conflit des métallurgistes de la Rochelle — qui a'est d'ailleurs toujours pas réglé — une illustration de cette analyse? Les dirigeants du C.N.R.F. le considère comme un des conflits sociaux les plus significatifs de ces douze dernières années. Ils ont même écrit aussi récemment la résistance du patronat à toute concession dans le domaine des salaires même quand les revendications présentées ont d'évidentes justifications.

Inamicale, parce que le député et maire craint, tout que toute l'agitation ne le desserve aux prochaines municipales. Ces drapeaux rouges, ces *Internationales* à répétition chantées autour du port, cela risque bien de coûter un petit million de voix. (...) « Si j'étais député, j'irais, j'irais, j'irais, j'irais, j'irais comprendre ce croché-pied. »

Gardez-moi de mes amis... Malheureusement, pour le député et maire, il est sans doute à La Rochelle une petite troupe plaine de malades qui font foin de tout ce langage révolutionnaire. Mais pour eux, attendre jusqu'aux législatives une augmentation de 150 F, cela leur paraît trop long. Peut-être parce qu'ils ont pris au pied de la lettre certaines paroles du député et maire, comme ça : *P.C.T. On ne peut tout de même pas arriver tous les conflits jusqu'aux élections*, aurait dit M. Georges Marchais à un interlocuteur qui le mettait en garde contre les retombées fâcheuses de l'incendie.

PIERRE-MAURIE DOUTRELANT.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

De notre envoyé spécial

conflict de façon maladroite et inamicale. » Maladroite, parce que leur soutien tardif et bruyant à la grève aurait fourni des arguments au patronat pour crier au complot, alors que, s'il en avait bien été ainsi, « le P.C. aurait agi avec une extrême discrétion ».

PRÉPARATION AUX DIPLOMES CESTAT
GESTION - COMPTABILITÉ - MARKETING

*préparer le D.E.C.S., c'est bien
préparer le B.T.S. de Distribution, c'est bien...*

... préparer les deux à la fois, c'est mieux !

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS
252.27.27 Documentation gratuite sur demande

En réalité, cet extraordinaire conflit ne procède ni de l'angélisme ni du manichéisme. L'énigme est à clefs multiples.

En cette mi-juin, le conflit en est déjà à sa troisième phase. Début avril, ce fut d'abord l'époque des débrayages tournants dans les neuf principales entreprises métallurgiques de La Rochelle. Seul Simca-Chrysler, préservé de

On travaille à cloche-pied

Depuis lors, les débrayages succèdent aux réunions. Sans s'en cacher, on traine les godillots, on travaille à cloche-pied. Plusieurs sociétés, dont Aisthom encore, ne tournent pas à moitié de la normale. Le patronat commence à parler de lock-out. Sans doute les vacances arriveront-elles à point. Simple trêve ? De l'avis même des responsables cégétistes, le conflit devrait reprendre dès la rentrée.

Pourquoi cette combativité des
métalleros rochelais ? Complet du P.C.,
M. Marchais a le bras long, accuse
d'une seule voix le patronat. Faut-il
lui faire l'injure de penser qu'il s'abuse
lui-même par cette faïble sur mesure ?
L'inégalité des salaires, la disparité des
conditions de travail entre La Rochelle
et les autres centres de la métallurgie
française : mieux vaudrait voir de ce

Traitement minimum mensuel d'un O.P. 2 travaillant aux chantiers navals : 837 F à La Rochelle, 2 517 F à Nantes, 2 287 F à Saint-Nazaire. Durée de la semaine de travail : quarante-deux heures trente-cinq à La Rochelle, quarante et une heures trente au plan national. Ecarts qui expliquent la croissance industrielle de la ville : « les sociétés ont choisi La Rochelle pour ses bas salaires », admet M. Michel Crépeau, député, maire radical de la ville. Ecarts qui motivent la tension actuelle.

« Aux Chantiers navals de La Pallice, le patron refuse même le principe d'une comparaison avec les sociétés équitables », dit un responsable cégétiste, tandis que M. Michel Crépeau déplore : « Nous ne sommes pas gâtés par le patronat de La Rochelle. Devant moi, parlant du conflit, un chef d'entreprise s'est exclamé : « Ils n'auront rien, ils plieront le genou, ils commanderont que la grève ne paie pas. »

Le boute-feu


L'incendie rochelais a donc trouvé un terrain fort propice, mais qui nuyait peut-être à la cause. De l'avis général, un noyau de métallos de la société Alsthom qu'on retrouvera deux mois durant aux points chauds du conflit ; lorsqu'ils bécotaient l'autorité la porte de plusieurs entreprises, quand ils obtiennent un vote sur la transformation des débrayages en grève générale ; et à chaque fois qu'eurent lieu des chahuts et quelques violences à la chambre patronale, à l'inspection du travail, contre les C.R.S. ou contre certains « petits chefs » le 9 juin à la reprise du travail.

La difficulté est de cataloguer ces gros bras ». M. Coury, préfet de la Charente-Maritime, finit par dire, fort péremptif et « en se gardant bien » de tout jugement de valeur : « Il s'agit d'une jeune génération d'ouvriers, plus maximalistes et en apparence plus communistes que leurs aînés. Ils ont une inscription assez proche des leurs, laquelle les responsables cégétistes, les lesquels furent tout d'abord en retrait dans un silence, au mieux mal conduit : « Les délégués du choc Aïthém ? Des jeunes surtout, dont certains communistes, très sympathisants. Des jeunes qui trouvent l'échéance des législatives bien trop glorieuse. »

La C.G.T. aurait-elle été débordée ? Une équipe neuve a justement pris les commandes des instances syndicales de Charente-Maritime. Des jeunes encore, désœuvrés, à mille lieues du permanent prodigé de la vieille C.G.T. (Lip est passé par là), des battants pressés de faire leurs preuves et qui, pendant l'essentiel du conflit, jusqu'à ce que la grève générale apparaisse totalement vaincue, se sont accommodés de la combativité du noyau de l'Alsthom. Peut-être l'ont-ils même aimé ?

Ces responsables sont-ils communistes ? Certains d'entre eux n'en font pas mystère. Ils auraient pu alors, pro-

titant du conflit, vouloir tailler quelques croupières au député et maire radical de gauche. Les élections municipales approchent. M. Crépeau « a décidé » d'offrir dix sièges de sa liste aux communistes. Ceux-ci pourraient bien en braver davantage. Et sans doute sont-ils



**"Ce qui diffère
internat**

Bien plus qu'

Siège central : New
Nassau, Paris, I

The difference between Chemical Bank and the other 5 international giants isn't money. It's personal service.

"Ce qui différencie la Chemical Bank des autres grandes banques américaines internationales, ce ne sont pas les capitaux. C'est le service personnalisé."

Bien plus que des capitaux. Dans toutes les langues. **CHEMICALBANK**

Succursale à Paris : 85, Avenue Marceau, 75116 Paris - Tél. : 720.74.30.
Siège central : New York, N.Y., Les Bermudes, Beyrouth, Birmingham, Bogota, Bruxelles, Buenos Aires, Caracas, Chicago, Djakarta, Dubai,
Edimbourg, Francfort, Hong Kong, les Anglo-Normandes, Londres, Madrid, Manille, Mexico, Milan, Monrovia,
Nassau, Paris, Rio de Janeiro, Rome, San Francisco, Sao Paulo, Singapour, Sydney, Telpéh, Téhéran, Tokyo, Toronto, Vienne, Zurich.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

process brasserie

BSN-Gervais Danone, leader sur le marché français de la bière, recherche pour Kronenbourg, un Ingénieur Développement International. Rattaché au Directeur du Département Process et Contrôle Qualité, il devra, pour chaque projet de licence et franchise :
- réaliser un diagnostic et définir un avant-projet technique;
- approuver l'offre d'entreprise générale et valider les plans d'exécution techniques;
- vérifier le montage des ateliers de fabrication et conditionnement et les mettre en route.
Cet ingénieur aura également pour mission le contrôle et l'assistance technique des usines sous contrat. Ce poste, à pourvoir à Strasbourg, intéresse un ingénieur (ENSIAM, ESN, Agri...) disposant d'une expérience d'au moins 3 ans en fabrication de bière; un complément d'expérience en engineering de brasserie et de conditionnement de liquide est souhaitable.
Anglais lu et parlé indispensable.

Adresser votre candidature avec C.V. détaillé, sous réf. D 07, à
Daniel HARTOUP,
BSN-Gervais Danone,
126730, rue Jules Guesde
92302 LEVALLOIS-PERRET.

bsn.gervais danone

importante société (500 personnes)

leader mondial dans sa spécialité, implantée dans les ALPES DU NORD, recherche pour un de ses départements
1 INGENIEUR PRODUITS NOUVEAUX
Le candidat devra posséder :
- une solide culture technique;
- une expérience d'environ 5 ans dont une partie en Bureau d'Etudes;
- une connaissance des matières plastiques et procédés de mise en œuvre;
- l'habitude d'intégrer les facteurs de marché dans une démarche de recherche;
- forte capacité d'innovation.

Le poste doit évoluer progressivement vers la responsabilité d'une section "Etudes Long Terme" rattachée à la direction du département. Il conviendrait particulièrement à un candidat ayant déjà l'expérience des nouveaux produits de grande consommation à caractères techniques et esthétiques (par ex. électroménager - accessoires auto).
Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions sous le N° 508 à IFPA - 36, av. du Maréchal Randon - 38000 Grenoble discrétion absolue et réponse assurée.

marketing

Filiale française d'un important groupe chimique européen recherche un jeune diplômé d'ECOLE COMMERCIALES (E.N.C., E.D.E.C., E.C.E.C., E.C.E.C.) pour pourvoir au poste :
● Rattaché au Directeur Général, il assiste fonctionnellement les Directeurs de vente «branches produits de grande consommation et produits industriels, pour la planification, la planification, la publicité.
● Il est en relation étroite avec les départements Marketing de la Société mère pour informer et être informé de l'évolution des produits et participer à leur développement.
● Pour un homme jeune, débutant, de formation commerciale Supérieure : Grandes Ecoles et/ou Sciences Eco. possédant parfaitement l'Allemand et/ou l'Anglais.

Pour inf. compl. Ecrire sous réf. 3276 B, à
Gérard STIKER CFF I.O.R.S.
Centre Vauban
201, rue Colbert
69000 LYON

ORES
GROUPE BOSSARD

LABORATOIRES RIKER

recherchent pour leur Centre de Recherche à PITHIVIERS (Loiret)
UN INGENIEUR CHIMISTE
Niveau Doctorat pour synthèses laboratoires pilotes et mise au point industrielle.
UN PHARMACIEN
OU
UN INGENIEUR CHIMISTE
pour poste de Chimiste et d'Analytique. Quelques années d'expérience nécessaires.
UN INGENIEUR CHIMISTE
OU
PHARMACIEN
pour poste de Biochimie. Niveau Doctorat. Connaissance de l'anglais indispensable. Récompensation en fonction de la qualification et du poste. Avantages sociaux, prime de vacances, 13^e mois, cantine, participation, journées continues.
Adresser C.V. détaillé et photo à LABORATOIRES RIKER, av. du 11-Novembre, 45300 PITHIVIERS.

La Société d'Etudes de Participation et de Développement réalisateur de la station de sports d'hiver de FLAINE

UN SECRETAIRE ADMINISTRATIF

Le candidat (ou la candidate) résidera à Paris
Il aura une formation juridique et commerciale (BUP, de Co, Licence en Droit ou en Sciences Économiques...)
Il aura une bonne expérience du droit des sociétés, de la législation immobilière, des problèmes de contrats d'assurance.
Il aura une expérience professionnelle dans ces domaines, d'au moins 5 ans, dans une grande entreprise.
Il parlera et écrira couramment une langue étrangère, allemand ou anglais.
Il adressera sa candidature et son curriculum vitae à :

SEPAD

7, rue de Villeneuve, 75007 PARIS (8^e arrondissement M. COSTE)

deux attachés commerciaux

pour développer les ventes à l'exportation des cylindres acier et fonte, destinés notamment aux industries Soudo-Industrielles et Chimiques

Poste A : Responsable d'une zone couvrant : RFA, BENELUX - Pays de l'Est
Poste B : Responsable d'une zone couvrant : l'Amérique et l'Afrique
Lieu de travail : SAINT-ETIENNE

Pour ces postes, nous recherchons des candidats diplômés d'une Grande Ecole Commerciale (HEC, ESC, ESCP), débutants ou avec quelques années d'expérience du commerce international des biens industriels. Nous leur assurons la formation nécessaire aux aspects techniques de leur poste.

Ces postes exigent : des candidats bilingues : Allemand pour le poste A, Anglais pour le poste B, ayant un excellent contact humain, une grande capacité d'adaptation et le goût des voyages.

Adresser lettre manuscrite, C.V. avec photo à : Direction de la Direction des Ressources Humaines DELATTRE-LEVYER

Tour Fiat
92084 Paris - La Défense
cedex 16

Nous sommes l'un des premiers transformateurs français de verre plat. Notre progression nous incite à poursuivre notre diversification, et donc à créer un poste de

RESPONSABLE DE MARKETING

80.000 F annuel

En tant qu'adjoint du Directeur Commercial, le candidat devra :
- concevoir la politique commerciale de la firme, en tenant compte des besoins du marché et de la concurrence;
- définir les objectifs de vente et les moyens de les atteindre;
- organiser et contrôler l'activité commerciale;
- assurer la liaison entre le service commercial et les autres services de l'entreprise.
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année 1976. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire (Bac + 3 ou 4) et avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine du marketing.
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année 1976. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire (Bac + 3 ou 4) et avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine du marketing.
Ecrire à EREL CONSEIL s/réf. 908/A 76, B.P. 681, 57011 METZ CEDEX qui transmettra.

DIRECTEUR REGIONAL DES VENTES

BASE A STRASBOURG

NOTRE GROUPE : Un grand nom dans le second œuvre du Bâtiment. 7 unités de production en France et à l'étranger. Une gamme de produits adaptée à la demande du marché.

LE DIRECTEUR REGIONAL que nous recherchons est UN MANAGER capable de mettre en œuvre par son action personnelle ainsi qu'à travers de l'équipe de son équipe (des personnes dont il dirige) une stratégie commerciale offensive en vue de renforcer notre pénétration sur les 8 départements de l'Est.
Sa personnalité et son sens des affaires lui permettront d'entretenir des relations suivies dans les milieux professionnels (ingénieurs, architectes, etc.).
Le poste est à pourvoir à la fin de l'année 1976. Le candidat devra être titulaire d'un diplôme de niveau universitaire (Bac + 3 ou 4) et avoir une expérience professionnelle de 3 à 5 ans dans le domaine du marketing.
Si vous vous sentez concernés par ce poste passionnant et si vous voulez en savoir plus, adressez votre curriculum vitae sous réf. 2306 à notre Conseil qui vous garantira une totale discrétion.

20, Avenue de la Paix
67000 STRASBOURG

GABINET D'ORGANISATION IMPLANTATION NATIONALE

recherche pour sa direction du NORD DE LA FRANCE

RESPONSABLE

capable d'animer une équipe pluridisciplinaire (Informaticiens, Techniciens, Marketing).
Adresser C.V. détaillé et photo, n° 6432, CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

responsable gestion de production

Le Directeur d'une entreprise spécialisée dans le carton ondulé et dont le chiffre d'affaires doit doubler dans les années à venir propose une carrière évolutive à un ingénieur de 30 ans minimum intéressé par la gestion de production. D'abord responsable des approvisionnements en papier et du lancement des fabrications, il sera ensuite chargé de l'ensemble de la production y compris la supervision des fabrications. La réussite dans ces fonctions doit conduire ultérieurement à un poste de Direction.
Le poste est à pourvoir dans une région arable à 120 kms au Nord-Est de Paris.
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 2586/M (à mentionner sur l'enveloppe) à M. PERICH, Responsable Branche Industrielle.
Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

importante société de CONSTRUCTION MECANIQUE

en pleine expansion crée un nouveau poste dans son usine située près d'ARRAS
**INGENIEUR
CADRE SUPERIEUR
BUREAU D'ETUDES**

chargé plus spécialement développement nouveaux produits et standardisation.
Ce poste conviendrait à un diplômé A.M. I.N.S.A., I.D.N. ou similaire ayant au moins 5 ans d'expérience mécanique et chaudronnerie.

Ce poste, doté d'une rémunération intéressante est disponible immédiatement, mais une entrée en fonction ultérieure peut être envisagée.
Il sera répondu à toute lettre manuscrite accompagnée C.V. détaillé et indiquant derniers émoluments perçus, adressée à :
B.E.O. (référence 523), 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS.

Chef Comptable

Nous sommes une très importante société de distribution basée dans le Sud-Est. A la suite de notre expansion et de la promotion du titulaire, nous recherchons un chef comptable qui supervisera la comptabilité générale et le contrôle, participera à l'élaboration des budgets et à leur suivi, assurera les opérations bancaires.

Ce poste sera confié à un homme de 30 ans au moins, d'un niveau DECS, jeune mais ayant la PERSONNALITE d'un responsable pour une équipe de 35 personnes environ, allié à un bon sens des relations humaines tant vis-à-vis de ses collègues que de la direction.

Sa formation sera assurée. Une expérience des possibilités et des limites de l'informatique sera appréciée.
Nous offrons le statut cadre et un salaire qui sera fonction des aptitudes du candidat retenu.

Les entretiens se dérouleront à Paris et dans le Sud-Est.
DOCUMENTATION SUR POSTE AUX CANDIDATS INTERESSEES
Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, salaire actuel et photo (rue) ss réf. 3006 84, r. des Petites Écuries, 75010 PARIS
APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

saci

GROUPE IMMOBILIER DE PREMIER PLAN recherche pour son

Cadre Commercial

sous l'autorité du Directeur d'Agence il aura la responsabilité directe de la vente de programmes pouvant comporter bureaux, logements et commerces :
- étude du produit;
- définition des moyens publicitaires;
- commercialisation.
Expérience minimum nécessaire :
- 2 ans de vente dans l'immobilier.

Adresser C.V., photo et prétentions de rémunération à la :
DIRECTION DU PERSONNEL
50, avenue Daumesnil, 75012 PARIS.

LA FONCTION RECRUTEMENT

Nous recherchons pour la DIVISION CADRES DE LA DIRECTION DU PERSONNEL de notre GROUPE :
UN PSYCHOLOGUE capable de prendre en charge

Sa mission comportera le recrutement des cadres pour les différentes filiales. Nous attendons de ce responsable l'étude et la réalisation d'une véritable politique en la matière : pour ce faire il définira les besoins de façon prévisionnelle avec les Directeurs concernés et les conseillera. Il mettra en place les moyens qu'il estimera les plus appropriés pour recruter les candidatures qu'il recherchera. Il sera chargé de la gestion prévisionnelle du personnel et de la mise en œuvre de la politique de recrutement. Nous souhaitons par ailleurs que cet homme de relations humaines puisse animer ou co-animer certains séminaires de formation interne en liaison avec la responsabilité de ce service.

Adresser C.V. + photo + prétentions sous référence 6-56-02 à Philippe Duquesne
Division Cadres
57 rue de Valenciennes
59100 ROUBAIX

La Redoute

Henkel

HENKEL FRANCE (2 usines, CA 680 millions de F.) filiale d'un groupe chimique européen, ayant une grande réputation de produits de grande consommation (X-Tra, Mir laine, gamme cosmétique à Fas) et de produits industriels (colles et adhésifs, produits minéraux, détergents...) crée l'implantation régionale de son jeune département

traitement des eaux

et recherche sur la région NORD (Lille) et la région EST (Nancy)

ingénieur commercial

Grande École ou diplôme universitaire de Chimie, ayant une première expérience réussie de la vente pour pouvoir diffuser ses produits et matériels auprès d'une clientèle industrielle (sidérurgie, pétrochimie...)
Stage de formation : 3 mois.
Le salaire fixe du salaire de départ ne sera pas inférieure à 60.000 F - véhicule fourni + frais.
Connaissance de l'allemand appréciée.
Ecrire avec CV détaillé ss réf. 10.834 M
plein emploi
10, rue du mail PARIS 2ème

importante société mécanique FRAN-CAISE RECHERCHE POUR SON SECTEUR LE DIRECTEUR GENERAL D'UNE DE SES FILIALES (GRANDE VILLE REGION RHONE-ALPES)

JEUNE INGENIEUR RESPONSABLE DES VENTES

CE POSTE IMPLIQUE :
● 5 ans environ en milieu industriel et une expérience de la vente des produits industriels.
● la prise en charge des négociations commerciales avec une clientèle constructeurs automobile ou secteur proche.
POSTE INTERESSANT ET POSSIBILITES D'EVOLUTION DE CARRIERE DANS LE GROUPE.

Ecrire sous référence LS 548 CM
4, rue Massenet, 75016 PARIS.
DISCRETION ABSOLUE

TEXUNION Groupe DMC

dans le cadre de sa DIVISION RECHERCHE à LYON recherche un

Chef du Département Maille

Ayant pour objectif de développer l'activité commerciale d'un secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

Spécialiste "Maille"

35 ans minimum, pouvant justifier d'une expérience approfondie de DIRECTION COMMERCIALE en ce domaine.
Au surplus, il aura animé les hommes, possédé une expérience de gestionnaire, et connaît les possibilités des langues étrangères.
Les dossiers de candidatures - sous Réf. M. 1188 à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10 rue de la Paix, 75002 Paris.

jeunes ingénieurs commerciaux

PARIS ET LES GRANDES VILLES DE PROVINCE

Cette offre s'adresse aux diplômés de l'Enseignement Supérieur technique, scientifique ou de gestion, hommes ou femmes à la recherche d'un premier emploi.
Après une période de formation adaptée à chaque individu, nous leur proposerons un métier actif qui leur permettra de mettre en pratique leurs connaissances théoriques. Par notre politique de formation permanente, nous leur permettrons d'être constamment au fait des évolutions techniques dans un secteur de pointe.

Pour faire acte de candidature, env. lettre man., CV, photo s/réf. 6237 C à
OZ organisation et publicité
114 rue de Valenciennes 75010 PARIS

offres d'emploi

INFORMATIQUE

SYSTEMES de PRODUCTION

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

ingénieur électrotechnique

grande école

importante société de CONSTRUCTION MECANIQUE

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

ingénieur informaticien

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

cadre supérieur

recherche pour son secteur d'activité TISSUS MAILLE UNIS et FANTASIE, ce cadre ne peut être qu'un

سكز من الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi



CIE D'EXPLOITATION DES SERVICES AUXILIAIRES AERIENS
recherche d'urgence
dans le cadre
de son expansion

pour son département technique

Un ingénieur

dont le rôle sera de collaborer :
• à l'étude, à la conception et à la réalisation de nouvelles unités de restauration industrielle ;
• au suivi technique des unités existantes.
Formation exigée :
Arts et Métiers ou équivalent, expérience en engineering bâtiment ainsi qu'en conception et réalisation d'unités de restauration.
ANGLAIS INDISPENSABLE.

Envoyer C.V., photo et prétentions à :
SOCIÉTÉ SERVAIR - Direction du Personnel,
34, rue de la Fédération - 75015 PARIS



ELECTRO-MENAGER TELEVISION - HI-FI

recherche

assistant audit interne

• Diplômé école commerciale ou équivalent
• 1 à 2 ans d'expérience exigée dans une fonction similaire dans un cabinet d'audit anglo-saxon, ou dans un poste d'organisation administrative et comptable
• Libre rapidement.

Adresser lettre, C.V. et rémunération demandée au Directeur du Personnel et des Relations Sociales, 123-155 avenue Gallieni 93140 Bondy

LEVER PARIS

(Filiale du Groupe UNILEVER)

Nous sommes une Société spécialisée dans des produits de marque tels que :

OMO, PERSIL, SKIP, CORAL, LUX, SOLEIL, CAJOLINE, CIF, SUN, VIGOR ...

Nous recherchons pour notre

DEPARTEMENT MARKETING
(GESTION DE PRODUIT, PROMOTIONS, VENTES)

DES JEUNES DIPLOME(E)S

DES GRANDES ECOLES COMMERCIALES (HEC, ESSEC, ESCP, MBA ...) OU SCIENTIFIQUES (X, ECP, MINES ...) avec formation complémentaire de gestion, ou de l'Université (Doctorat de Gestion).

NOUS OFFRONS :
- une initiation rapide aux méthodes modernes de commercialisation
- une formation pluridisciplinaire
- un travail stimulant dans une équipe chaleureuse, professionnelle et dynamique
- un développement de carrière ajusté aux performances individuelles
- des possibilités d'expériences internationales.

LES CANDIDAT(E)S RETENU(E)S DEVRONT :
- avoir de l'initiative, de la ténacité et de l'imagination
- avoir le sens des contacts humains et savoir s'intégrer à un effort collectif
- être prêt à assumer la responsabilité d'un centre de profit
- connaître l'anglais.

ADRESSEZ VOTRE CANDIDATURE

avec curriculum vitae manuscrit accompagné d'une photo (Référence 117/8) à

DEPARTEMENT CENTRAL DU PERSONNEL
UNILEVER FRANCE

8, Avenue DELCASSE - 75008 PARIS.

VOUS SEREZ RAPIDEMENT INFORME (E) DE LA SUITE QUI LUI SERA DONNEE.



compagnie générale d'informatique

société de conseil en informatique de gestion
offre carrière

analyste-programmeur

à débutants

• ayant au moins 2 années d'études scientifiques après le baccalauréat
• libérés de leurs obligations militaires

les candidats engagés recevront une formation aux techniques de la CGI (CORIG, PAC)

envoyer C.V., photo à madame jamet
cgl, 84 rue de grenelle 75007 paris

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE PRODUITS ALIMENTAIRES

C.A. 120 millions (effectif 450 personnes)

cherche pour son

DEPARTEMENT MARKETING

UN CHEF DE PRODUIT

PROFIL :
Diplômé de l'enseignement supérieur commercial : HEC, ESSEC, Sup. de Co ou d'une école d'ingénieurs avec une formation complémentaire (IAE, ISA, ISSEC).

Avant une expérience de 2 à 3 ans des Techniques Marketing et si possible de la vente.

FONCTIONS :
- Sur le plan Marketing, en charge d'une LIGNE DE PRODUITS DESTINÉS AUX BOULANGERS PATISSIERS et aux COLLECTIVITÉS
- Sur le plan commercial, responsable de l'EQUIPE DE VENTE COLLECTIVITÉS DE LA RÉGION PARISIENNE.

Env. lettre man. avec C.V., photo et prêt. n° 62.948
CONTEXTE Publ. 20, av. Opéra, Paris (1^{er}), qui tr.

INGENIEURS D'AFFAIRES

Société d'ingénierie nucléaire en forte expansion cherche pour son service Réalisations plusieurs ingénieurs.

Leurs missions : coordonner les études, la fabrication, le montage sur sites, être responsable du budget et du planning, assurer les relations avec notre client.

Une expérience d'environ 10 ans est demandée. Il serait souhaitable qu'elle ait été acquise, au moins partiellement, dans le domaine de la mécanique lourde et du suivi d'affaires.

Ecrire à No 63.743 Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

Le groupe I.I.C. est une organisation internationale spécialisée dans le domaine des investissements. Pour le marché français nous désirons entrer en contact avec des

AGENTS INDÉPENDANTS

pouvant travailler dans la région de Paris. La période des congés peut être fixée d'un commun accord

Veuillez adresser votre candidature, écrite à :



M. A. CASTANEDA
39, rue des Petits-Champs,
75001 PARIS.

100.000 F/AN MINIMUM

BANLIERE PARISIENNE RESIDENTIELLE

JEUNE INGÉNIEUR DES MINES

DIRECTION DES EXPLOITATIONS DE CARRIÈRES SOUTERRAINES
Leader sur notre marché : 6 % de la production mondiale, intégré dans une société de 500 personnes, 120 millions de C.A., nous faisons partie d'un Groupe Industriel français très important.

Rattaché au D.G.A., l'ingénieur engagé sera responsable de la gestion et de l'exploitation de deux carrières souterraines situées en région parisienne. 1.200.000 tonnes/an, 75 personnes. Il devra faire face aux problèmes posés par les augmentations de production, en veillant à assurer l'accroissement de la rentabilité de cet ensemble. Il sera très associé à la vie de notre société, par sa participation à divers Comités de Direction.

Ces fonctions conviennent à un Ingénieur des Mines, possédant quelques années d'expérience d'exploitations souterraines hautement mécanisées, ayant eu des responsabilités de commandement et familiarité avec les méthodes de gestion industrielle modernes. Age : 25 ans minimum.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé à R. VERDET, sous référence 71.371/M, SELE-CEGOS, 33, quai Gallieni, 92183 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

C.E.S.M.A.

Centre d'Etudes Supérieures des Techniques du Management
• Contrôle de Gestion
• Marketing

VOIR ANNONCE page 36.

LEASING EXPORT

PARIS F 100 000 +

La filiale leasing européenne d'une très importante banque américaine, en pleine expansion, souhaite s'implanter en France et crée le poste de Marketing Representative. Dépendant directement du Marketing Manager Europe mais travaillant seul dans un premier temps, il aura pour mission principale d'assurer le démarrage et le développement des activités de leasing-export. Il sera chargé de tous les contacts avec les clients de la banque et prospects. Il étudiera et proposera des solutions aux financements d'actif. Homme clé du développement, il assurera la liaison permanente avec les clients et étudiera toute possibilité de développement des opérations de leasing à l'exportation dans un premier temps puis sur la France.

Ce poste stimulant s'adresse à un candidat âgé de 25 ans minimum, possédant une formation supérieure en finances et connaissant parfaitement l'anglais. Il aura une expérience d'environ 5 ans acquise dans une banque internationale ou dans une société de leasing et maîtrisera parfaitement les techniques de leasing. De solides qualités humaines, d'autonomie, de dynamisme, de jugement, du sens de la négociation et des responsabilités sont requises. Ce poste offre de réelles chances de développement de carrière pour un candidat de valeur.

R.E. : F 4301
Adresser C.V. détaillé, en spécifiant la référence, à G.-C. FULCONIS,
Tour Maine-Montparnasse,
33, avenue du Maine,
75755 Paris Cedex 15.
Discrétion absolue.

Marque internationale de produits de soins et d'hygiène recherche

CHEF DE PRODUIT

ayant plusieurs années d'expérience produits grande consommation/distribution.

Ce poste convient à un cadre doté d'un esprit d'analyse et de synthèse,
• qui maîtrise les données marketing (études, panels, gestion produit, politique de prix, promotion, communication)
• qui a déjà l'expérience de la vente et du travail Agence.

Une formation commerciale supérieure et la pratique d'une langue étrangère sont souhaitées.

Envoyer C.V. manuscrit, photo récente à :
Ted Bates, 3 rue Bellini - 92806 Puteaux, à l'attention de Mme Tourchon qui transmettra.

grande distribution

Pour superviser ses supermarchés Outre-Mer, un GROUPE INTERNATIONAL engage des Diplômés d'Etudes Supérieures, bons gestionnaires et créatifs, ayant déjà une expérience de la distribution.

Ils jouiront d'une grande autonomie sur le secteur géographique qui leur sera confié tout en bénéficiant de l'assistance de services centraux et en appartenant à une équipe jeune, dynamique, mobile.

Les postes sont à pourvoir dès septembre 1976. Basés à PARIS, ils nécessiteront de fréquents déplacements, en Afrique principalement. La pratique de l'anglais est souhaitée.

Nous avons confié aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP le soin de réunir les candidatures. Ecrivez-leur sous référence 10203-M.



EUREQUIP

B.P. 30 - 92420 Nanterre

Canon
ANALYSTE DE GESTION

Devant le développement considérable de l'Entreprise, la Direction Générale souhaite renforcer ses structures de gestion. Pour cela, elle recherche un assistant pour les problèmes financiers et de gestion.

Il est en relation immédiate et permanente avec la Direction Générale. Il participe avec chaque Direction à l'élaboration des budgets, les regroupe et en assure le suivi. Il tient le tableau de bord et assure les missions particulières et ponctuelles qui lui sont confiées (préparation des dossiers...). C'est un homme encore jeune, même débutant, de formation supérieure type E.S.C., I.S.A., D.E.C.S. Il maîtrise bien les problèmes de budget. Il apprécie l'étude mais est à l'aise dans les contacts. Le poste a du devenir, l'évolution de la Société en étant la meilleure garantie.

La rémunération de départ sera de l'ordre de 50 000 F/an.

Lieu de travail : Le Blanc Mesnil (93)

Les personnes qu'intéresse cette proposition sont invitées à adresser leur dossier sous référence CG 668 à SEFOP qui les en remercie.

7 rue Lincoln, 75008 PARIS.



IMPORTANTE SOCIÉTÉ EQUIPEMENTS SCIENTIFIQUES rech.

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL
Formation I.E.S.A. ou équiv.
Connaissance méthode d'analyses par rayons X

Il sera chargé de prospecter clientèle universitaire et industrielle. Déplacements fréquents après formation. Fixe important + intéressement aux résultats.

Ecrire en adr. C.V., photo et prêt. à n° 61.590 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01.

Société de Distribution recherche pour travail sur M 250 (131 K, système OS, 2000 litres/min.)

RESPONSABLE D'EXPLOITATION

Env. C.V., photo, prêt. à Gagni, 59, r. d'Amsterdam, 75008 Paris.

Clinique chirurgicale rech. INFIRMIÈRE-PANSEUSE diplômée. Poss. logement calistair. 40 h. 1 week-end sur 2. Ecr. C.V. à A.D.M.T. 1720 TOURNAN

Importante Société de Nutrition Animale

ufac

RECHERCHE

Jeune Cadre Commercial ATTACHÉ AU SERVICE EXPORTATION

ayant expérience alimentation animale et aptitudes commerciales. Langue allemande indispensable, autre langue appréciée. Voyages fréquents. Lieu de travail : région parisienne.

OFFRE

situation assurant bonne formation, laissant initiatives et possibilités de promotion pour candidat dynamique.

Ecrire n° 7081, « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75007 Paris-9, qui transmettra.

Recherchons

DIRECTEUR D'USINE

POUR ENTREPRISE MOYENNE IMPORTANCE BANLIERE EST PARIS

Préférences accordées à candidat possédant connaissances approfondies en gestion, comptabilité et législation sociétés.

Adr. C.V. n° 6044 à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois 75003 PARIS CEDEX 03, qui transmettra.

COMPTABLE

SOCIÉTÉ COMMERCIALE PRODUITS CHIMIQUES Métro GEORGE V

Homme 27 ans minimum pour lui confier le suivi des comptes clients - fournisseurs, les déclarations fiscales et sociales, l'établissement du bilan avec l'aide d'un expert-comptable. Il doit avoir une formation de niveau BT ou BTS et une expérience professionnelle d'au moins 3 ans de préférence dans les transports ou l'export.

Téléphoner pour Rendez-vous 292.04.19 ou adresser C.V. et prétentions sous réf. 2897



82, Bd Malesherbes 75008 - PARIS

demandes d'emploi

BANQUE DE GROUPE
cherche

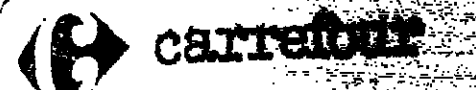
RESPONSABLE COMPTABILITÉ BANCAIRE

Expérimenté

5 ans de pratique bancaire, avec établissement bancaire de référence. C.V. de référence BANC

Envoyer C.V. et photo à :

EMPLOIS & CARRIÈRES
30 rue Vernet 75008 PARIS



DIRECTION GÉNÉRALE RECHERCHE

ADJOINT

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

Le candidat devra avoir une expérience de 10 ans minimum dans une fonction similaire, être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

Le candidat devra être capable de gérer un service administratif et de coordonner les activités de la direction.

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

L'INTROUVABLE RÉUNIFICATION DES DEUX NORMANDIES

QUESTION ...

POUR TENIR TÊTE À PARIS

Faut-il, peut-on réunifier la Basse et la Haute-Normandie ? La coopération inter-régionale prévue par la loi de juillet 1972 suffit-elle ? Ces questions sont débattues ce lundi 21 juin à Caen où se tient une réunion des bureaux des deux assemblées régionales concernées. M. André Bettecourt, président du conseil régional de Haute-Normandie (Rép. ind.) dit ce qu'il en attend :

Le problème de la réunification de la Normandie s'est posé dès la mise en place des institutions régionales. C'est ainsi que le conseil général de l'Eure avait souhaité la création d'une grande région normande, pour éviter un dialogue avec la Seine-Maritime, dont le poids démographique est jugé par certains trop important.

Malgré de nombreuses tentatives de rapprochement, des points de divergence demeurent, comme, par exemple, le choix de la capitale régionale. Et il semble difficile, actuellement, de faire évoluer les positions. Si cette fusion s'avère, pour le moment, impossible, nous devons cependant donner à deux régions les moyens de travailler ensemble sur des préoccupations communes. C'est pourquoi nous avons tenté de rapprocher les deux régions normandes, dans le cadre tracé par le décret du 22 novembre 1974, relatif à la coopération inter-régionale. C'est ainsi que, dans un premier temps, le président du conseil régional de Haute-Normandie et moi-même avons organisé une réunion inter-régionale, à Villerville, le 15 novembre dernier, qui avait pour objet d'étudier les conditions d'application du décret de novembre 1974 sur les associations et ententes possibles entre les régions.

A l'issue de cette réunion, il a été envisagé de tenir, à Caen, une conférence inter-régionale sur l'étude des problèmes posés par l'aménagement de l'estuaire de la Seine, car il s'agit d'une question qui concerne de très près les deux Normandies.

Cette proposition a reçu l'accord des assemblées régionales lors de leur session de janvier dernier. Il sera proposé aux participants à cette réunion, ce 21 juin, de donner leur approbation à la mise à l'étude d'un schéma d'aménagement et d'utilisation de la mer (SAUM), instrument de mise en valeur de l'estuaire, et plus particulièrement de l'estuaire de la Seine, où de nombreux problèmes d'industrialisation, d'environnement, d'urbanisation, se posent et concernent tant la Haute que la Basse-Normandie. Les élus sont également amenés à se prononcer sur la participation des établissements publics régionaux au financement de cette étude et sur la désignation de représentants des établissements publics régionaux au conseil d'orientation du SAUM. De par sa position géographique et ses équipements industriels et portuaires, la région de Haute-Normandie a été élargement dépendante de la région parisienne, ses échanges économiques s'effectuant le plus souvent avec elle, ainsi qu'avec le Nord et l'Est de la France.

Je pense qu'un rapprochement entre les deux parties de la Normandie devrait être bénéfique à l'ensemble de la Normandie et serait de nature à faciliter un meilleur équilibre entre elle et la région parisienne.

Bien que l'objet de cette réunion soit limité au problème de l'estuaire, l'existence de telles conférences peut permettre aussi de rendre plus effective la participation des élus de l'Eure au conseil régional de Haute-Normandie, car cela marque la volonté de nos deux régions de travailler ensemble et constitue une étape importante vers une union plus grande de nos deux Normandies.

... RÉPONSE

Corse

Le verdict du procès Simeoni est attendu dans le calme

De notre envoyé spécial

Bastia. — « Logiquement, les magistrats de la Cour de cassation devraient maintenant prononcer un jugement de clémence : le surseoi ou l'acquiescement. Nous serions très déçus s'il en était autrement. » Ce sont les réflexions qu'on entendait à Bastia durant le dernier week-end.

Faut-il craindre le pire si Edmond Simeoni devait attendre quelques mois encore sa libération ? « Il n'y aura pas de notre part de surprise immédiate au prononcé du verdict, affirmant les responsables de l'Association des patriotes corse (A.P.C.), nous sommes soucieux de conduire des actions couronnées de succès. Rien de bon ne se fait dans la précipitation. »

De nombreux autonomistes ne souhaitent pas, en outre, compromettre par une agitation précoce le succès de la saison touristique. Quel qu'il en soit, les autorités locales restent sur leurs gardes. « On peut toujours craindre les réactions spontanées et passionnelles de certains jeunes chauffés à blanc depuis plus d'un mois par la lecture quasi quotidienne des comptes rendus du procès », laisse-t-on entendre officiellement. Et puis, les étudiants corses du continent, qui dans le passé ont souvent été le fer de lance des manifestations insulaires, commencent de regagner le pays.

« Nous avons les moyens de contrôler la situation sans faire appel à des forces de l'ordre supplémentaires, soulignent cependant les représentants du pouvoir central. Tout est une question d'organisation. » A Bastia, le bruit court que des « troupes » fraîches débarquent du continent. Démenti officiel : « Il n'y a aucun mouvement suspect ; il s'agit simplement de la relève mensuelle des G.A.S. »

Si le gouvernement semble s'engager sur la voie de l'apaisement, les

autonomistes ne sont pas disposés pour autant à mettre une sourdine à leurs revendications. Plus que jamais, celles-ci conservent toute leur actualité. « Il ne faut pas relâcher notre détermination », avertissent les responsables de l'A.P.C. « L'acquiescement ? Une petite victoire peut-être. Mais à quand la grande victoire de l'autonomie ? » s'interroge un militant de ce mouvement. Le procès Simeoni : une péripétie...

JACQUES DE BARRIN.

Paris

LA DÉMOLITION DU MARCHÉ SAINT-GERMAIN A COMMENCÉ

Une entreprise de démolition a commencé, lundi matin 21 juin, à s'attaquer à la charpente en bois du marché Saint-Germain, dans le sixième arrondissement. Cette partie du bâtiment est à l'architecture Blomet date de 1813 ; elle est l'un des éléments architecturaux essentiels de l'ensemble du marché, pour sa sauvegarde et, on le sait, militent de nombreuses associations. Ce qui apparaît comme la commencement de la démolition du marché Saint-Germain a immédiatement soulevé la plus vive indignation de la part de certains riverains. En effet, l'Association de la situation rappelle qu'elle avait attaqué en justice le nouveau permis de construire accordé le samedi 15 mai et qu'elle attendait le jugement du tribunal administratif. Il semble qu'on ait négligé cette dernière action...

● GREVE À L'HOTEL DU LOUVRE. — Commencée le 9 juin, la grève du personnel de l'Hotel du Louvre, à Paris, continuait ce 21 juin. Selon la direction de la chaîne Concorde, est arrêté de travail à pour origine la diminution des pourcentages alloués aux employés, diminution provoquée par la baisse du chiffre d'affaires (moins 4 % au cours des quatre derniers mois) de l'établissement. Des négociations devraient avoir lieu ce lundi 21 juin en début d'après-midi.

● RECTIFICATIF. — Les 24 hectares concernés par l'opération de rénovation du quartier de la place des Pèdes se trouvent dans le 19^e arrondissement de la capitale et non dans le 20^e, comme il était indiqué par erreur dans un article intitulé « Dix-huit dossiers sur la table du maire » (le Monde du 15 juin).

Au congrès de Falaise : une mer commune

(De notre correspondant.)

Caen. — Falaise accueillait, les 19 et 20 juin, les Journées normandes à l'occasion du sixième congrès du Mouvement normand, mouvement qui, depuis 1969, essaie de traduire en termes politiques (tout en rejetant les notions de droite et de gauche) la conscience de l'originalité normande. Le participant n'a pas répondu aux espoirs des organisateurs, malgré les « réunions-séances populaires » préparées par le maire de la ville, le docteur German, conseiller général et régional, président du Mouvement des élus normands. Si le feu de la Saint-Jean a attiré beaucoup de monde, c'était plus pour « la fête » que pour manifester un sentiment « normand ».

Le président du Mouvement, M. Didier Patte, a critiqué le folklore, expliquant que c'était la partie la moins intéressante d'une culture normande qui était écartée. Le congrès lui-même n'a réuni qu'une centaine de personnes sur deux mille militantes, de nombreuses personnalités et délégations s'étant excusées. Le Mouvement normand n'en a pas moins réaffirmé sa volonté d'obtenir « l'autonomie de la région normande au sein d'une République fédérale française », la région devant avoir une assemblée et un exécutif élus au suffrage universel direct.

Le Mouvement normand a aussi lancé l'idée d'une propriété régionale des fonds marins. Au passage, les « technocrates parisiens » et les élus de la région qui « trahissent la Normandie » ont été plus qu'engueulés. Mais l'axe prioritaire du Mouvement normand reste pour l'instant la réunification des deux Normandies. Faisant allusion au maire de Rouen, le président a parlé de « ces anciens partisans de la réforme régionale qui, devenus ministres, trahissent la confiance que pouvaient avoir en eux d'authentiques réformateurs ».

QUALITÉ DE LA VIE

MANIFESTATION CONTRE LE PROJET DE CENTRALE NUCLÉAIRE EN BASSE-LOIRE

Quelque trois cents pêcheurs de la Loire et des agriculteurs ont manifesté, dimanche 20 juin, sur les deux rives de la Loire, au Pellerin et à Colbosc (Loire-Atlantique), pour protester contre l'éventuelle implantation d'une centrale nucléaire dans cette région.

Un barrage symbolique constitué de plusieurs bateaux a traversé la Loire et de quinze tracteurs sur les rives du fleuve, a affecté pendant deux heures la circulation routière et fluviale.

M. PLEVEN : des refus chèrement payés.

Cette manifestation illustre une fois de plus le dilemme entre la nécessité pour l'ouest de s'équiper en unités énergétiques et les soucis de sa population pour la protection de la nature. Dans le Petit Bleu des Côtes-du-Nord, M. René Pleven, faisant allusion à l'article du Monde consacré aux projets de centrale nucléaire à Plogoff (13-14 juin) écrit : « Il nous paraît certain, et ce fut l'avis unanime du conseil régional — le groupe socialiste s'étant vaillamment abstenue — que le développement breton aura besoin, avant la fin du siècle, de la production d'une nouvelle et puissante centrale. Celle-ci, dans les circonstances actuelles, qui obligent de prévoir une hausse continue des prix du fuel, payé en devises étrangères, apparaît devoir être nucléaire. »

« Le passé breton, ajoute M. Pleven, est fertile en exemples de refus de progrès ou de nouveauté payés. L'un des derniers en date fut l'opposition du projet de raffineries pétrolières à Brest, par une partie de la population de cette ville, contre les risques de pollution. »

« Il ne suffit pas de dire aux jeunes de Bretagne qu'ils doivent se battre pour leur avenir. Les esprits ont besoin de la reconnaissance en même temps que cet objectif qui est celui de tous les Bretons implique l'acceptation de certaines servitudes imposées par l'effort, de certaines disciplines, de certains sacrifices, de certaines solidarités aussi. »

Lorraine

L'urbanisme et la fiscalité locale alimentent déjà la campagne municipale à Nancy

De notre correspondant

Nancy. — On ne peut douter, après les remous de l'an dernier, que l'urbanisme sera au centre des préoccupations au centre des élections municipales. A Nancy, plusieurs mois avant l'échéance, le débat s'est déjà ouvert sur cette question, très sensible, il est vrai, aux Nancéiens. En présentant, il y a quelques jours, le manifeste de « Nancy-Avenir », M. Claude Coullais, député républicain indépendant de Meurthe-et-Moselle, qui livra la bataille à la tête des familles de

la majorité, a vivement attaqué la gestion municipale de M. Marcel Martin (divers gauche), le maire actuel. Il a notamment affirmé que la situation financière de Nancy était proche de l'asphyxie : « Nancy est la première ville de France pour ses dépenses de fonctionnement, pour le déficit de son budget, pour l'effort fiscal supporté par ses habitants et pour la charge de la dette par habitant. »

Au sujet de la place Thiers, où un hôtel Franke de vingt-quatre étages a été édifié, Coullais a estimé qu'il était grave que la municipalité se soit associée à une opération spéculative et l'ait aidée financièrement : « 8 millions de francs des contribuables ont été versés à la construction de la place Thiers, qui n'a pas encore vu le jour, dans le cadre d'une ZAC qui n'a toujours pas été approuvée par l'administration. »

La réponse de M. Marcel Martin n'a pas tardé. En même temps qu'il a annoncé l'intention de se représenter, il a indiqué que « tous les engagements financiers ont été honorés, que la situation financière de la ville est saine, que la municipalité a su faire face à ses obligations, que la charge de la dette par habitant est la plus faible de France. »

Dans un communiqué vigoureux, le préfet de Meurthe-et-Moselle, M. Jean Roebert, a précisé, en réponse au maire de Nancy, que M. Martin « cherchait à se décharger des responsabilités qui sont les siennes et à les faire porter par les représentants des pouvoirs publics. »

Le préfet a indiqué qu'il s'était opposé « très fermement à l'engagement, dans des conditions illégitimes, la construction de la tour Mazarin, qui faisait courir des risques financiers particulièrement graves à la commune ». Il a ajouté qu'il avait refusé « d'approuver le dossier de réaffectation de la ZAC Thiers », et qu'« il appartenait au dernier ressort à la Cour des comptes, saisi de plusieurs plaintes, d'apprécier certains aspects de cette gestion. »

Il est vraisemblable que ces premières escarmouches autour de l'urbanisme nancéien ne seront pas sans lendemain.

CLAUDE LEVY.

TRANSPORTS

UNE CARTE ORANGE POUR LA PROVINCE ?

La carte orange, titre de transport utilisable sur l'ensemble du réseau urbain de la région parisienne, connaît un tel succès qu'il paraît opportun d'étendre ce système à d'autres régions, vient de déclarer M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, en réponse à une question écrite de M. Maurice Prévoteau, sénateur (Union centriste des démocrates de progrès) de la Seine. M. Cavallé estime que les collectivités locales de province, qui sont responsables en matière de transports urbains, pourraient créer des titres de transport analogues afin de faciliter l'utilisation des transports en commun.

« A plus long terme, dans les grandes agglomérations, la création de cartes d'abonnement valables non seulement sur le réseau urbain, mais aussi sur les services de carterie suburbaine, comme ceux assurés par la S.N.C.F., pourrait apporter une facilité supplémentaire aux usagers. Il appartient cependant aux collectivités locales responsables de l'organisation des transports d'étudier et de mettre en œuvre de telles formules », conclut-il.

● Ordre de grève pour 2 800 pilotes de lignes canadiens. — L'association des pilotes de lignes canadiens a ordonné à ses 2 800 membres de cesser le travail à partir du dimanche 20 juin « en raison, selon le président de l'association, M. Ken Malley, de la rapide détérioration du contrôle du trafic aérien au Canada ». (A.F.P.)

LA VIE SOCIALE

Les associations populaires des familles se transforment en Confédération syndicale du cadre de vie

De notre correspondant

Nantes. — La Confédération nationale des associations populaires familiales s'est transformée, au cours d'un congrès extraordinaire réuni à Nantes, les 13 et 20 juin, en Confédération syndicale du cadre de vie (C.S.C.V.), conformément aux orientations prises par elle en novembre dernier. De mouvement familial à son origine, après une évolution qui se dessinait nettement ces dernières années, la C.N.A.P.F. devient un syndicat dont la direction d'action couvre toute la vie des travailleurs en dehors de l'entreprise sur une base de lutte de classe. « C'est un tournant dans l'histoire ouvrière, affirmait dimanche, à l'issue du congrès, l'un des participants. C'est la première fois que se crée, parallèlement à l'organisation syndicale d'entreprise, une organisation syndicale hors production. »

Les nouveaux statuts, qui codifient les orientations prises en novembre et dotent l'organisation des moyens nécessaires à leur application, ont fait l'objet de débats à huis clos, la discussion article par article ayant donné lieu à cent vingt amendements.

Finalement, les statuts ont été adoptés par 65 % des mandats, alors qu'en novembre la nouvelle orientation avait été approuvée par 61 % des mandats. Parmi les opposants, qui ne voulaient pas abandonner la notion de rassemblement familial, on trouve la fédération du Bas-Rhin (deux tiers des mandats opposés à la nouvelle statuts), la fédération de la Loire et la moitié (c'est-à-dire deux A.P.F.) de la fédération de l'Oise.

Le préambule des statuts définit la philosophie de l'organisation à travers une déclaration de principe. Il situe notamment l'action syndicale des militants sur « le terrain du cadre de vie », c'est-à-dire sur le lieu d'exercice pour les travailleurs, de leurs diverses fonctions économiques et sociales hors du travail. Il condamne la société capitaliste à laquelle il oppose la société socialiste autogestionnaire.

Le premier article des statuts transcrit la nature syndicale de l'organisation sur une base de classe ouvrière et non pas étroitement familiale : « Il est constitué (...) un groupement syndical réunissant les syndicats et les fédérations de syndicats lutteurs de la Confédération syndicale des familles, force voisine de la C.N.A.P.F., qui situe actuellement son action sur une base familiale. Déjà certaines associations de la C.S.F. sont prêtes à rejoindre ce syndicalisme nouveau : c'est ainsi que l'Union départementale de Maine-et-Loire de la C.S.F. a quitté sa confédération pour adhérer à la C.S.C.V. Enfin, la C.S.C.V. a confirmé son retrait de l'Union nationale des associations familiales (UNAF). »

PRIX EXCEPTIONNELS ! MARDI 22, MERCREDI 23, JEUDI 24 JUIN



Non représentés.

COSTUME léger, coloris jean, doublé mi-corps, polyester et viscose. 350 F

JEANS coton et polyester. Ecrû et ciel. 49 F

CHEMISE polyester et viscose. Correaux marine marron, bronze ou rouge. 39 F

MADÉLIOS

LA

LE TRAFIC

TRANSPORT DES VEHICULES

Le trafic des véhicules est en forte augmentation. Les services de transport doivent adapter leurs capacités pour répondre à cette demande croissante. Les entreprises de transport doivent investir dans de nouveaux véhicules et améliorer leurs méthodes de gestion pour assurer un service efficace et sûr.

TRANSPORT DES VOYAGEURS

Le transport des voyageurs est un secteur clé de l'économie. Les compagnies de transport doivent travailler à améliorer la qualité de service et à réduire les coûts pour attirer plus de clients.

TRANSPORT DES MARCHANDISES

Le transport des marchandises est essentiel pour le commerce et l'industrie. Les entreprises de transport doivent optimiser leurs routes et utiliser des véhicules adaptés pour garantir la livraison rapide et intacte des cargaisons.

TRANSPORT DES MARCHANDISES A LONGUE DISTANCE

Le transport des marchandises à longue distance est un défi pour les entreprises de transport. Elles doivent trouver des solutions pour réduire les coûts et améliorer l'efficacité de leurs opérations.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN MER

Le transport des marchandises en mer est une option importante pour les entreprises de transport. Elles doivent choisir des compagnies de transport fiables et sécurisées pour éviter les risques de perte ou de dommage.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN AVION

Le transport des marchandises en avion est le plus rapide mais aussi le plus coûteux. Les entreprises de transport doivent évaluer soigneusement les avantages et les inconvénients de cette méthode.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TRAIN

Le transport des marchandises en train est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN CAMION

Le transport des marchandises en camion est le plus flexible et le plus répandu. Les entreprises de transport doivent investir dans des camions modernes et bien entretenus pour assurer la qualité de leur service.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN BATEAU

Le transport des marchandises en bateau est une option économique pour les entreprises de transport. Elles doivent choisir des compagnies de transport fiables et sécurisées pour éviter les risques de perte ou de dommage.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

TRANSPORT DES MARCHANDISES EN TIR

Le transport des marchandises en tir est une option économique et fiable. Les entreprises de transport doivent travailler à améliorer la fréquence et la rapidité des services ferroviaires.

A VIE SOCIALE

Les associations populaires des familles transforment en Confédération syndicale du cadre de vie

De notre correspondant
Nantes. — La Confédération nationale des associations de familles s'est transformée, au cours d'un congrès tenu à Nantes, les 18 et 19 juin, en Confédération du cadre de vie (C.S.C.V.), conformément à son vœu exprimé en novembre dernier. De nombreuses associations, la C.N.A.F. devient un syndicat unique, sur une base de lutte de classe, et non plus d'association d'habitants. C'est la première fois que des associations syndicales hors production.

Les associations de familles ont pour but de défendre les intérêts des familles et de lutter contre les injustices sociales. Elles ont pour objectif de transformer la société en une société plus juste et plus équitable. Elles ont pour moyen d'action la lutte collective et la participation à la gestion des affaires publiques.

La Confédération du cadre de vie (C.S.C.V.) a été créée par la fusion de la Confédération nationale des associations de familles (C.N.A.F.) et de la Confédération nationale des associations de locataires (C.N.A.L.). Elle a pour but de défendre les intérêts des familles et de lutter contre les injustices sociales.

La C.S.C.V. a pour objectif de transformer la société en une société plus juste et plus équitable. Elle a pour moyen d'action la lutte collective et la participation à la gestion des affaires publiques.

La C.S.C.V. a pour but de défendre les intérêts des familles et de lutter contre les injustices sociales. Elle a pour objectif de transformer la société en une société plus juste et plus équitable.

La C.S.C.V. a pour moyen d'action la lutte collective et la participation à la gestion des affaires publiques. Elle a pour but de défendre les intérêts des familles et de lutter contre les injustices sociales.

La C.S.C.V. a pour but de défendre les intérêts des familles et de lutter contre les injustices sociales. Elle a pour objectif de transformer la société en une société plus juste et plus équitable.

La C.S.C.V. a pour moyen d'action la lutte collective et la participation à la gestion des affaires publiques. Elle a pour but de défendre les intérêts des familles et de lutter contre les injustices sociales.

LA S.N.C.F. EN 1975

LE TRAFIC LES COMPTES RENDEMENT ET CAPACITÉ D'INNOVATION

L'ANNEE 1975 a été marquée par une augmentation sensible du trafic des voyageurs — supérieur de 7 % à celui de 1974 — et par une forte baisse (— 17 %) du trafic des marchandises.

TRANSPORT DES VOYAGEURS

Calculé en voyageurs-km (50,7 milliards), ce trafic a évolué de façon différente selon les catégories de services offerts. Stable pour ce qui est des services omnibus, dont la régression s'est arrêtée cette année, il est, comme celui des années précédentes, en progression sensible pour la banlieue de Paris (+ 2,2 %) et plus encore pour les trains rapides et express (+ 8,8 %), cette dernière progression étant unique en Europe.

Pour les services de grandes lignes, où la concurrence de l'automobile et de l'avion est très forte, la S.N.C.F. recense le fruit des efforts faits depuis plusieurs années pour améliorer le confort des voitures, principalement en deuxième classe, pour augmenter la vitesse et la fréquence des trains, et pour s'adapter étroitement aux enquêtes et sondages, aux besoins de la clientèle.

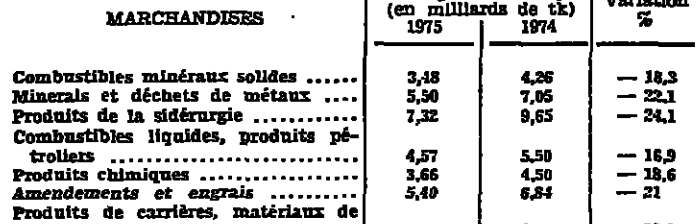
Grandes lignes : 23,7 milliards (+ 6,9 %)
Banlieue de Paris : 7,3 milliards (+ 2,2 %)
Omnibus : 19,7 milliards (+ 1,1 %)
TOTAL : 50,7 milliards (+ 7,1 %)

TRANSPORT DES MARCHANDISES

Le transport des marchandises est surtout lié à l'industrie lourde, et les coups sévères subis par celle-ci ont beaucoup influé en 1975 sur le trafic de la S.N.C.F. Pour une production nationale à peine inférieure à celle de 1974, la production industrielle a diminué d'environ 10 % et celle des biens intermédiaires de 15 %.

Comme celui des voyageurs, le transport des marchandises a presque doublé entre 1950 et 1974, ce qui illustre bien l'expansion de l'activité ferroviaire à long terme. Cependant, cette expansion n'est en général le même rythme que celle des principaux concurrents de la S.N.C.F. : le trafic par fer a beaucoup progressé en valeur absolue, mais sa part relative

trafic des marchandises : comparaison avec les autres modes de transport (en pourcentage du trafic total)



sur le marché a baissé, comme le montre le graphique ci-dessus.

An total, le chemin de fer reste, pour les marchandises, un mode d'acheminement essentiel et, pour les voyageurs, un moyen de transport collectif indispensable tant pour les longues distances que pour les liaisons des grandes villes et de leurs banlieues. Il est aussi le seul mode de transport qui gère lui-même son infrastructure et offre une gamme complète de services : grandes lignes, lignes secondaires, banlieues, trains omnibus, wagons complets, messageries, ce qui rend particulièrement complexe sa gestion financière et technique. Il est donc présent sur des marchés très différents, alors que ses principaux concurrents sont spécialisés, l'avion, par exemple, au transport à grande vitesse et à longue distance, la batellerie aux transports lourds, l'auto-

Le trafic des marchandises représentait en année normale environ 60 % des recettes de la S.N.C.F., son recul accentué au cours de 1975 ne pouvait manquer de se traduire par une forte diminution en valeur relative des recettes.

Malgré des économies importantes, les charges se sont accrues au cours de l'année, en raison de l'augmentation des salaires (15 %) et des prix (9,8 %). Il en est résulté un déficit de 1 133 millions de F (environ 5 % des recettes) alors que l'exercice 1974 avait été presque équilibré (déficit : 80 millions de F).

PRINCIPAUX POSTES DU COMPTE D'EXPLOITATION

Exercices 1974 et 1975	(En millions)	1974	1975
A - PRODUITS			
I) Recettes du trafic :			
— Voyageurs	5 479	4 239	
— Marchandises	10 821	10 111	
Total	16 300	14 350	
II) Recettes hors trafic	3 585	3 173	
III) Remboursements pour charges de service public :			
— Par l'Etat	1 890	2 086	
— Par diverses collectivités publiques	471	539	
IV) Contributions de l'Etat aux charges d'infrastructure	1 844	2 123	
V) Compensation pour retard de paiement	865	1 040	
Total des produits	24 225	25 851	
B - CHARGES			
— Frais de personnel	12 751	14 832	
— Achats, travaux, fournitures et frais divers	6 685	7 890	
— Impôts et taxes	2 538	2 344	
— Frais financiers	1 146	1 158	
— Amortissements et provisions	1 819	1 879	
Total des charges	24 939	27 303	
C - EXCÉDENT DES CHARGES SUR LES PRODUITS			
—	255	1 552	
D - DEFICIT DE L'EXERCICE			
—	80	1 183	

LE RÉGIME ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DE LA S.N.C.F. ET LES DIFFÉRENTES CONTRIBUTIONS DE L'ÉTAT

Cette présentation schématisée du compte d'exploitation met en évidence l'importance des sommes versées par l'Etat à la S.N.C.F. Ces sommes ne correspondent nullement à des subventions. Elles représentent, d'une part, le remboursement à la Société nationale des obligations de service public décidées par l'Etat (tarifs réduits, trains omnibus, banlieue parisienne), et d'autre part, des concours destinés à équilibrer les conditions de la concurrence avec les divers modes de transport.

Au titre de l'égalisation des conditions, la loi de 1973 a confié à l'Etat la charge de la contribution au régime de retraite des cheminot, ce régime particulier, plus favorable que le régime général, ayant été imposé par une loi, et se trouvant démographiquement déséquilibré (pour cent retraités, les cheminsots ont 100 actifs, alors que le régime général en compte trois cent cinquante, compte tenu notamment de la réduction des effectifs).

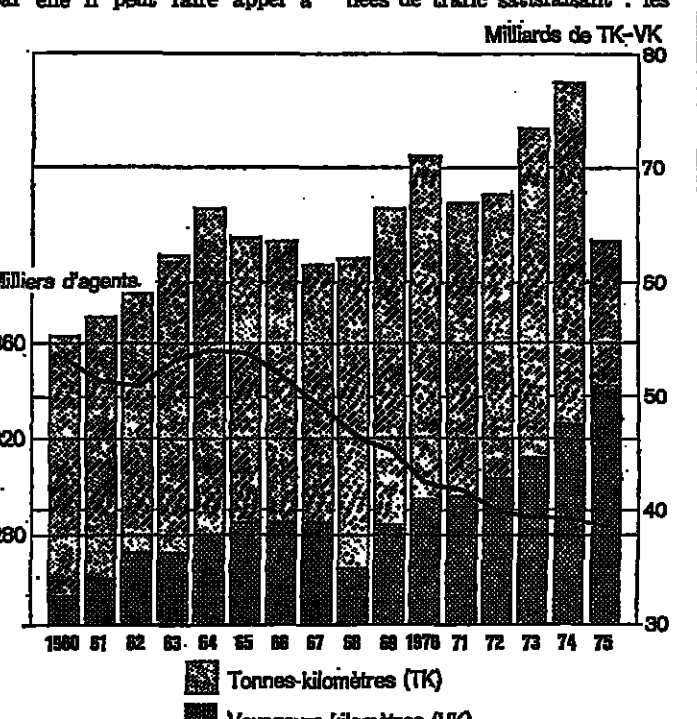
Exprimé en francs constants, le montant de ces diverses contributions conventionnelles est resté stationnaire depuis plusieurs années. Cependant, une des dispositions majeures du régime économique et financier mis en vigueur depuis 1970 n'a pu être appliquée : les exigences de la lutte contre l'inflation n'ont pas permis à l'Etat d'autoriser la S.N.C.F. à exercer la liberté tarifaire qui était le corollaire même de la responsabilité financière. Ainsi n'a-t-il pu en 1974, année très prospère, accumuler des réserves qui auraient permis de désestimer de 1975. Certes, l'Etat a créé une nouvelle catégorie de concours financiers, destinée à compenser les pertes de recettes résultant de son désir de limiter les hausses de tarifs jugées possibles et souhaitables par l'entreprise. Mais ces

U cours des vingt dernières années, il apparaît que les gains de productivité du réseau français sont substantiels, tant en ce qui concerne le personnel que le matériel et l'énergie. Ces résultats sont dus notamment à la qualité des techniques ferroviaires. La S.N.C.F. a développé en effet au cours des deux dernières décennies une active politique de recherches qui s'est

révélée fructueuse. Les innovations les plus marquantes ont concerné le domaine de la traction — ainsi la mise au point du courant électrique, l'adaptation de la turbine aéronautique aux exigences du service ferroviaire, elles ont non seulement amélioré la capacité de transport et les rendements, mais aussi, et c'était primordial, la qualité des services.

Nombre d'unités-traffic par heure de travail d'agent :	1963	1965	1975
	92,7	139,5	231,3
Effectifs du personnel :	276 819 au 1 ^{er} janvier 1976		
	(374 000 en 1955, 359 000 en 1965)		
Horaires de la semaine de travail :	48 h. jusqu'à 1968 (40 h. depuis juillet 1974)		
Nombre d'unités-traffic par véhicule moteur :	1955	1965	1975
	8,56 M	14,1	18,9
Rendement énergétique :			
	De 1958 à 1974, la consommation d'énergie a diminué de 50 %, alors que le trafic a augmenté de 46 %.		

Les transports ferroviaires ont — il faut le souligner — un rendement énergétique largement supérieur à celui de leurs concurrents terrestres et aériens. De surcroît, le fer, et lui seul, utilise essentiellement de l'énergie électrique (80 % du trafic) et par elle il peut faire appel à



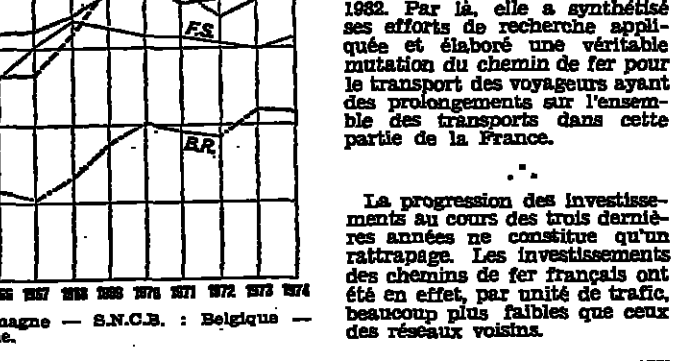
Dans le graphique ci-dessus, les trafics voyageurs et marchandises sont superposés et non additionnés, ce qui ne rend pas tout à fait compte de l'expansion du trafic.

n'importe quelle source d'énergie nationale : charbon, houille blanche, énergie nucléaire. Pour la période 1970-1975, en

vicissitudes de l'année 1975 ont fait baisser ce taux à 3,2 %.

Ces performances sont uniques en Europe, comme le montrent les comparaisons internationales. Ainsi, les progrès du chemin de fer n'ont pas accru ses seules performances : il a fait prendre conscience à beaucoup qu'il était un mode de transport d'avenir. Pour donner à l'arrière-matresse de la S.N.C.F., Paris-Sud-Est, dont la saturation est fréquente et coûteuse, les moyens de développer son potentiel de transport et la qualité de ses performances, la S.N.C.F. a mis au point un projet de ligne nouvelle à grande vitesse Paris-Sud-Est, dont la mise en service est prévue pour 1982. Par là, elle a synthétisé ses efforts de recherche appliquée et élaboré une véritable mutation du chemin de fer pour le transport des voyageurs ayant des prolongements sur l'ensemble des transports dans cette partie de la France.

La progression des investissements au cours des trois dernières années ne constitue qu'un rattrapage. Les investissements des chemins de fer français ont été en effet, par unité de trafic, beaucoup plus faibles que ceux des réseaux voisins.



LA S.N.C.F. EN QUELQUES CHIFFRES
34 787 kilomètres de lignes dont 9 335 électrifiées ;
Gares : 5 784 (dont 325 dans la banlieue de Paris), 657,9 millions de voyageurs transportés en 1975 dont 418 millions en banlieue de Paris ;
218,9 millions de tonnes de marchandises transportées en 1975, 276 600 agents en janvier 1976 ;
Parcours annuel des trains : 476 millions de kilomètres ;
12 500 trains par jour dont 4 400 pour la banlieue de Paris ;
2 300 locomotives électriques ;
2 228 locomotives Diesel ;
653 automotrices électriques essentiellement de banlieue ;
890 autorails ;
47 turbotrains ;
7 943 voitures d'express ;
1 827 voitures d'omnibus ;
283 800 wagons à marchandises dont 63 000 particuliers.

CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT (en millions de francs)

	1970 (1)	1971	1972	1973	1974	1975
I. - COMPENSATION DES CHARGES DE SERVICE PUBLIC :						
— réductions de tarifs voyageurs et marchandises, dont indemnités compensatrices pour la banlieue de Paris	907,04 (90,90)	1 054,73 (97,85)	902,96 (83,4)	1 616,81 (130,90)	1 326,90 (28,9)	1 322,07 (332,90)
— lignes omnibus et provision pour imprévus	850	973,35	919,50	985,73	761,40	1 263,38
II. - ÉGALISATION DES CONDITIONS DE LA CONCURRENCE :						
— charges d'infrastructure	1 389	1 397	1 580	1 679	1 840,90	2 119
— charges de la Caisse des retraites	2 214,24	2 324,06	2 582,55	2 896,08	3 251,70	3 833,09
III. - INSUFFISANCE TARIFAIRE	—	—	180	296	895	1 040
TOTAL	5 370,28	5 661,18	6 135,01	6 988,32	7 887,90	9 788,25

(1) Première année de la réforme du régime économique et financier.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

BILLET

MM. CHIRAC, FOURCADE ET L'INFLATION

Aveux d'impuissance ou nouvelle « donne » ?

La petite phrase de M. Fourcade énonçant à la convention nationale des républicains indépendants que l'indice des prix de détail de mai « ne serait sûrement pas très bon », la déclaration de M. Jacques Chirac faite dans la Creuse, selon laquelle « de nouvelles tensions inflationnistes apparaissent », sont-elles des aveux ?

Il y a sans doute un peu de désarroi dans de tels propos, un peu d'humilité aussi devant les faits, après les redondances d'un gouvernement qui prend souvent ses désirs pour des réalités. A la fin d'avril — il y a donc à peine deux mois — les pouvoirs publics, à l'occasion de la révision de leurs comptes pour 1976, avaient fait passer de 7,5 à 8,5 % leurs prévisions de hausse de prix pour cette année (le Monde daté 25-26 avril). Mais cet aveu — c'en était déjà un — était par trop incomplet : qui a pu croire en effet que le taux d'inflation se limiterait à 8,5 % alors que le rythme actuel de hausse de prix est de 10 % l'an et qu'il risque fort de s'accroître sous le triple effet de la reprise, des hausses de salaires, des augmentations du coût des matières premières ?

Pourtant MM. Chirac et Fourcade ne se couvrent pas de cendres dans le seul but de se faire pardonner des erreurs de jugement ou une relative impuissance. Les propos du premier ministre comme ceux du ministre de l'économie et des finances annoncent — une fois décodés — une nouvelle politique conjoncturelle qu'on peut résumer ainsi : finie l'action de relance globale, tous les robots doivent maintenant être resserrés.

Tous ? Ceux sur lesquels on peut agir sans provoquer trop de remous, d'est-ce-à-dire le crédit et le budget, mais pas les salaires. Les prix bancaires seront donc à nouveau beaucoup plus difficiles à obtenir pour les entreprises comme pour les particuliers. C'est un moyen d'action qui a ses limites et ses inconvénients (il est injuste pour les petites et moyennes firmes) mais dont l'efficacité n'est pas discutable.

Les dépenses publiques vont être freinées elles aussi. Déjà les crédits inscrits au budget

de 1976 sont maintenant dispensés avec parcimonie et l'entente des dépenses par la rue de Rivoli. C'est un changement de cap à 180 degrés puisqu'il y a six mois, le ministère de l'économie et des finances donnait aux préfets des recommandations exactement inverses. Le projet de budget pour 1977 va provoquer des folies lors de sa discussion au Parlement, à l'automne prochain : mise à part l'armée, tous les ministères seront « étranglés » par des attributions de crédits qui, dans la plupart des cas, correspondent soit à une stagnation par rapport à cette année, soit à des reculs parfois importants.

Comment en est-on arrivé là si peu de temps après que la plupart des experts aient pronostiqué pour la France, comme pour les autres pays industrialisés, la prolongation d'une forte et dure récession ? Une fois encore les capacités d'adaptation des économies capitalistes ont été sous-estimées ; une fois encore la plupart des gouvernements sont tombés dans le piège des politiques de « stop and go ». MM. Giscard d'Estaing et Fourcade ont réitéré — c'est vrai — aux pressions qui s'exercent sur eux à l'automne 1976 d'une relance encore plus forte. Leur faute — grave celle-ci — est de n'avoir jamais essayé sérieusement de porter un remède aux causes profondes de l'inflation en mettant au point une politique des revenus. Le VII^e Plan, dont la discussion va commencer cette semaine au Parlement, est quasi muet sur ce sujet essentiel.

Les experts de l'O.C.D.E., qui sont réunis lundi et mardi à Paris, vont à nouveau prêcher — après ceux de la Banque des règlements internationaux — pour une politique de lutte contre l'inflation. L'ennemi est que les moyens qu'ils préconisent généralement (le crédit bancaire contrôlé, les crédits publics réduits) sont accompagnés en Allemagne, aux États-Unis, en Grande-Bretagne — depuis peu — d'une discipline en matière de salaires qui fait totalement défaut en France. Notre pays est-il condamné à ne pouvoir évoluer qu'entre récession et surchauffe ?

ALAIN VERNHOLLE.

M. FOURCADE : le prochain indice des prix ne sera pas bon.

M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a déclaré samedi 19 juin : « L'indice des prix de détail de mai — ne sera sûrement pas très bon ».

HAUSSE DES PRODUITS DE BASE PENDANT LE PREMIER TRIMESTRE. Les cours de l'ensemble des produits de base ont connu une nette reprise pendant le premier trimestre 1976, et cette tendance s'est confirmée en avril. L'indice des prix mensuel publié par la CNUCED-UNCTAD (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). L'indice combiné de la CNUCED (base 100 en 1968) s'est situé à 100 en janvier, 204 en février, 207 en mars et 224 en avril. (A.F.P.)

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars	Deutsche marks	Francs suisses
48 heures	5 3/4	6 1/4	3 3/4
1 mois	5 3/4	6 1/4	3 3/4
3 mois	5 3/4	6 1/4	3 3/4
6 mois	5 3/4	6 1/4	3 3/4

ENTREPOTS NEUFS A LOUER

PORT DE GENNEVILLIERS
4.000 à 11.000 m²

- Bâtiments à quai embranchés S.N.C.F.
- Chauffage
- Protection incendie
- Hauteur sous ferme 7,50 m

enfa

établissements neville france

22, chemin des Petits-Marais, Port de Gennevilliers
92230 Gennevilliers
Téléphone 733-16-80

Le premier ministre : une nouvelle tension apparaît

M. Chirac a déclaré, dimanche 20 juin, à Felletin (Creuse) : « Le danger qui guette notre pays est l'inflation. Au cours des dix-huit derniers mois nous avons réussi à réduire de moitié l'augmentation des prix, qui de 15 à 17 %, a été ramenée à 10 % ». Le premier ministre a indiqué que sous l'effet de la reprise, une nouvelle tension apparaît. Il nous faut donc accepter un certain nombre de contraintes, sinon nous risquons l'échec. Tous les Français doivent en être conscients car un échec serait très grave ».

En ce qui concerne l'emploi, M. Jacques Chirac a estimé : « Notre système d'indemnisation du chômage est, certes, généreux, mais dans certaines circonstances, il n'incite guère à la recherche sérieuse d'un emploi, sinon même à le refuser. » Aussi, est-il partisan « de mobiliser une grande partie des moyens financiers, non plus pour des aides directes, conjuguées avec la formation professionnelle des jeunes ».

Les déclarations de M. Chirac s'expliquent, laisse-t-on entendre à Matignon, par les « quelques cas, peu nombreux », de chômeurs qui, bénéficiant de l'allocation supplémentaire d'attente (90 % du salaire brut), regardent à deux fois avant d'accepter un emploi. Il ne s'agit pas, ajoute-t-on, d'une remise en cause. Un réajustement n'est cependant pas exclu, le gouvernement s'étant engagé, pour le VII^e Plan, à procéder à « un réexamen d'ensemble du dispositif d'indemnisation du chômage total et partiel (...) avant la fin de 1976 ».

Une remise en cause de l'allocation supplémentaire d'attente (ASA) serait, nous semble-t-il, d'autant plus étonnante que cette formule promise par M. Giscard d'Estaing au cours de la campagne présidentielle a été appliquée grâce à un accord entre les syndicats et le C.N.R.F. et non pas par une loi. L'aménagement — contractuel — de l'ASA pourrait cependant se traduire par la mise en place de mesures financières incitant au placement ou encore par une invitation à un contrôle plus sévère, lors de l'examen trimestriel des bénéficiaires de l'ASA.

L'INDICE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE FRANÇAISE s'est inscrit à 122 en avril, après correction des variations saisonnières, contre 113 en avril 1975 (base 100 en 1975), soit une hausse de 8 % en un an. L'indice de mai, ayant été rectifié en hausse (122 au lieu de 121), la production n'aurait pas progressé entre mars et avril. Mais il est possible que son sous-indice d'avril soit rectifié en hausse. Le point maximum atteint par la production industrielle en juillet-août 1974 était 129.

PATRONAT

LE XVI^e CONGRÈS DU C.J.D.

Les Jeunes Dirigeants d'entreprise veulent poursuivre le dialogue avec les partis politiques

Commencé le 17 juin à Montpellier (Hérault), le XVI^e congrès national du Centre des jeunes dirigeants d'entreprise (C.J.D.) s'est achevé le 19 juin. Dans son discours de clôture, le président du mouvement, M. Louis Pelloux, a lancé aux partis politiques un appel au dialogue pour la construction de la société de demain. Auparavant, le C.J.D. avait annoncé le dépôt par M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, d'un projet de loi qui devrait permettre d'expérimenter le projet « d'entreprise des hommes », auquel les jeunes dirigeants restent très attachés.

De notre correspondant

Montpellier. — Répartis en quarante-trois commissions, mille deux cents congressistes, réunis pendant trois jours à la faculté des sciences et techniques du Languedoc, se sont interrogés sur la place de l'entreprise dans la société d'aujourd'hui et dans celle de demain. Ainsi que sur le rôle qui incombe aux chefs d'entreprise dans la construction d'une société plus équilibrée et plus juste. M. Louis Pelloux, président du C.J.D., avait, dans son discours d'ouverture, repoussé avec force l'idée que ce congrès puisse être considéré comme « une assemblée de boy-scouts en week-end », en rappelant les efforts passés du mouvement tendant à « mettre l'économie

et l'entreprise au service des hommes ».

Comment répondre aux attentes des différents partenaires de l'entreprise ? Comment l'entreprise peut-elle être une force de propositions pour une nouvelle société ? Les dirigeants d'entreprise doivent-ils avoir une dimension politique ? Tels ont été les grands thèmes d'un congrès marqué, lors de son dernier jour, par un large débat auquel ont participé les représentants de plusieurs partis politiques. Le parti communiste, a indiqué M. Pelloux, avait décliné l'invitation, ne pouvant « apporter sa caution à une organisation patronale ».

Tout à tour, MM. Didier Schuller, pour le Mouvement des radicaux de gauche ; Dominique Taddel, pour le parti socialiste ; Paul Dujoud, secrétaire d'Etat chargé des travailleurs émigrés, républicain indépendant, et Joseph Fontanet, ancien ministre, contrastaient (qui précisait qu'il parlait à titre personnel), exposaient leurs thèses. Ce fut pour M. Schuller l'occasion de faire quelques importantes réserves sur le programme commun, dont il rappela que son « parti » avait signé sans participer à son élaboration et qu'il souhaitait « lui apporter quelques modifications lors de la remise à jour, prévue avant la prochaine législature ».

Précisant sa position, le secrétaire du M.R.G. devait ajouter, à propos d'un passage du programme prévoyant que le Parlement pourrait être amené à nationaliser une entreprise si la majorité du personnel le demandait : « Nous, radicaux de gauche, ne signerons en aucun cas un nouveau programme commun si cette petite phrase n'est pas modifiée. Cette petite phrase fait peur. Elle donne des arguments, contre nous, à la droite ».

Sur la création de cellules politiques dans l'entreprise, les positions apparaissent tranchées entre majorité et opposition, et les applaudissements du congrès prouvent qu'en la matière le jeune patronat penche vers la thèse de la majorité : « Il faut, dit M. Dujoud, que l'entreprise reste le lieu du travail et de la collaboration. La section politique serait un mauvais service pour le syndicalisme ».

M. Fontanet renchérit dans le même sens. L'action politique devrait être menée, selon lui, par les partis en dehors de l'entreprise. M. Taddel, pour sa part, est favorable aux sections politiques qui répondent à un besoin d'information des travailleurs, mais qui ne doivent en aucun cas nuire à la production. Ce qui lui a attiré cette remarque de M. Dujoud : « Je constate qu'à l'approche des élections les partis d'opposition ont une attitude plus responsable ».

(Interim.)

FORMATION SUPÉRIEURE AU MANAGEMENT -3^e CYCLE- DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON C.E.S.M.A. Centre d'Etudes Supérieures des Techniques du Management

L'origine du CESMA

Le CESMA est le programme de 3^e cycle de formation au management de l'Ecole Supérieure de Commerce de Lyon. Fondée en 1872, celle-ci s'est dotée d'un ensemble de ressources de qualité élevée tant au niveau des hommes que des équipements.

30 professeurs permanents appuyés par 150 professeurs extérieurs venant des entreprises ou d'autres Business School européennes permettent aux participants des différents programmes (2^e cycle, 3^e cycle et Formation permanente) d'acquiescer les concepts et les outils fondamentaux du management et de développer un état d'esprit de futurs responsables d'entreprise. La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon a apporté une aide décisive dans la création du CESMA en 1970. Par son appui financier et sa position de contact privilégiée auprès des entreprises, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon contribue au développement des échanges entre l'Ecole et le monde économique. La doctrine fondamentale du CESMA repose sur une interpénétration profonde entre l'Ecole et les entreprises.

Le Comité de patronage comprennent notamment les entreprises :

- Berliet
- Groupe Lafarge
- CCE
- Crédit Lyonnais
- EDF - GDF
- ERAP - ELF
- Fromageries BEL
- Gillette France
- Merlin Gerin
- N.S.M.
- P.U.K.
- Rhône Poulenc
- Soc. Lyonnaise des Dépôts

témoigne du rayonnement à la fois régional, national et international du CESMA et de l'ensemble auquel il appartient.

La vocation du CESMA

Le CESMA s'adresse :
- à des étudiants diplômés de 2^e cycle d'université et de grandes écoles (ingénieurs, scientifiques, pharmaciens, économistes, juristes, littéraires, sciences politiques...);
- aux jeunes cadres ayant quelques années d'expérience professionnelle.

L'objectif est de donner une formation générale au management prolongée par une spécialisation à choisir entre deux options : Management de la fonction commerciale ou Contrôle de Gestion.

La formation se caractérise par un équilibre entre :
a) l'enseignement généraliste et pluridisciplinaire portant sur l'étude globale des problèmes de l'entreprise et b) l'enseignement technique et professionnel du domaine de spécialisation.

Le programme d'enseignement

Le programme d'une durée de 9 mois, d'octobre à juin, impose un effort de travail important basé sur une pédagogie active où la méthode des cas est largement utilisée.

L'enseignement compte 4 phases :

1. L'étude des concepts et techniques de gestion : statistiques et modèles de décision, informatique, comptabilité et Finance, Droit des Affaires, Techniques commerciales.

2. L'étude des disciplines de synthèse : Stratégie et Environnement.

3. L'approfondissement consacré à la discipline choisie en option :

- Le Management de la fonction commerciale, le comportement du consommateur, les études et la recherche commerciale, le Marketing-Mix, les plans et stratégies de marketing.

4. Le Contrôle de Gestion : l'analyse des coûts, le choix des investissements, les systèmes d'information et de contrôle, les systèmes de prévision, les plans et budgets.

5. Le stage d'application en entreprise de 4 mois (facultatif pour les cadres). Les stages sont obtenus par le CESMA et comportent une prise de responsabilité réelle répondant à un besoin précis des entreprises.

Ce stage s'avère être un moyen privilégié de transition vers la vie professionnelle, et dans la majorité des cas conduit à des offres de travail en France ou à l'étranger.

6. Le séminaire de synthèse rassemble les participants à l'issue du stage pour confronter les expériences sur les méthodes de management rencontrées dans les entreprises et sur leur évolution future.

Le Service Carrières et Liaisons entreprises

Ce service est chargé d'organiser et faciliter le placement des participants auprès des entreprises. Chaque participant reçoit en moyenne 3 propositions de recrutement après la période de formation.

Par ailleurs, l'orientation internationale du programme et la présence d'étudiants de nationalités diverses contribuent à élargir le champ des possibilités offertes.

En raison du report des examens universitaires, les épreuves de sélection, tests et entretiens, ont été repoussées aux :

- 1 et 2 juillet à Lyon ;

- 8 et 9 juillet à Paris ;

- 20 et 21 septembre à Lyon.

Pour tous renseignements et dossiers d'inscription, s'adresser à :

CESMA, 24, rue de Dardilly

69130 ECULLY / Tél. (78) 33.55.60

SYNDICATS

AU VI^e CONGRÈS DE L'UGICT

les cadres joueront un rôle

pour faire basculer la

déclare M. Séguin

Le congrès de l'UGICT, qui se déroule à Paris, a pour thème : « Les cadres joueront un rôle pour faire basculer la société ».

M. Séguin, secrétaire général de l'UGICT, a déclaré que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

Il a souligné que les cadres ont un rôle à jouer pour faire basculer la société.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

PATRONAT

LE XVI^e CONGRÈS DU C.J.D.

Jeunes dirigeants d'entreprise veulent ouvrir le dialogue avec les partis politiques

Le 17 juin à Montpellier (Hérault), le XVI^e congrès du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise (C.J.D.) s'est achevé. Dans son discours de clôture, le président du mouvement, M. Louis Pelletier, a lancé un appel au dialogue avec les partis politiques. M. Edgar Faure, président du C.J.D., a souligné que le projet de loi qui devrait permettre d'élargir le droit de grève aux salariés des entreprises des hommes, auquel les jeunes sont très attachés.

De notre correspondant

Le congrès du C.J.D. a été marqué par une atmosphère de dialogue et de coopération. Les jeunes dirigeants ont exprimé leur volonté de travailler avec les pouvoirs publics et les partis politiques pour améliorer les conditions de travail et de vie des salariés. Ils ont également souligné l'importance de la formation et de la culture d'entreprise.

ÉLEMENTS DE LYON

Le Centre d'échanges de Lyon, inauguré le 25 juin 1976, est une structure unique en Europe. Il vise à faciliter les échanges entre les entreprises et les administrations, à promouvoir l'innovation et à améliorer la qualité de la vie en ville.

Le Centre d'échanges de Lyon est une structure unique en Europe. Il vise à faciliter les échanges entre les entreprises et les administrations, à promouvoir l'innovation et à améliorer la qualité de la vie en ville.

Le Centre d'échanges de Lyon est une structure unique en Europe. Il vise à faciliter les échanges entre les entreprises et les administrations, à promouvoir l'innovation et à améliorer la qualité de la vie en ville.

Le Centre d'échanges de Lyon est une structure unique en Europe. Il vise à faciliter les échanges entre les entreprises et les administrations, à promouvoir l'innovation et à améliorer la qualité de la vie en ville.

Le Centre d'échanges de Lyon est une structure unique en Europe. Il vise à faciliter les échanges entre les entreprises et les administrations, à promouvoir l'innovation et à améliorer la qualité de la vie en ville.

Le Centre d'échanges de Lyon est une structure unique en Europe. Il vise à faciliter les échanges entre les entreprises et les administrations, à promouvoir l'innovation et à améliorer la qualité de la vie en ville.

Le Centre d'échanges de Lyon est une structure unique en Europe. Il vise à faciliter les échanges entre les entreprises et les administrations, à promouvoir l'innovation et à améliorer la qualité de la vie en ville.

SYNDICATS

AU VI^e CONGRÈS DE L'U.G.I.C.T.-C.G.T.

Les cadres joueront un rôle essentiel pour faire basculer la majorité
déclare M. Séguin

« Nous avons toujours pensé que cette catégorie de citoyens qui sont les ingénieurs, cadres et techniciens était appelée à jouer un rôle essentiel pour faire basculer la majorité politique », a déclaré M. Georges Séguin, en s'entretenant avec les journalistes, à l'issue du sixième congrès de l'U.G.I.C.T. (Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens de la C.G.T.), le 20 juin, à Nanterre. Cette conviction est en train de se confirmer et se confirmera encore.

« N'existerait-il qu'un seul point sur lequel la C.G.T., le gouvernement et les partis politiques puissent être d'accord, c'est bien celui-là. Le débat organisé, la veille du congrès, de façon aussi spectaculaire qu'ambigüe, par M. Stoléru, pour engager les cadres à lutter pour une « société libérale avancée » a reçu une réplique sans équivoque de la part de la C.G.T.

Celle-ci a voulu, selon la devise des assises de Nanterre, « agir pour rassembler, rassembler pour agir ». Les efforts entrepris depuis quinze ans par la centrale ouvrière commencent à être couronnés de succès. Les travaux du congrès et la résolution adoptée montrent que l'U.G.I.C.T., ayant maintes fois rappelé son soutien au programme commun, va s'efforcer de mieux encore adapter son action aux besoins et aux aspirations des cadres, à leur rôle social, les yeux fixés sur l'horizon 78.

Agir pour rassembler : certes, les dirigeants de l'U.G.I.C.T. n'ont pas ménagé leurs efforts pour pénétrer dans le milieu des cadres, traditionnellement réfractaires à la syndicalisation, et souvent hostiles à la C.G.T. L'image offerte par le congrès de Nanterre a été séduisante : dans un lieu de la province, mi de la région parisienne, il y avait cent cinquante délégués, dont un tiers au moins de trente ans (fait particulièrement significatif dans cette catégorie professionnelle), dont sept étaient des femmes, dont plus de la moitié était des techniciens et agents de maîtrise, et qui comptaient aussi, parmi eux, trois cent cinquante diplômés d'enseignement supérieur.

Autre sujet de satisfaction pour les organisateurs : l'U.G.I.C.T. a des bases initiales reposant sur le secteur nationalisé (38 % des suffrages aux élections professionnelles), est maintenant, devant ses dirigeants, largement implantée dans le secteur privé (métallurgie, sidérurgie, chimie, techniques de pointe) recueillant 27 % des suffrages selon les dernières statistiques du ministère du Travail. Au total, elle compte deux cent quatre-vingt mille adhérents, estime M. Le Guen, secrétaire général, en s'appuyant sur d'autres statistiques qui considèrent que la section est la première des organisations syndicales du personnel encadrément (1).

Le style « jeunes cadres », dans une salle ultra-moderne et confortable, avait été poussé jusqu'au bout de remplacer l'espace où s'alignent les dirigeants par quatre tables ovales, très design, nappées de micros.

Les traditions cégétistes ont repris le dessus avec le rapport général adopté à l'unanimité, moins une abstention, l'adoption du « camouflet » envoyé par les syndicats soviétiques, une succession d'interventions à la tribune.

(1) La C.G.C., qui conteste les statistiques de l'U.G.I.C.T., qu'elle juge trop partielles, annonce pour sa part trois cent mille adhérents.

A L'ÉTRANGER

L'EXCÉDENT DE LA BALANCE COMMERCIALE DU JAPON A ATTEINT 5,8 MILLIONS DE DOLLARS EN UN AN.

La production industrielle a fortement progressé au Japon en avril, faisant un bond de 3 % par rapport à mars. En un an (avril 1976 comparé à avril 1975), l'augmentation de la production industrielle est de 16 %. Cependant, le point le plus haut atteint par l'indice II y a deux ans n'est pas encore retrouvé : 131,4 en février 1974 contre 126,2 en avril 1976 sur la base 100 en 1970.

D'autre part, la balance commerciale du Japon continue d'être très excédentaire : + 670 millions de dollars en mars, + 733 millions de dollars en avril. Pour l'ensemble de l'année fiscale (avril 1976-31 mars 1977), l'excédent est de 5,8 millions de dollars contre 3,9 millions de dollars pour l'année fiscale 1974.

Evolution également très favorable de la balance des paiements courants, qui a été excédentaire de 170 millions de dollars en mai et de 233 millions de dollars en avril, ce qui laisse pour l'ensemble de l'année fiscale un excédent de 132 millions de dollars contre un déficit de 2,3 milliards de dollars en 1974.

Ainsi le Japon est en train de résoudre deux de ses problèmes économiques majeurs : sortir de la récession, rééquilibrer ses comptes extérieurs malgré la hausse des prix des produits énergétiques qu'elle importe massivement.

■ Aux États-Unis, expansion plus forte que prévu durant le premier trimestre : le produit national brut a augmenté à un rythme annuel de 8,7 % au lieu des 8,5 % primitivement annoncés. Il avait progressé de 5 % pendant le dernier trimestre de 1975. Les bénéfices nets des entreprises ont augmenté de 11,7 milliards de dollars (53 milliards de francs) durant les trois premiers mois de 1976, ce qui correspond à un rythme annuel de 12,9 milliards de dollars (68 milliards de francs).

— (A.F.P.)

AFFAIRES

Les entreprises lainières s'inquiètent de l'« invasion » des importations italiennes

Cette « invasion » s'explique au premier chef par la dépréciation des cours de la lire, qui a creusé l'écart de prix entre produits français et italiens (35 % de différence pour les tissus cardés par exemple). Mais d'autres facteurs, comme la structure de l'industrie lainière, composée d'entreprises de taille moyenne et de nombreux petits ateliers, entre en jeu. Le comité central de la laine souligne notamment le « mystère des prix » des couvertures italiennes de fibres artificielles et synthétiques qui entrent en France à un prix moyen de respectivement 9,40 francs et de 9,50 francs par kilo alors que leur coût de production en France est de 22 francs et 33 francs.

« Le cas de concurrence anormale est flagrant, il est sans solution... à notre portée », commente le comité. Les industriels de la laine demandent, au cas où la Commission européenne ne mettrait pas en application l'article 107 du traité de Rome, que le gouvernement français prenne des mesures unilatérales de sauvegarde, « provisoires, certes, mais sérieuses, pour endiguer le flot des importations anormales ».

« Le sort des ouvriers de l'industrie lainière et de la bonneterie est-il moins important que celui des vignerons et des producteurs de céréales ? », interroge le Comité central de la laine et des fibres associées (C.C.L.F.A.) dans un communiqué à l'issue de l'assemblée générale qu'il vient de tenir. La production de l'industrie lainière a reculé, en 1975, de 6,3 % et ses effectifs ouvriers ont diminué de 9 %. En outre, le C.C.L.F.A. souligne le « déclin généralisé de la rentabilité dans l'industrie lainière depuis 1972 », précisant qu'en 1975 seulement 31 % des entreprises ont obtenu des résultats équilibrés, alors qu'en 1973 le taux était de plus de 60 %.

Les causes de cette situation critique sont d'une part la récession généralisée en 1975, et surtout la montée rapide des importations de tissus de bonneterie de laine, et de fils synthétiques, en provenance, pour l'essentiel, de l'Italie. Entre les premiers trimestres 1975 et 1976, les importations italiennes de fils synthétiques ont augmenté de 63,3 %, celles de tissus cardés de 59,8 %, celles de couvertures de 24,5 % et celles d'étoiles et de bonneterie synthétiques de 60,1 %.

■ M. ANDRÉ BERGERON (F.O.) sera reçu à l'Élysée le mercredi 30 juin, à la tête d'une délégation comprenant notamment le secrétaire général de la Fédération des textiles à propos des difficultés que rencontrent certaines entreprises, en particulier Rhône-Poulenc.

■ M. ANDRÉ BERGERON (F.O.) sera reçu à l'Élysée le mercredi 30 juin, à la tête d'une délégation comprenant notamment le secrétaire général de la Fédération des textiles à propos des difficultés que rencontrent certaines entreprises, en particulier Rhône-Poulenc.

— (A.F.P.)

FAITS ET CHIFFRES

Affaires

■ GAZ DE FRANCE ET RUHRGAS viennent de constituer une filiale commune : Megal GmbH. Cette société constituera et exploitera une canalisation allant de la frontière germano-tchécoslovaque à la frontière franco-allemande et une antenne entre la frontière austro-allemande et celle canalisant. Par celle-ci transiteront d'une part le gaz iranien et une partie du gaz soviétique acheté par Ruhrgas, d'autre part le gaz naturel acheté par le Gaz de France à l'Iran et à l'Union soviétique.

Le capital de Megal GmbH sera détenu à 51 % par Ruhrgas et à 49 % par le Gaz de France.

■ M. JEAN-LOUIS FILLIARD, P.D.G. de la société La Radio-technique, a été élu président de la Fédération des industries électriques et électroniques. Il succède à M. Roland Koch, P.D.G. de la Compagnie électro-mécanique, dont le mandat n'était pas renouvelable.

■ LES ÉLECTIONS AUX CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE (renouvellement partiel tous les trois ans) auront lieu le 25 octobre 1976, a décidé M. Vincent Auzanier, ministre du commerce et de l'artisanat.

Immigrés

■ LE MINISTRE DE L'INTERIEUR a rapporté l'arrêt d'expulsion contre l'un des grévistes de la SONACOTRA, M. Moussa Konaté, à la suite de la décision du Conseil d'État justifiant le « refus à exécution ». Toutefois, le ministre a décidé, selon les avocats de M. Konaté, d'entreprendre une nouvelle procédure d'expulsion, dite normale, permettant à l'intéressé de comparaitre.

BIENVENUE A LYON!

Le 25 juin 1976
Lyon inaugure un Centre d'Echanges unique en Europe.

Un Centre d'Echanges, pourquoi ?

Tout simplement parce qu'il s'imposait placé à la jonction des Autoroutes du Soleil (A6 et A7) qui relient Paris à la Méditerranée et de l'Autoroute des Alpes (A43), Lyon-Perrache est un passage obligé sur le chemin des vacances et des affaires. Depuis quelques années d'ailleurs, ce carrefour s'était développé de façon spontanée et quelque peu anarchique. C'est pourquoi il fut décidé de réaliser un aménagement rationnel incorporant le métro, une gare centrale routière, un parc de stationnement et des circulations piétonnes aménagées. Le tout pour former un Centre d'Echanges complet et efficace à la mesure des fonctions fondamentales que doit remplir une métropole régionale à l'échelle européenne.

Le piéton est protégé.

Au milieu de cette activité, le piéton peut circuler librement. Le principal accès au Centre d'Echanges est précisément une rue piétonne venant du centre de la ville et aboutissant à la gare S.N.C.F. Pour son agrément, le piéton peut se rendre sur les terrasses où se trouve un jardin suspendu de 12.000 m² agrémenté de bassins et traité en aquaria.

Des services identiques à ceux d'un aéroport.

En tant que Centre d'Echanges, Lyon-Perrache offre le confort, les facilités, les prestations nécessaires

à tous les usagers en transit.

Ils y trouveront des services publics (P.T.T., service médical, antenne vétérinaire, Syndicat d'Initiative, agences de voyages, location de voitures, etc.), des commerces d'appoint, un restaurant (snack-bar, cafétéria) et des installations de loisirs : activités culturelles et terrasses.

Améliorer la circulation automobile.

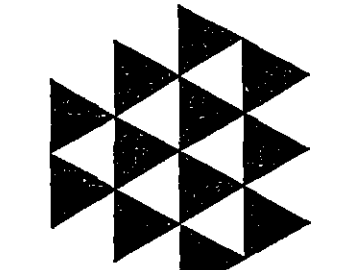
Le premier problème à résoudre : rendre plus fluide la circulation et réduire les nuisances. La solution a été « d'enterrer » le trafic routier et autoroutier, ce réseau communiquant avec le trafic urbain. Enfin, un parking de 1.000 places offre aux automobilistes la possibilité d'une halte lyonnaise.

Perrache, point de convergence de tous les transports en commun.

Une salle d'échanges de 1.800 m² permet l'accès :
- au métro : ouverture dès 1977 de la station Perrache, tête de la 1^{re} ligne.
- aux bus et aux cars urbains et suburbains, ainsi qu'aux navettes de liaison avec l'aéroport international de Lyon-Mérignac.
- aux taxis : une station centrale permet le passage de 2.000 véhicules par jour.
- au train : accès direct et protégé à la gare S.N.C.F.

Voyageurs, organisez votre étape à Lyon!

Entre Paris et la Méditerranée ou les Alpes, en voyages d'affaires ou en vacances, le Centre d'Echanges de Perrache situé à 10 minutes de la place Bellecour par la rue piétonne, permet une halte pratique et pleine d'agrément. Il vous offrira de laisser votre voiture au parking, à proximité des nombreux hôtels groupés autour de la gare. Vous pouvez dès lors choisir votre programme : détente et restauration sur place ou découverte du Lyon culturel, historique et gastronomique, à quelques pas de là.



CENTRE D'ECHANGES LYON PERRACHE

Maître d'ouvrage : COMMUNAUTE URBAINE DE LYON
Maître d'ouvrage délégué : Société d'Economie Mixte LYON PARC-AUTO

Entre Paris et la Méditerranée, Lyon ville ouverte.

OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE

OFFRE DE SITUATION RESERVEE A DES ETUDIANTS

L'OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE est responsable de la présence active de grandes publications et maisons d'édition dans le monde universitaire et scolaire.

Il assure ainsi une action permanente de publicité, de promotion et de vente d'ouvrages ou d'abonnements dans les universités et les lycées.

Il recherche pour renouveler en partie sa force de vente :

- SON CHEF D'AGENCE A LYON (à plein temps)
- Il a 25 ans environ et une solide formation supérieure.
- Il est capable d'organiser et maîtriser la structure administrative et commerciale de l'agence, de recruter, diriger et animer une équipe de délégués étudiants salariés.
- Fixe + pourcentage : 50 000 F + annuels.
- Formation complète assurée.

SES CHEFS DE CENTRE A GRENOBLE, MONTPELLIER, NANCY et RENNES.

Qui pour une fonction similaire à celle d'un chef d'agence, pourront éventuellement poursuivre leurs études de troisième cycle en occupant leur poste.

- Fixe + pourcentage : 30 000 F + annuels.

SES CHEFS DE CENTRE A AIX-EN-PROVENCE, AMIENS, BESANCON, BREST, CAEN, CLERMONT-FERRAND, CRETEIL, DIJON, LIMOGES, MARSEILLE, NANTES, NANTERRE, NICE, ORLEANS, ORSAY, POTTERS, ROUEN, REIMS, TOURS, VILLETANEUSE, VINCENNES.

Postes également accessibles à des étudiants poursuivant des études de second cycle.

- Fixe + pourcentage : 20 000 F + annuels.

Il sera répondu à toutes les candidatures - Prise de contact rapide - Stage deuxième quinzaine d'août - Entrée en fonction : 1^{er} septembre 1976.

Adressez votre candidature (CV + photo) à :
Jeanne JAEGER - Réf. 101 - Service du Recrutement
OFFICE UNIVERSITAIRE DE PRESSE
15, rue Tiphaine - 75015 PARIS

Établissement de la ville de Lyon

Le des Petits-Maraux, Port de Gennevilliers

725.15.00

